

# **Budget supplémentaire des dépenses (A) 2004-2005**

Pour  
l'exercice financier se  
terminant le 31 mars 2005

## Table des matières

<i>Tableaux sommaires</i>	<i>Page</i>
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses .....	24
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2004-2005 .....	30
Annexe proposée au projet de loi de crédits .....	32
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses .....	47
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés .....	49
Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense .....	56
Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses .....	64
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses .....	66
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses .....	80
Principaux changements apportés au budget supplémentaire des dépenses .....	81
 <i>Ministères, organismes et sociétés d'État</i>	
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)</b>	
Ministère .....	89
Agence canadienne de développement international .....	91
Commission mixte internationale .....	92
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</b>	
Ministère .....	95
Commission canadienne des affaires polaires .....	98
<b>AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC</b>	
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE</b>	
Ministère .....	104
<b>AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA</b>	
Ministère .....	106
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>	
Ministère .....	109
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	111
Commission canadienne des grains .....	111
<b>ANCIENS COMBATTANTS</b>	
<b>BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA</b>	
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>	
Ministère .....	120
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada .....	121
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>	
Ministère .....	124
<b>CONSEIL DU TRÉSOR</b>	
Secrétariat .....	127
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) .....	128
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada .....	129
<b>CONSEIL PRIVÉ</b>	
Ministère .....	133
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports .....	133
Directeur général des élections .....	133
Commissaire aux langues officielles .....	134
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité .....	134
<b>DÉFENSE NATIONALE</b>	
Ministère .....	136
<b>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)</b>	
<b>DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN</b>	
<b>ENVIRONNEMENT</b>	
Ministère .....	147
Agence canadienne d'évaluation environnementale .....	148
Agence Parcs Canada .....	149
<b>FINANCES</b>	
Ministère .....	154
Vérificateur général .....	155
Tribunal canadien du commerce extérieur .....	156
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada .....	156
Bureau du surintendant des institutions financières .....	156
<b>INDUSTRIE</b>	
Ministère .....	160
Agence spatiale canadienne .....	161
Tribunal de la concurrence .....	162
Commission du droit d'auteur .....	162
Conseil national de recherches du Canada .....	163
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....	164
Conseil de recherches en sciences humaines .....	165
Statistique Canada .....	166

# Table des matières

Ministères et organismes et sociétés d'État

Page

JUSTICE	
Ministère.....	169
Commission canadienne des droits de la personne .....	169
Tribunal canadien des droits de la personne .....	170
Commissaire à la magistrature fédérale .....	170
Service administratif des tribunaux judiciaires .....	170
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	171
Cour suprême du Canada .....	171
PARLEMENT	
Chambre des communes.....	174
Commissariat à l'éthique.....	174
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère.....	179
Conseil des Arts du Canada.....	181
Société Radio-Canada .....	181
Musée canadien des civilisations .....	181
Musée canadien de la nature .....	182
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes .....	182
Bibliothèque et Archives du Canada .....	183
Société du Centre national des Arts .....	184
Commission des champs de bataille nationaux.....	184
Commission de la capitale nationale.....	184
Office national du film .....	185
Musée des beaux-arts du Canada .....	185
Musée national des sciences et de la technologie.....	185
Commission de la fonction publique.....	186
Commission des relations de travail dans la fonction publique.....	186
Tribunal de la dotation de la fonction publique .....	186
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice.....	187
Téléfilm Canada .....	187
PÊCHES ET OCÉANS .....	190
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère.....	195
Conseil canadien des relations industrielles.....	197
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail .....	197
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère.....	201
Énergie atomique du Canada limitée.....	202
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	203
Office national de l'énergie.....	203
Administration du pipe-line du Nord .....	203
SANTÉ	
Ministère.....	206
Instituts de recherche en santé du Canada.....	208
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	209
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	209
SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)	
Ministère.....	214
Agence des services frontaliers du Canada .....	215
Service canadien du renseignement de sécurité .....	215
Service correctionnel .....	216
Commission nationale des libérations conditionnelles .....	216
Bureau de l'enquêteur correctionnel .....	216
Gendarmerie royale du Canada .....	217
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada .....	218
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada .....	218
TRANSPORTS	
Ministère.....	221
Office des transports du Canada.....	222
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	
Ministère.....	224



# Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

## Renseignements structurels

Le Budget supplémentaire des dépenses se compose de trois sections distinctes :

- 1) *Introduction au Budget supplémentaire des dépenses;*
- 2) *Tableaux sommaires;*
- 3) *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

L'essentiel du Budget supplémentaire des dépenses se retrouve dans les tableaux sommaires et les détails par ministère, organisme et société d'État. La section d'introduction définit le contexte du Budget supplémentaire des dépenses, en brossant un tableau de ses divers éléments.

Afin d'accroître la transparence du Budget supplémentaire des dépenses et la cohérence d'information dans tous les documents du budget des dépenses, des modifications y ont été apportées. Voici les principales caractéristiques de la nouvelle présentation : tableau sommaire ministériel avant la section concernant ce ministère; les besoins bruts en financement et une description des fonds disponibles pour compenser les nouvelles dépenses prévues. L'introduction et les tableaux sommaires ont également été améliorés, grâce à l'ajout d'un bilan des dépenses prévues qui établit un rapprochement avec le total des budgets des dépenses à ce jour; d'un sommaire des principaux postes demandés; des dépenses par article courant; des initiatives horizontales et des postes de 1 \$ inclus dans ce présent Budget; et d'un sommaire des modifications apportées depuis le dépôt du Budget principal des dépenses qui sont exprimées dans le présent Budget supplémentaire des dépenses.

## A. Objectif et renseignements généraux

Les Budgets supplémentaires des dépenses sont déposés au Parlement environ un mois avant le projet de loi de crédits connexe<sup>1</sup>. Ce délai donne aux comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant le dépôt du projet de loi.

L'objet du Budget supplémentaire des dépenses est de présenter au Parlement de l'information au sujet des dépenses nécessaires qui n'étaient pas suffisamment étoffées et fournies à temps en vue de leur inclusion au Budget principal des dépenses. Le Budget supplémentaire des dépenses renferme aussi de l'information à jour au sujet des changements importants dans les coûts prévus d'importants postes législatifs et vise à obtenir l'approbation du Parlement pour certains postes : transferts de fonds entre des crédits, radiations de dettes, garanties de prêt, création ou augmentation de subventions et changements au libellé de crédits.

Normalement, deux Budgets supplémentaires des dépenses sont publiés chaque année. Une lettre est attribuée à chaque document (A, B, C, etc.). Le premier Budget supplémentaire des dépenses habituel ou ordinaire est déposé au début de novembre et le document final, au début de mars. Un autre Budget supplémentaire des dépenses peut être déposé au cours de la période de crédit, selon le calendrier des priorités du gouvernement au chapitre des dépenses.

---

<sup>1</sup> L'approbation accordée par le Parlement à un projet de loi de crédits fournit au gouvernement du Canada le pouvoir nécessaire de dépenser des fonds du Trésor. Le gouvernement du Canada se sert de ces fonds pour assurer la prestation de ses programmes et services.

# Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

## Autorisations de dépenser

Le Budget supplémentaire des dépenses fournit des renseignements sur les autorisations de dépenses budgétaires et non budgétaires. Ces autorisations se divisent en deux catégories : les dépenses votées et les dépenses législatives.

Les dépenses budgétaires incluent :

- les frais de service de la dette publique;
- les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations;
- les paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement, à des organisations ou des particuliers;
- les paiements aux sociétés d'État.

Les dépenses non budgétaires (prêts, investissements et avances) représentent des changements dans la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Les dépenses votées sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits annuel.

Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par le biais de lois habilitantes.

## B. Sommaire du présent Budget supplémentaire des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses est conforme au cadre de dépenses prévues présenté dans le budget le plus récent du ministre des Finances.

**Tableau 1 (en milliards de dollars)**

<b>Dépenses budgétaires</b>			
Budget – mars 2004			183,3
<i>Budgets des dépenses jusqu'à ce jour</i>			
<i>Budget principal des dépenses, 2004-2005</i>	183,5		
<i>Budget supplémentaire des dépenses (A) 2004-2005</i>	<u>2,7</u>	186,2	
<i>Rajustements :</i>			
<i>Dépenses imputées à des exercices antérieurs</i>	(2,8)		
<i>Effet du passage à la comptabilité d'exercice intégrale</i>	(1,4)		
<i>Dépenses de programme non encore imputées et autres rajustements</i>	<u>1,3</u>	(2,9)	183,3
Net			.....

**Tableau 2 (en milliards de dollars)**

	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires	Total
<b>Total du Budget supplémentaire des dépenses</b>	<u>2,9</u>	<u>0,0</u>	<u>2,9</u>
Crédits approuvés	2,9	0,0	2,9
Postes législatifs	(0,2)	0,0	(0,2)
<b>Total du Budget supplémentaire des dépenses</b>	<u>2,7</u>	<u>0,0</u>	<u>2,7</u>

## Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

### Principaux postes du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2004-2005

Cette section donne un aperçu des principaux postes touchant les dépenses budgétaires dans le Budget supplémentaire des dépenses 2004-2005.

**A. Des 2,9 milliards de dollars pour lesquels le Parlement demande l'autorisation, 2,3 milliards de dollars se rapportent principalement aux augmentations suivantes :**

Hausses pour les postes touchant plus d'une organisation :

- Un montant de **1 011 millions** est reporté depuis l'exercice 2003-2004. Il s'agit d'une pratique de gestion budgétaire approuvée qui procure aux ministères une certaine souplesse en vue de gérer ou de mettre en œuvre des initiatives sur un horizon de planification de plusieurs années – **tous les ministères et les organismes admissibles**;
- Un montant de **158 millions** pour ajuster la rémunération au sein des ministères et des organismes en vertu de conventions collectives négociées récemment, jusqu'au 31 juillet 2004 inclusivement – **tous les ministères et les organismes admissibles**;
- Un montant de **132 millions** pour des initiatives de sécurité publique (sécurité maritime, Initiative de la frontière intelligente, Politique sur la sécurité nationale, etc.) – **Agence canadienne d'inspection des aliments, Agence des services frontaliers du Canada, Citoyenneté et Immigration, Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, Défense nationale, Gendarmerie royale du Canada, Justice, Pêches et Océans, Transports**;
- Un montant de **131 millions** pour appuyer la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation de services multimodes (Gouvernement en direct) – **Affaires des Anciens combattants, Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères), Affaires indiennes et du Nord, Citoyenneté et Immigration, Commerce international, Environnement, Industrie, Développement des ressources humaines (Développement social), Ressources humaines et Développement des compétences, Ressources naturelles, Santé, Statistique Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux**;
- Un montant de **109 millions** pour stimuler le progrès social et économique en appuyant la recherche, la diffusion du savoir et la commercialisation des initiatives – **Conseil de recherches en sciences humaines, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, Instituts de recherche en santé du Canada**;
- Un montant de **95 millions** pour l'évaluation, la gestion et la remise en état des sites contaminés fédéraux – **Affaires indiennes et du Nord canadien, Agence canadienne d'inspection des aliments, Agence des services frontaliers du Canada, Agriculture et Agroalimentaire, Défense nationale, Environnement, Gendarmerie royale du Canada, Agence Parcs Canada, Pêches et Océans, Ressources naturelles, Santé, Service correctionnel, Transports**;
- Un montant de **78 millions** pour des activités et des programmes de communication comme 1 800-O-Canada, Éditions du gouvernement du Canada, la *Gazette du Canada* et le Programme d'expositions rurales (en raison du démantèlement de Communication Canada) – **Agriculture et Agroalimentaire, Bureau du Conseil privé, Travaux publics et Services gouvernementaux**;

Augmentation de postes touchant une seule organisation :

- Un montant de **189 millions** pour des coûts additionnels liés au déploiement des Forces canadiennes en Afghanistan – **Défense nationale**;
- Un montant de **162 millions** pour l'aide internationale en Haïti et en Afghanistan et pour donner suite à l'engagement de lutter contre la malnutrition et la maladie – **Agence canadienne de développement international**;
- Un montant de **92 millions** pour trois nouvelles missions de maintien de la paix au Burundi, au Soudan et en Haïti, et pour couvrir les coûts supplémentaires liés à des opérations en cours en République démocratique du Congo, en

## Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Éthiopie, en Érythrée, au Liberia et en Côte d'Ivoire – *Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)*;

- Un montant de **76 millions** pour combler des lacunes en santé publique et préparer la mise sur pied de l'Agence de santé publique du Canada – *Santé*;
- Un montant de **60 millions** pour améliorer dans le domaine du sport au Canada le développement, l'excellence et la participation – *Patrimoine canadien*.

Les **0,6 milliards** qui restent sont répartis entre un certain nombre d'autres ministères et organismes. Les détails figurent dans le Budget supplémentaire des dépenses.

### **B. Le changement des dépenses législatives prévues représente une diminution de \$0,2 milliards de dollars qui découle des principaux changements suivants :**

Hausses pour des postes touchant plus d'une organisation :

- Un montant de **304 millions** pour des activités conçues pour atténuer l'impact de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) – *Agence canadienne d'inspection des aliments, Agriculture et Agroalimentaire, Santé*.

Hausses pour des postes touchant une seule organisation :

- Une somme de **928 millions** pour des paiements dans le cadre du Programme transitoire de soutien à l'industrie, qui aide l'industrie agricole à faire la transition vers de nouveaux programmes de gestion des risques en entreprise en vertu du nouveau Cadre stratégique pour l'agriculture – *Agriculture et Agroalimentaire*;
- Un montant de **66 millions** pour le paiement d'indemnités conformément aux exigences législatives établies en vertu de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur la protection des végétaux*, et approuvés en vertu de la *Loi de l'Agence canadienne d'inspection des aliments* (L.C. 1997, ch. 6) – *Agence canadienne d'inspection des aliments*;
- Un montant de **65 millions** pour des paiements de contributions dans le cadre du Programme canadien de revenu agricole afin de protéger les producteurs contre une baisse importante du revenu agricole – *Agriculture et Agroalimentaire*;
- La réduction appréciable des dépenses législatives indiquée ci-après a compensé ce qui précède.
- Un montant de **800 millions** principalement attribuable à la baisse prévue des frais de la dette publique en raison de taux d'intérêt plus bas qu'anticipé – *Finances*;
- Un montant de **762 millions** se rapportant à de nouvelles prévisions des paiements de transfert aux gouvernements provinciaux – *Finances*.

Les réductions totales se chiffrent donc à 1,6 milliards de dollars et les augmentations à 1,4 milliards de dollars, ce qui équivaut à une réduction nette de 0,2 milliards de dollars.

## **C. Aperçu des tableaux sommaires**

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le Budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent Budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des Budgets des dépenses à ce jour pour 2004-2005
3. Annexe proposée au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent Budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense



# Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

7. Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses
8. Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses
9. Postes de 1 \$ inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

## **1. Sommaire du présent Budget supplémentaire des dépenses**

Ce tableau précise les dépenses budgétaires<sup>2</sup> et non budgétaires<sup>3</sup> incluses dans le Budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Budget des dépenses précédents » précisent les fonds du Budget principal des dépenses.

Les six prochaines colonnes « Présent Budget supplémentaire des dépenses » présentent les besoins actuels, qui sont répartis en deux catégories : À voter<sup>4</sup> et Législatifs<sup>5</sup>.

Les deux dernières colonnes « Total – Budget des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des besoins budgétaires et non budgétaires totaux.

Ce tableau présente aussi les prévisions de dépenses liées aux comptes à fins déterminées consolidés. Les transactions associées à ces comptes sont rapportées dans le cadre des dépenses budgétaires des Comptes publics du Canada et les dépenses prévues sont incluses au Budget du ministre des Finances. Bien qu'il y ait plus d'une trentaine de comptes à fins déterminées consolidés, le compte de l'assurance-emploi représente pratiquement la valeur totale de l'entrée de consolidation. On trouve une liste complète de ces comptes et un résumé des transactions connexes dans les Comptes publics du Canada.

## **2. Sommaire des Budgets des dépenses à ce jour pour 2004-2005**

Ce tableau présente le Budget principal des dépenses et le présent Budget supplémentaire. Il fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et législatifs demandés.

## **3. Annexe proposée au projet de loi de crédits**

Ce tableau donne un aperçu de l'annexe du projet de loi de crédits. Tel que précisé plus haut, le Budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros et des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du Budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : la première énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2005 et la deuxième, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2006.

Les rajustements négatifs ne sont pas inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits car lorsqu'une organisation inscrit un rajustement négatif, aucun financement n'est demandé au Parlement.

---

<sup>2</sup> Les dépenses budgétaires comprennent les frais de service de la dette, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert et les subventions aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État et aux personnes morales distinctes.

<sup>3</sup> Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

<sup>4</sup> Les besoins en crédits sont ceux que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Pour de plus amples renseignements sur les crédits et le libellé des crédits, veuillez consulter le tableau de l'annexe proposée du projet de loi de crédits.

<sup>5</sup> Les autorisations des dépenses législatives sont celles que le Parlement a approuvées précédemment par le biais d'autres lois qui précisent l'objectif et les modalités des dépenses. Les dépenses législatives ne figurent dans le Budget supplémentaire des dépenses qu'à titre d'information.

## Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Ainsi, les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le Budget supplémentaire des dépenses.

- a) *Crédits pour dépenses du programme* – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit pour « dépenses en capital » ou le crédit pour « subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent pas 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les « dépenses de Programmes » sont imputés à un seul crédit.
- b) *Crédits pour dépenses de fonctionnement* – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit pour « dépenses en capital » ou un crédit pour « subventions et contributions », voire des deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars.
- c) *Crédits pour dépenses en capital* – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital comprennent des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 \$ notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense n° 08) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense n° 09) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense n°s 01 à 09). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital au niveau ministériel.
- d) *Crédits pour subventions et contributions* – Ce crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme totalisent 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au Budget des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation de payer une partie ou la totalité du montant et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contribution » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.
- e) *Crédits non budgétaires* – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, sont inscrits les postes non budgétaires tels que les prêts, les avances et les placements relatifs aux sociétés d'État; et les prêts ou les avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.
- f) *Crédits spéciaux : Déficit des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* – Le concept d'un crédit par programme ne s'applique pas dans les situations où un crédit distinct est établi afin d'inscrire les sommes nécessaires pour effectuer un paiement à une société d'État ou couvrir les dépenses d'une personne juridique qui sont effectuées dans le cadre d'un programme plus important. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor pour programmes financés par l'administration centrale* – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale, à cette fin, il doit disposer d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
  - (i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* – Ce crédit augmente d'autres crédits afin de fournir au gouvernement la souplesse nécessaire pour faire face à des dépenses mineures et imprévues jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et d'absorber les coûts salariaux supplémentaires tels que les indemnités de départ et les prestations de congé parental qui ne sont pas prévues dans le budget des dépenses ministériel.
  - (ii) *Crédit pour initiatives pangouvernementales* – Ce crédit augmente d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.

## Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

- (iii) Crédit pour rajustements salariaux – Ce crédit augmente les crédits du financement des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts.
- (iv) Assurances de la fonction publique – Ce crédit fournit les contributions de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux, aux pensions, aux régimes d'avantages sociaux et d'assurance pour les employés engagés sur place à l'extérieur du Canada et rend à certains employés leur part de la réduction des primes d'assurance-emploi.

### 4. Postes législatifs du présent Budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées à d'importants postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l'adoption d'autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le Budget supplémentaire des dépenses à titre d'information uniquement.

### 5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l'information concernant les crédits, par ministère.

La première colonne « Numéro du crédit » indique quel crédit est accru par le Budget supplémentaire des dépenses. Une lettre jointe au numéro précise qu'un Budget supplémentaire des dépenses a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième colonne « Montant brut » indique le total des fonds demandés dans le Budget supplémentaire des dépenses.

Les troisième, quatrième et cinquième colonnes « Ensemble des autorisations de dépenser disponibles » correspondent aux autorisations de dépenses non utilisées dont se sert maintenant l'organisation pour réduire le montant des autorisations de dépenses supplémentaires demandées dans le présent Budget supplémentaire des dépenses. Ces autorisations sont réparties dans deux catégories distinctes, afin de préciser les contributions faites par les ministères à l'initiative de réaffectation à l'échelle du gouvernement.

La dernière colonne « Montant net » indique le montant net du financement supplémentaire indiqué dans le présent Budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les rajustements négatifs ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits. Si l'organisation indique un montant net négatif, cela signifie qu'aucun changement aux actuelles autorisations de dépenser n'est demandé au Parlement.

### 6. Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des revenus et des dépenses fédérales sur l'économie, il faut établir le montant net des achats et des ventes de l'état par article courant. A cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire comme un débit aux catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaire des dépenses et les Comptes publics. Les articles courants de dépense sont les suivants :

- (01) Personnel
- (02) Transports et communications
- (03) Information
- (04) Services professionnels et spéciaux
- (05) Location

## Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

- (06) Achat de services de réparation et d'entretien
- (07) Services publics, fournitures et approvisionnements
- (08) Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
- (09) Acquisition de machines et de matériel
- (10) Paiements de transfert
- (11) Service de la dette publique
- (12) Autres subventions et paiements

Des renseignements ont été également fournis au sujet des revenus portés au crédit. Dans certaines situations données, le Parlement autorise les ministères ou organismes à dépenser les revenus tirés de leurs opérations de la même manière que les fonds affectés au moyen du crédit. Ces sommes compensent les dépenses prévues à l'égard des articles courants 01 à 12, qui sont indiqués en chiffres bruts. L'annexe A donne une brève définition de chaque article courant.

### **7. Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses**

Ce tableau sommaire fournit une liste complète d'organisations qui ont reçu des fonds du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT).

Il y a deux types de fonds attribués à partir du crédit 5 du CT : permanents et temporaires. Les fonds permanents sont alloués en réponse à des insuffisances liées à la paie, par exemple, au titre des indemnités de fin d'emploi et des prestations de congé parental, qui ne peuvent être déterminées à l'avance et sont donc payés par un organisme central. Des fonds temporaires sont accordés en réponse à des dépenses diverses, mineures et imprévues, qui n'étaient pas couvertes dans le Budget principal des dépenses et doivent être engagées avant le dépôt du Budget supplémentaire des dépenses. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le Budget supplémentaire des dépenses et que la gouverneure générale a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les ministères doivent satisfaire à un certain nombre de critères afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT pour éventualités du gouvernement :

- Comme l'autorisation des paiements sur le fonds des éventualités est contenue dans le libellé du crédit 5 du CT, tous ces paiements doivent être pleinement conformes à ce libellé.
- En règle générale, on n'imputera pas de dépenses permanentes au crédit pour les besoins autres que les déficits de paie ou les primes accordées en vertu de la *Loi sur les inventions des fonctionnaires*. Toutes les autres avances imputées au crédit pour éventualités doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au Budget des dépenses supplémentaire suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits y afférente est adoptée.
- Lorsque ces avances sont demandées pour faire face à un besoin financier, le Conseil du Trésor doit s'assurer que le paiement s'inscrit dans le cadre du mandat du ministère.
- Lorsqu'il effectue un transfert afin de fournir une autorisation de paiement, le Conseil du Trésor doit être convaincu qu'il existe une raison valable et suffisante pour laquelle le paiement doit être fait avant que l'on ait reçu l'approbation normale du Parlement.
- Des fonds suffisants doivent être disponibles dans le crédit 5 du CT.
- L'autorisation appropriée du Ministère ne suffit pas pour couvrir les besoins existants et ceux de la nouvelle initiative (à l'exception des postes de subventions) jusqu'à la fin de la période visée par le crédit.
- Il doit exister un bénéficiaire valable et légalement constitué auquel la subvention doit être versée.

# Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

## **8. Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses**

Ce tableau fournit un résumé des initiatives pour lesquelles plusieurs ministères demandent des fonds.

## **9. Postes de 1 \$ inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses**

Il arrive souvent que le Budget supplémentaire des dépenses inclut des « postes de 1 \$ » visant une demande de modification à la répartition des fonds déjà approuvés par le *Budget principal des dépenses*. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes ou à accorder des autorisations pertinentes. Comme cette « dépense » constitue un poste budgétaire, elle doit avoir une valeur monétaire. Or, comme aucun nouveau financement n'est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Les postes de 1 \$ peuvent servir à :

- transférer des fonds d'un programme à l'autre;
- radier des créances;
- modifier une garantie de prêt;
- autoriser une subvention;
- amender des lois de crédits antérieures.

## **D. Principaux Changements dans le présent Budget supplémentaire des dépenses**

La présente section vise deux objectifs. Premièrement, décrire les changements qui ont été apportés depuis le dépôt du Budget principal des dépenses 2004-2005 à l'organisation et à la structure gouvernementale, aux autorisations (crédits), à la présentation (structure, objectifs et description de secteurs d'activité des programmes) et aux autres présentations. Deuxièmement, expliquer en détail les crédits touchant des autorisations particulières qui se distinguent de ceux inclus dans le Budget principal des dépenses de l'exercice en cours, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses mentionnées pour la première fois. À la lumière de la décision rendue en 1981 par le président de la Chambre des communes, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que seules les précédentes lois de crédits seront modifiées par les budgets des dépenses, à l'exception des cas explicitement autorisés par une loi.

Le tableau se compose de deux sections :

1. modifications concernant l'organisation et la structure du gouvernement;
2. modifications dans les crédits et les libellés des crédits.

## **E. Détail par ministère, organisme et société d'État**

Les ministères et organismes qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés ensemble afin de donner une image d'ensemble par portefeuille. La présentation de chaque portefeuille débute par une liste des organisations qui demandent des fonds dans le cadre du présent Budget supplémentaire des dépenses.

Il y a cinq sections distinctes pour chaque organisation :

1. sommaire du Ministère (y compris le libellé des crédits);
2. explication des besoins;
3. explication des fonds disponibles;
4. paiements de transfert (s'il y a lieu);
5. nouveaux grands projets d'immobilisations (s'il y a lieu).

# Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

## **1. Sommaire du Ministère**

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et législatifs par ministère, y compris :

- le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- le total des précédents budgets des dépenses – Budget principal des dépenses, plus tout financement antérieur prévu dans des Budgets supplémentaires des dépenses;
- les transferts entre crédits et entre organisations;
- les nouvelles demandes nettes de financement dans le présent Budget supplémentaire des dépenses;
- le total des Budgets des dépenses jusqu'à ce jour.

Si le supplément total pour le programme correspond à un montant négatif pour l'organisation, ce montant ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le Budget supplémentaire des dépenses. Aux termes de l'article 31 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, lorsque le Parlement accorde une autorisation de dépenses, le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) gère et contrôle, avec son Système de contrôle des affectations, les niveaux de financement des organisations visées. Les montants nets négatifs sont mentionnés uniquement à titre d'information.

## **2. Explication des besoins**

Cette section renferme une brève explication des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée.

## **3. Explication des fonds disponibles**

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le Budget supplémentaire des dépenses.

Des autorisations de dépenses excédentaires disponibles dans un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses supplémentaires nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans des affectations bloquées ou pour des affectations à but fins particulières pourraient être utilisées pour réduire les dépenses supplémentaires, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

La pratique de recours aux sommes compensatoires n'est pas nouvelle. Cependant, la mention et la description de celles-ci dans le présent Budget supplémentaire des dépenses visent à rehausser la transparence et à présenter davantage d'information aux lecteurs. Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées pour une compensation : transfert de fonds d'un poste à un autre ou report de fonds d'un exercice à un autre dans une organisation; transfert de fonds d'une organisation à une autre; et réaffectation de fonds à d'autres initiatives gouvernementales.

Fait à noter, un transfert de fonds entraînant un déplacement des responsabilités ou des crédits d'un ministère à un autre (p. ex., décrets en conseil pour la réorganisation gouvernementale) n'est pas comptabilisé de la même façon que les autres compensations, car il n'a pas d'incidence sur les nouveaux crédits demandés par les organisations. En fait, un tel transfert diminue le financement du budget des dépenses de l'organisation d'où est fait le transfert et augmente les autorisations du budget des dépenses de l'organisation qui reçoit le transfert. Les montants sont inscrits dans la colonne « Transfert » du Sommaire du Ministère, avec une note en bas de page expliquant la nature du transfert.

## **4. Paiements de transfert**

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert, par secteur d'activité.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements de transfert faits par une organisation en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

## Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- i) une contribution est un paiement conditionnel et peut faire l'objet d'une vérification, contrairement aux subventions;
- ii) les contributions exigent la conclusion d'un arrangement entre le bénéficiaire et le donateur précisant les modalités et conditions régissant leur versement, à la différence des subventions;
- iii) les autres paiements de transfert sont effectués en vertu de législation ou d'un arrangement qui inclut normalement une formule ou un échéancier de paiements comme l'un des éléments servant à déterminer le montant annuel à verser;
- iv) le libellé utilisé dans le Budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif, tandis que dans le cas des contributions et des autres paiements de transfert, le libellé sert à informer.

### **5. Nouveaux grands projets d'immobilisations**

Cette section énumère les grands projets d'immobilisations qui ne figurent pas dans des Budgets des dépenses précédents et dont le coût total estimatif s'élève à un million de dollars ou plus. L'information est présentée par secteur d'activité et par province (de l'Est à l'Ouest) et montre les coûts estimatifs totaux et le montant prévu qui sera dépensé durant l'exercice financier.

# Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

## Annexe A

### 01. *Personnel*

Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à temps plein) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que les membres des forces militaires et de la GRC. Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs, ainsi que les indemnités des membres des deux chambres du Parlement, et tout genre d'indemnité versée au personnel permanent ou engagé pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre. Y figurent aussi les allocations pour automobile aux ministres et les indemnités de dépenses aux sénateurs et aux députés.

Contributions de l'état à divers régimes d'avantages sociaux des employés (compte de pension de retraite de la fonction publique, compte de prestations de retraite supplémentaires, compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, compte de prestations de décès de la fonction publique et compte d'assurance-emploi), au compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, au compte de pension de retraite des Forces canadiennes et au compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; les contributions de l'État aux régimes provinciaux et autres régimes d'assurance médicale et d'assurance-hospitalisation; y figurent aussi les frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

### 02. *Transports et communications*

Frais de voyage et de transport d'employés du gouvernement, de membres des Forces armées et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, ainsi que frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés. Y figurent aussi le transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent d'arpentages, d'inspections et d'études sur le terrain. Sont aussi compris les frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'état, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.

Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous autres frais postaux. Frais de transport de marchandises, autres que le coût initial de livraison, à l'égard d'un achat (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de courrier offerts par l'entreprise privée. Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et T.S.F. (droits, taxes, etc.), et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de courrier assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

### 03. *Information*

Cet article courant comprend trois catégories principales de dépenses.

- **Service de promotion** - Comprend tous les services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés ou des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que les arts graphiques.
- **Services d'édition, d'imprimerie et d'exposition** - Comprend les services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'état. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs



## Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.

- **Services des relations publiques et des affaires publiques** - Services de sondages sur les comportements, de promotion des ventes, de commercialisation, de mise en valeur des exportations, de relations publiques et de publicité. Sont aussi compris les services de rédaction des discours, services des communiqués de presse, des séances d'information, des conférences de presse et des événements spéciaux. Services des affaires publiques comprenant les sondages sur les comportements, les sondages d'opinion, les enquêtes sur l'évaluation des services, les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles sont aussi inclus ici.

### 04. *Services professionnels et spéciaux*

Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, des commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement, paiements pour services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiements pour services de gestion, pour services d'informatique et toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.

Paiements de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiements de services d'informatique, paiement des frais de scolarité à des indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas de juridiction fédérale; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes*, et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.

Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage et d'entreposage, et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits aux TPSGC pour l'administration de marchés.

### 05. *Location*

Crédits pour les locations de toutes sortes : location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement. Location et affrètement avec ou sans équipage - de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs. La location de services d'entreposage figure cependant à l'article courant n° 04. Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits.

### 06. *Achat de services de réparation et d'entretien*

Cet article courant comprend les travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant n° 08 ci-dessous, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant n° 09. Cet article comprend également les paiements faits au ministère des Travaux publics pour les services offerts aux locataires. Le coût des matériaux et des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

## Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

### 07. *Services publics, fournitures et approvisionnements*

Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.

En fait également partie l'achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'état. Sont inclus : essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport, chauffage; provendes; aliments et autres fournitures pour navires et établissements; bestiaux achetés pour consommation ou revente; graines de semence; livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur; uniformes et fourniment; photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement; fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais; fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études; produits chimiques, approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux; œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives; fournitures du service de nettoyage; bois et charbon; fournitures électriques; pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

### 08. *Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages*

Cet article comprend toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre et aux améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération. Y figurent aussi tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord. L'achat de terrains en fait également partie. Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à temps plein ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (Articles courants 01 à 09).

### 09. *Acquisition de machines et de matériel*

Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, tout le matériel, les fournitures et le mobilier de bureau, le matériel informatique et électronique ou tout autre accessoire de bureau; le matériel et les accessoires à microfilmer, le matériel de communication entre bureaux, les machines à affranchir avec compteur, les cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau; les véhicules automobiles, les avions, les tracteurs, le matériel de voirie, le matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; le matériel scientifique et de laboratoire, les navires, les brise-glaces et le matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

### 10. *Paiements de transfert*

Tous les paiements de transfert, c'est-à-dire les subventions et les contributions, les subsides et tous les paiements faits par l'État. Cette catégorie englobe tous les paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les pensions de vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations familiales, les allocations et les pensions des anciens combattants; les subventions et les paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la loi constitutionnelle et de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et les langues officielles; paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones; paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires; les

## Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

subventions et les capitaux consentis à l'industrie y compris les paiements d'indemnisation des importateurs de pétrole; les subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; les bourses d'études; les subventions de soutien consenties à de nombreux organismes national et international sans but lucratif; contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le Budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par le biais de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions énumérées dans le Budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne sont donc pas limitées.

### 11. *Service de la dette publique*

Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux. Sont inclus également les frais d'émission de nouveaux emprunts, l'amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, les primes et commissions afférentes aux obligations et les frais administratifs et afférents à la dette publique.

### 12. *Autres subventions et paiements*

Paiements à des sociétés d'État et autres sociétés gouvernementales ou organismes, et versements à certains comptes non budgétaires, ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ». Les paiements faits aux sociétés d'État comprennent les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et incluent également les autres paiements de transfert faits aux sociétés d'État; les paiements à d'autres sociétés ou organismes administrés par l'état comprennent les versements à des organismes tels que le Centre national des Arts. Les paiements faits aux comptes non budgétaires comprennent les contributions de l'état au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ainsi que les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*.

Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'état, la perte d'effets personnels, et les dépenses relatives à des petits articles et des services divers. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

### *Revenus à valoir sur le crédit*

Les revenus à valoir sur le crédit conformément à l'autorisation parlementaire comprennent toute une gamme de revenus provenant de sources externes et de sources internes. Les revenus provenant de sources externes comprennent : les loyers perçus à l'égard d'immeubles et de pièces d'équipement appartenant au gouvernement; les sommes reçues au titre de la prestation des services de police à d'autres paliers de gouvernement; les rentrées de fonds provenant de fonds renouvelables à la suite de transactions effectuées avec des intervenants de l'extérieur du gouvernement, ainsi que les coûts recouverts des administrations provinciales et d'autres gouvernements nationaux. Les revenus provenant de sources internes comprennent les recouvrements des coûts des biens et services fournis par un organisme à un autre et le produit des ventes effectuées au moyen de fonds renouvelables à des intervenants de l'administration fédérale.



## **TABLEAUX SOMMAIRES**

**Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses**

**Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2004-2005**

**Annexe proposée au projet de loi de crédits**

**Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses**

**Sommaire des modifications apportées aux crédits votés**

**Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense**

**Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses**

**Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses**

**Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses**

**Principaux changements apportés au budget supplémentaire des dépenses**

## Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents	
	Budgétaire	Non- budgétaire
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)</b>		
Ministère .....	1 728 233 549	.....
Agence canadienne de développement international.....	2 654 980 970	6 930 884
Commission mixte internationale.....	7 984 000	.....
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</b>		
Ministère .....	5 760 762 870	73 603 000
Commission canadienne des affaires polaires .....	973 000	.....
<b>AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC .....</b>	.....	.....
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE</b>		
Ministère .....	476 551 970	.....
<b>AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA</b>		
Ministère .....	3 449 775 842	.....
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>		
Ministère .....	2 110 845 954	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	476 880 000	.....
Commission canadienne des grains .....	21 293 000	.....
<b>ANCIENS COMBATTANTS .....</b>	2 787 720 970	.....
<b>BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA.....</b>	.....	.....
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>		
Ministère .....	1 009 626 547	.....
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	121 104 000	.....
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>		
Ministère .....	168 375 970	.....
<b>CONSEIL DU TRÉSOR</b>		
Secrétariat .....	2 497 481 970	.....
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion).....	.....	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	.....	.....
<b>CONSEIL PRIVÉ</b>		
Ministère .....	141 860 998	.....
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion).....	29 341 000	.....
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	30 055 000	.....
Directeur général des élections.....	50 175 000	.....
Commissaire aux langues officielles .....	18 528 000	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	58 483 000	.....
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité.....	2 471 000	.....
<b>DÉFENSE NATIONALE</b>		
Ministère .....	13 287 515 915	.....
<b>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL).....</b>	28 553 960 970	.....
<b>DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN.....</b>	390 805 970	.....
<b>ENVIRONNEMENT</b>		
Ministère .....	805 233 971	.....
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	17 883 000	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	424 105 000	.....
Agence Parcs Canada.....	504 379 916	.....
<b>FINANCES</b>		
Ministère .....	69 009 636 970	132 275 001
Vérificateur général .....	72 756 000	.....
Tribunal canadien du commerce extérieur.....	9 815 000	.....
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	31 932 000	.....
Bureau du surintendant des institutions financières.....	712 001	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses						Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Transfert	Budgétaire		Non-budgétaire		Total	Budgétaire	Non- budgétaire
		À voter*	Législatifs	À voter	Législatifs			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
.....	171 579 187	.....	.....	.....	<b>171 579 187</b>	1 899 812 736	.....	
.....	18 509 138	.....	1	.....	<b>18 509 139</b>	2 673 490 108	6 930 885	
.....	126 604	.....	.....	.....	<b>126 604</b>	8 110 604	.....	
15 935 203	103 868 241	.....	.....	.....	<b>119 803 444</b>	5 880 566 314	73 603 000	
.....	23 869	.....	.....	.....	<b>23 869</b>	996 869	.....	
317 058 000	(1 637 480)	69 970	.....	.....	<b>315 490 490</b>	315 490 490	.....	
.....	(9 000 000)	.....	.....	.....	<b>(9 000 000)</b>	467 551 970	.....	
(250 269 985)	(7 079 000)	(12 110 000)	.....	.....	<b>(269 458 985)</b>	3 180 316 857	.....	
.....	131 199 998	1 246 080 000	.....	.....	<b>1 377 279 998</b>	3 488 125 952	.....	
.....	60 925 963	66 000 000	.....	.....	<b>126 925 963</b>	603 805 963	.....	
.....	891 700	.....	.....	.....	<b>891 700</b>	22 184 700	.....	
.....	15 254 785	.....	.....	.....	<b>15 254 785</b>	2 802 975 755	.....	
318 304 000	59 814 308	.....	.....	.....	<b>378 118 308</b>	378 118 308	.....	
.....	54 330 227	.....	.....	.....	<b>54 330 227</b>	1 063 956 774	.....	
.....	15 199 950	.....	.....	.....	<b>15 199 950</b>	136 303 950	.....	
.....	65 549 454	.....	.....	.....	<b>65 549 454</b>	233 925 424	.....	
(8 957 700)	179 428 750	.....	.....	.....	<b>170 471 050</b>	2 667 953 020	.....	
50 378 950	3 068 513	.....	.....	.....	<b>53 447 463</b>	53 447 463	.....	
59 962 500	2 267 237	.....	.....	.....	<b>62 229 737</b>	62 229 737	.....	
(15 935 203)	16 469 783	.....	.....	.....	<b>534 580</b>	142 395 578	.....	
(20 781 750)	.....	.....	.....	.....	<b>(20 781 750)</b>	8 559 250	.....	
.....	1 115 200	.....	.....	.....	<b>1 115 200</b>	31 170 200	.....	
.....	5 599 554	.....	.....	.....	<b>5 599 554</b>	55 774 554	.....	
.....	725 380	.....	.....	.....	<b>725 380</b>	19 253 380	.....	
(31 507 500)	.....	.....	.....	.....	<b>(31 507 500)</b>	26 975 500	.....	
.....	293 600	.....	.....	.....	<b>293 600</b>	2 764 600	.....	
.....	640 569 522	.....	.....	.....	<b>640 569 522</b>	13 928 085 437	.....	
2 414 000	41 103 801	.....	.....	.....	<b>43 517 801</b>	28 597 478 771	.....	
.....	4 327 358	.....	.....	.....	<b>4 327 358</b>	395 133 328	.....	
292 000	62 641 055	.....	.....	.....	<b>62 933 055</b>	868 167 026	.....	
.....	1 186 251	.....	.....	.....	<b>1 186 251</b>	19 069 251	.....	
(316 995 000)	.....	.....	.....	.....	<b>(316 995 000)</b>	107 110 000	.....	
.....	.....	.....	.....	.....	<b>.....</b>	504 379 916	.....	
.....	9 814 100	(1 537 000 000)	.....	.....	<b>(1 527 185 900)</b>	67 482 451 070	132 275 001	
.....	2 892 000	.....	.....	.....	<b>2 892 000</b>	75 648 000	.....	
.....	230 250	.....	.....	.....	<b>230 250</b>	10 045 250	.....	
.....	69 237	.....	.....	.....	<b>69 237</b>	32 001 237	.....	
.....	(25 000)	.....	.....	.....	<b>(25 000)</b>	687 001	.....	

\* Voir la note au bas de la page 29.

## Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents	
	Budgétaire	Non- budgétaire
<b>INDUSTRIE</b>		
Ministère .....	1 477 755 970	800 000
Agence spatiale canadienne .....	322 920 000	.....
Tribunal de la concurrence.....	1 648 000	.....
Commission du droit d'auteur .....	2 539 000	.....
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	428 091 000	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	695 377 000	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....	810 597 000	.....
Conseil de recherches en sciences humaines.....	506 364 000	.....
Statistique Canada.....	415 132 000	.....
<b>JUSTICE</b>		
Ministère .....	1 004 787 970	.....
Commission canadienne des droits de la personne.....	20 723 000	.....
Tribunal canadien des droits de la personne.....	4 278 000	.....
Commissaire à la magistrature fédérale.....	337 557 000	.....
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	54 303 000	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada .....	9 868 000	.....
Cour suprême du Canada.....	27 151 000	.....
<b>PARLEMENT</b>		
Chambre des communes .....	346 562 844	.....
Commissariat à l'éthique .....	.....	.....
<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>		
Ministère .....	1 127 096 970	10 000
Conseil des Arts du Canada .....	151 031 250	.....
Société Radio-Canada .....	1 034 311 000	.....
Musée canadien des civilisations.....	94 736 000	.....
Musée canadien de la nature.....	61 122 000	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	6 120 001	.....
Bibliothèque et Archives du Canada .....	.....	.....
Archives nationales du Canada.....	55 894 000	.....
Société du Centre national des Arts.....	31 497 000	.....
Commission des champs de bataille nationaux .....	8 687 000	.....
Commission de la capitale nationale .....	131 571 000	.....
Office national du film.....	63 682 000	.....
Musée des beaux-arts du Canada .....	44 585 000	.....
Bibliothèque nationale .....	40 567 000	.....
Musée national des sciences et de la technologie .....	29 653 000	.....
Commission de la fonction publique .....	147 409 000	.....
Commission des relations de travail dans la fonction publique.....	6 355 000	.....
Tribunal de la dotation de la fonction publique.....	.....	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice .....	23 853 000	.....
Téléfilm Canada.....	129 674 000	.....
<b>PÊCHES ET OCÉANS.....</b>	<b>1 470 798 970</b>	<b>.....</b>
<b>RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES</b>		
Ministère .....	1 993 421 940	1 254 700 000
Conseil canadien des relations industrielles .....	12 220 000	.....
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	4 032 000	.....



	Présent budget supplémentaire des dépenses						Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Transfert	Budgétaire		Non-budgétaire		Total	Budgétaire	Non- budgétaire
		À voter*	Législatifs	À voter	Législatifs			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
.....	86 896 965	.....	.....	.....	<b>86 896 965</b>	1 564 652 935	800 000	
.....	4 398 002	.....	.....	.....	<b>4 398 002</b>	327 318 002	.....	
.....	72 850	.....	.....	.....	<b>72 850</b>	1 720 850	.....	
.....	108 500	.....	.....	.....	<b>108 500</b>	2 647 500	.....	
(317 058 000)	.....	.....	.....	.....	<b>(317 058 000)</b>	111 033 000	.....	
.....	20 384 547	.....	.....	.....	<b>20 384 547</b>	715 761 547	.....	
.....	(505 650)	.....	.....	.....	<b>(505 650)</b>	810 091 350	.....	
.....	18 897 760	.....	.....	.....	<b>18 897 760</b>	525 261 760	.....	
.....	41 989 988	.....	.....	.....	<b>41 989 988</b>	457 121 988	.....	
(1 660 498)	7 127 722	.....	.....	.....	<b>5 467 224</b>	1 010 255 194	.....	
.....	1 800 000	.....	.....	.....	<b>1 800 000</b>	22 523 000	.....	
.....	802 915	.....	.....	.....	<b>802 915</b>	5 080 915	.....	
.....	694 263	.....	.....	.....	<b>694 263</b>	338 251 263	.....	
.....	2 225 999	.....	.....	.....	<b>2 225 999</b>	56 528 999	.....	
.....	6 440 190	.....	.....	.....	<b>6 440 190</b>	16 308 190	.....	
.....	927 950	.....	.....	.....	<b>927 950</b>	28 078 950	.....	
.....	15 844 507	4 385 337	.....	.....	<b>20 229 844</b>	366 792 688	.....	
.....	3 718 700	.....	.....	.....	<b>3 718 700</b>	3 718 700	.....	
(2 706 000)	102 529 317	.....	.....	.....	<b>99 823 317</b>	1 226 920 287	10 000	
.....	(120 000)	.....	.....	.....	<b>(120 000)</b>	150 911 250	.....	
.....	(8 000 000)	.....	.....	.....	<b>(8 000 000)</b>	1 026 311 000	.....	
.....	1 598 750	.....	.....	.....	<b>1 598 750</b>	96 334 750	.....	
.....	(100 000)	.....	.....	.....	<b>(100 000)</b>	61 022 000	.....	
.....	500 000	.....	.....	.....	<b>500 000</b>	6 620 001	.....	
63 251 250	7 700 617	.....	.....	.....	<b>70 951 867</b>	70 951 867	.....	
(36 797 250)	.....	.....	.....	.....	<b>(36 797 250)</b>	19 096 750	.....	
.....	800 000	.....	.....	.....	<b>800 000</b>	32 297 000	.....	
.....	106 248	.....	.....	.....	<b>106 248</b>	8 793 248	.....	
.....	(500 000)	.....	.....	.....	<b>(500 000)</b>	131 071 000	.....	
.....	2 889 031	.....	.....	.....	<b>2 889 031</b>	66 571 031	.....	
.....	(400 000)	.....	.....	.....	<b>(400 000)</b>	44 185 000	.....	
(26 454 000)	.....	.....	.....	.....	<b>(26 454 000)</b>	14 113 000	.....	
.....	149 094	.....	.....	.....	<b>149 094</b>	29 802 094	.....	
(49 094 500)	3 729 063	.....	.....	.....	<b>(45 365 437)</b>	102 043 563	.....	
.....	3 300 670	.....	.....	.....	<b>3 300 670</b>	9 655 670	.....	
.....	693 930	.....	.....	.....	<b>693 930</b>	693 930	.....	
.....	15 565	.....	.....	.....	<b>15 565</b>	23 868 565	.....	
.....	(1 400 000)	.....	.....	.....	<b>(1 400 000)</b>	128 274 000	.....	
.....	84 251 122	.....	.....	.....	<b>84 251 122</b>	1 555 050 092	.....	
35 000 000	67 057 078	.....	.....	.....	<b>102 057 078</b>	2 095 479 018	1 254 700 000	
.....	1 225 596	.....	.....	.....	<b>1 225 596</b>	13 445 596	.....	
.....	180 876	.....	.....	.....	<b>180 876</b>	4 212 876	.....	

\* Voir la note au bas de la page 29.

## Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents	
	Budgétaire	Non- budgétaire
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>		
Ministère .....	1 092 924 970	.....
Énergie atomique du Canada limitée .....	127 838 000	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire .....	65 375 000	.....
Office national de l'énergie .....	35 535 000	.....
Administration du pipe-line du Nord.....	1 363 000	.....
<b>SANTÉ</b>		
Ministère .....	3 166 300 000	.....
Instituts de recherche en santé du Canada .....	751 602 000	.....
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses .....	3 582 000	.....
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés .....	5 301 000	.....
<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)</b>		
Ministère .....	414 015 970	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	666 746 000	.....
Service canadien du renseignement de sécurité.....	269 911 000	.....
Service correctionnel .....	1 571 271 501	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	33 848 000	.....
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....	2 946 000	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	1 841 099 842	.....
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	884 000	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	4 735 000	.....
<b>TRANSPORTS</b>		
Ministère .....	1 647 212 970	.....
Office des transports du Canada .....	24 711 000	.....
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>		
Ministère .....	2 410 951 972	.....
Tous les autres ministères et organismes non visés par le présent Budget des dépenses .....	3 123 436 500	1 296 800 000
Comptes à fins déterminées consolidés .....	16 447 392 000	.....
<b>Total des Budgets des dépenses.....</b>	<b>183 555 195 963</b>	<b>2 765 118 885</b>

	Présent budget supplémentaire des dépenses						Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	<i>Transfert</i>	Budgétaire		Non-budgétaire		<i>Total</i>	<i>Budgétaire</i>	<i>Non- budgétaire</i>
		<i>À voter*</i>	<i>Législatifs</i>	<i>À voter</i>	<i>Législatifs</i>			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
.....	41 608 293	.....	.....	.....	<b>41 608 293</b>	1 134 533 263	.....	
.....	35 000 000	.....	.....	.....	<b>35 000 000</b>	162 838 000	.....	
.....	9 229 200	.....	.....	.....	<b>9 229 200</b>	74 604 200	.....	
.....	3 272 550	.....	.....	.....	<b>3 272 550</b>	38 807 550	.....	
.....	62 600	.....	.....	.....	<b>62 600</b>	1 425 600	.....	
.....	169 752 986	.....	.....	.....	<b>169 752 986</b>	3 336 052 986	.....	
.....	5 588 073	.....	.....	.....	<b>5 588 073</b>	757 190 073	.....	
.....	234 028	.....	.....	.....	<b>234 028</b>	3 816 028	.....	
.....	50 000	.....	.....	.....	<b>50 000</b>	5 351 000	.....	
1 660 498	375 068	.....	.....	.....	<b>2 035 566</b>	416 051 536	.....	
250 980 985	21 132 740	.....	.....	.....	<b>272 113 725</b>	938 859 725	.....	
.....	11 517 676	.....	.....	.....	<b>11 517 676</b>	281 428 676	.....	
.....	42 595 641	.....	.....	.....	<b>42 595 641</b>	1 613 867 142	.....	
.....	6 347 890	.....	.....	.....	<b>6 347 890</b>	40 195 890	.....	
.....	128 150	.....	.....	.....	<b>128 150</b>	3 074 150	.....	
.....	115 133 042	.....	.....	.....	<b>115 133 042</b>	1 956 232 884	.....	
.....	38 350	.....	.....	.....	<b>38 350</b>	922 350	.....	
.....	208 050	.....	.....	.....	<b>208 050</b>	4 943 050	.....	
(37 020 000)	80 524 390	.....	.....	.....	<b>43 504 390</b>	1 690 717 360	.....	
.....	3 336 600	.....	.....	.....	<b>3 336 600</b>	28 047 600	.....	
.....	215 596 422	.....	.....	.....	<b>215 596 422</b>	2 626 548 394	.....	
.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 123 436 500	1 296 800 000	
.....	.....	.....	.....	.....	.....	16 447 392 000	.....	
.....	2 891 097 449	(232 574 693)	1	.....	<b>2 658 522 757</b>	186 213 718 719	2 765 118 886	

\*Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes prévues du projet de loi de crédits.

## Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2004 - 2005

---

---

---

Budgets des dépenses précédents :

Budget principal des dépenses .....

Présent Budget supplémentaire des dépenses .....

---

Total des Budgets des dépenses à ce jour.....

---

---

Budgétaire			Non-budgétaire			Total \$
<i>À voter</i> \$	<i>Législatifs</i> \$	<i>Total</i> \$	<i>À voter</i> \$	<i>Législatifs</i> \$	<i>Total</i> \$	
65 252 204 482	118 302 991 481	183 555 195 963	78 278 002	2 686 840 883	2 765 118 885	186 320 314 848
2 891 097 449	(232 574 693)	2 658 522 756	1	.....	1	2 658 522 757
68 143 301 931	118 070 416 788	186 213 718 719	78 278 003	2 686 840 883	2 765 118 886	188 978 837 605

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)		
	MINISTÈRE		
1a	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement.....	34 828 080	
5a	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital .....	7 969 722	
10a	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre, dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2003 à.....	128 781 385	
			171 579 187
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
15a	Agence canadienne de développement international – Dépenses de fonctionnement .	7 001 503	
20a	Agence canadienne de développement international – Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses.....	11 507 635	
L25a	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 180 459 059 \$ (193 500 000 \$ - 13 040 941 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales .....	1	
			18 509 139
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE		
40a	Commission mixte internationale – Dépenses du Programme.....		126 604
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement .....	71 313 844	
10a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	11 066 722	
15a	Paiements à la Société canadienne des postes.....	9 400 000	
26a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 229 734 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	2 587 674	
27a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 561 533 \$ du crédit 5 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	9 500 000	

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
28a	Commission des revendications des Indiens – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 143 936 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....	1	103 868 241
	COMMISSION CANADIENNE DES AFFAIRES POLAIRES		
30a	Commission canadienne des affaires polaires – Dépenses du Programme .....		23 869
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
2a	Agence de développement économique pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 31 638 000 \$ du crédit 55 (Industrie) et 346 269 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....	1	
6a	Agence de développement économique pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 285 073 731 \$ du crédit 60 (Industrie), de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....	1	2
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
1a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement .....	61 434 153	
5a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital.....	230 475	
10a	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	69 535 370	131 199 998
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
30a	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions .....	47 100 653	
35a	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital.....	13 825 310	60 925 963
	COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
40a	Commission canadienne des grains – Dépenses du Programme.....		891 700

# Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
<b>ANCIENS COMBATTANTS</b>			
PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS			
1a	Anciens combattants – Dépenses de fonctionnement.....	11 553 663	
5a	Anciens combattants – Dépenses en capital.....	1 914 678	
10a	Anciens combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.....	1 500 000	
TRIBUNAL DES ANCIENS COMBATTANTS (RÉVISION ET APPEL)			
15a	Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses du Programme.....	286 444	
			15 254 785
<b>BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA</b>			
2a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 776 500 \$ du crédit 35 (Environnement) et 1 309 000 \$ du crédit 1 (Transport) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	11 373 400	
7a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 305 218 500 \$ du crédit 40 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	32 340 908	
12a	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. ....	16 100 000	
			59 814 308
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>			
<b>MINISTÈRE</b>			
1a	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement.....	47 482 938	
5a	Citoyenneté et Immigration – Contributions.....	6 847 289	
			54 330 227
<b>COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA</b>			
10a	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada – Dépenses du Programme .....		15 199 950
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>			
<b>MINISTÈRE</b>			
1a	Commerce international – Dépenses de fonctionnement.....	16 048 711	
5a	Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	49 500 743	
			65 549 454



## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
1a	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme .....	21 070 750	
15a	Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits, qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de la fonction publique y compris les membres de la GRC et les Forces canadiennes.....	158 358 000	
			179 428 750
	ÉCOLE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA (CENTRE CANADIEN DE GESTION)		
26a	École de la fonction publique du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 29 597 200 \$ du crédit 100 (Patrimoine canadien) et de 20 781 750 \$ du crédit 10 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		3 068 513
	AGENCE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA		
32a	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 31 507 500 \$ du crédit 45 (Conseil privé), de 19 497 300 \$ du crédit 100 (Patrimoine canadien) et de 8 957 700 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..		2 267 237
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1a	Conseil privé – Dépenses de fonctionnement.....		16 469 783
	BUREAU CANADIEN D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS		
20a	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports – Dépenses du Programme .....		1 115 200
	DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS		
25a	Directeur général des élections – Dépenses du Programme.....		5 599 554
	COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES		
30a	Commissaire aux langues officielles – Dépenses du Programme .....		725 380

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL PRIVÉ <i>(suite et fin)</i>		
	COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
55a	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité – Dépenses du Programme .....		293 600
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1a	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement .....	412 726 522	
5a	Défense nationale – Dépenses en capital.....	225 343 000	
10a	Défense nationale – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions ..	2 500 000	
			640 569 522
	DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)		
1a	Développement des ressources humaines – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 014 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	5 314 013	
5a	Développement des ressources humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 400 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	35 789 788	
			41 103 801
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1a	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement ...	1 687 557	
5a	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	2 639 801	
			4 327 358
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1a	Environnement – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 292 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	56 737 855	
5a	Environnement – Dépenses en capital.....	635 200	
10a	Environnement – Contributions .....	5 268 000	
			62 641 055

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT <i>(suite et fin)</i>		
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
30a	Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....		1 186 251
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET FINANCIÈRES		
1a	Politiques économiques, sociales et financières – Dépenses de fonctionnement.....		9 814 100
	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		
20a	Vérificateur général – Dépenses du Programme .....		2 892 000
	TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR		
25a	Tribunal canadien du commerce extérieur – Dépenses du Programme .....		230 250
	CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA		
30a	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada – Dépenses du Programme .....		69 237
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1a	Industrie – Dépenses de fonctionnement.....	45 955 361	
10a	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	40 941 604	
			86 896 965
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
25a	Agence spatiale canadienne – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 534 641 \$ du crédit 30 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....		4 398 002

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE		
45a	Tribunal de la concurrence – Dépenses du Programme .....		72 850
	COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR		
50a	Commission du droit d'auteur – Dépenses du Programme .....		108 500
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
65a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 550 000 \$ du crédit 75 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .	13 271 547	
70a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital .....	7 113 000	
			20 384 547
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
80a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 494 349 \$ du crédit 85 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....		1
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
90a	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement .....	3 894 760	
95a	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses .....	15 003 000	
			18 897 760
	STATISTIQUE CANADA		
105a	Statistique Canada – Dépenses du Programme .....		41 989 988
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1a	Justice – Dépenses de fonctionnement .....	4 927 722	
5a	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	2 200 000	
			7 127 722
	COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		
10a	Commission canadienne des droits de la personne – Dépenses du Programme .....		1 800 000

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE <i>(suite et fin)</i>		
	TRIBUNAL CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE		
15a	Tribunal canadien des droits de la personne – Dépenses du Programme.....		802 915
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
20a	Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement .....	667 013	
25a	Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement.....	27 250	
			694 263
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
30a	Service administratif des tribunaux judiciaires – Dépenses du Programme .....		2 225 999
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
	PROGRAMME DU COMMISSARIAT À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
45a	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme et contributions .....		6 440 190
	COUR SUPRÊME DU CANADA		
50a	Cour suprême du Canada – Dépenses du Programme.....		927 950
	PARLEMENT		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5a	Chambre des communes – Dépenses du Programme.....		15 844 507
	COMMISSARIAT À L'ÉTHIQUE		
12a	Commissariat à l'éthique – Dépenses du Programme.....		3 718 700

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement .....	9 147 571	
5a	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions ..	93 381 746	
			102 529 317
	MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS		
35a	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....		1 598 750
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
45a	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme .....		500 000
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
46a	Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenses les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 36 797 250 \$ du crédit 50 (Archives nationales du Canada) et de 26 454 000 \$ du crédit 90 (Bibliothèque nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....		7 700 617
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
55a	Paiements à la Société du Centre national des Arts.....		800 000
	COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX		
60a	Commission des champs de bataille nationaux – Dépenses du Programme .....		106 248
	OFFICE NATIONAL DU FILM		
75a	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....		2 889 031
	MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
95a	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....		149 094

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
100a	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme .....		3 729 063
	COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE		
105a	Commission des relations de travail dans la fonction publique – Dépenses du Programme .....		3 300 670
	TRIBUNAL DE LA DOTATION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
107a	Tribunal de la dotation de la fonction publique – Dépenses du Programme .....		693 930
	CONDITION FÉMININE – BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
110a	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Dépenses de fonctionnement....		15 565
	PÊCHES ET OCÉANS		
1a	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement .....	47 704 656	
5a	Pêches et Océans – Dépenses en capital.....	3 505 000	
10a	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions ...	33 041 466	
			84 251 122
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
1a	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement .....	22 930 675	
5a	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	44 126 403	
			67 057 078
	CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS INDUSTRIELLES		
10a	Conseil canadien des relations industrielles – Dépenses du Programme .....		1 225 596
	CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
20a	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail – Dépenses du Programme .....		180 876

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
RESSOURCES NATURELLES			
MINISTÈRE			
1a	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement .....	40 230 015	
5a	Ressources naturelles – Dépenses en capital .....	21 278	
10a	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 357 000	
			41 608 293
ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE			
15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital .....		35 000 000
COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE			
20a	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme .....		9 229 200
OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE			
30a	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme .....		3 272 550
ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD			
35a	Administration du pipe-line du Nord – Dépenses du Programme .....		62 600
SANTÉ			
MINISTÈRE			
1a	Santé – Dépenses de fonctionnement .....	141 424 024	
5a	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	28 328 962	
			169 752 986
INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA			
10a	Instituts de recherche en santé du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 294 999 \$ du crédit 15 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	5 588 072	
15a	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses .....	1	
			5 588 073



## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL DE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES		
20a	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses – Dépenses du Programme .....		234 028
	CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS		
25a	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés – Dépenses du Programme .....		50 000
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)		
	MINISTÈRE		
1a	Solliciteur général – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 26 900 000 \$ du crédit 5 (Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)) et de 985 498 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	375 067	
5a	Solliciteur général – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 675 000 \$ du crédit 5 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....	1	375 068
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 239 050 000 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	21 132 739	
15a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 930 985 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....	1	21 132 740
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
30a	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme .....		11 517 676
	SERVICE CORRECTIONNEL		
35a	Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement.....		42 595 641

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE) <i>(suite et fin)</i>		
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
45a	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme et contributions .....		6 347 890
	BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL		
50a	Bureau de l'enquêteur correctionnel – Dépenses du Programme.....		128 150
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
55a	Application de la loi – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice .....	101 382 592	
60a	Application de la loi – Dépenses en capital.....	13 750 450	
			115 133 042
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
70a	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme .....		38 350
	COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
75a	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme .....		208 050
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1a	Transports – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 49 435 389 \$ du crédit 10 (Transports) <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....		1
5a	Transports – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 612 999 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i>		1

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
20a	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la Société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 951 612 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	43 348 388	
30a	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	37 176 000	80 524 390
	OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA		
35a	Office des transports du Canada – Dépenses du Programme.....	.....	3 336 600
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
	MINISTÈRE		
1a	Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 21 278 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	213 146 422	
10a	Services gouvernementaux – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	2 450 000	215 596 422
			2 919 864 583

## Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
1a	AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA		
	MINISTÈRE		
	Agence des douanes et du revenu du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 711 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....		1
			1

## Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme (dollars)	Présent Budget supplémentaire des dépenses
<b>AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC</b>	
Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile	69 970
<b>AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA</b>	
<b>Ministère</b>	
Dépense des revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i>	(12 110 000)
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>	
<b>Ministère</b>	
Paiements de subventions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	842 810 000
Paiements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie	245 280 000
Paiements de contributions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	85 190 000
Contributions à la gestion des risques agricoles – Programme canadien du revenu agricole	65 000 000
Paiements en vertu de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Décret de remise conditionnelle visant le Régime d'assurance-revenu brut du Québec	7 800 000
<b>Agence canadienne d'inspection des aliments</b>	
Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C., 1997, ch. 6)	66 000 000
<b>FINANCES</b>	
<b>Ministère</b>	
<i>Programme des politiques économiques, sociales et financières</i>	
Achat de la monnaie canadienne	25 000 000
<i>Programme du service de la dette publique</i>	
Frais d'intérêt et autres coûts	(800 000 000)
<i>Programme fédéral de transferts aux provinces</i>	
Subventions législatives ( <i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	1 000 000
Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	(1 224 000 000)

## Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme (dollars)	Présent Budget supplémentaire des dépenses
Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	75 000 000
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes ( <i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	(9 000 000)
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	(146 000 000)
Fiducie pour l'immunisation et la santé publique 2004	400 000 000
Paiement unique de péréquation à la Saskatchewan	120 000 000
Paiement de péréquation à la Nouvelle-Écosse	21 000 000
<b>PARLEMENT</b>	
<b>Chambre des communes</b>	
Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	4 385 337
Total	(232 574 693)

## Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme  (en milliers de dollars)			Ensemble des autorisations de dépenser disponibles		Total des autorisations de dépenser disponibles	Montant net *
			Initiative de réaffectation à l'échelle du gouvernement	Autre		
Numéro du crédit	Montant brut					
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)</b>						
Ministère .....	1a	56 463	20 000	1 635	21 635	34 828
	5a	7 970	.....	.....	.....	7 970
	10a	133 707	.....	4 926	4 926	128 781
Agence canadienne de développement international .....	15a	7 001	.....	.....	.....	7 001
	20a	162 183	.....	150 675	150 675	11 508
Commission mixte internationale .....	40a	127	.....	.....	.....	127
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</b>						
Ministère .....	1a	81 314	10 000	.....	10 000	71 314
	5a	4 334	.....	4 334	4 334	.....
	10a	31 910	5 000	15 844	20 844	11 066
	15a	9 400	.....	.....	.....	9 400
	26a	5 818	.....	3 230	3 230	2 588
	27a	17 062	.....	7 562	7 562	9 500
	28a	5 144	.....	5 144	5 144	.....
Commission canadienne des affaires polaires .....	30a	24	.....	.....	.....	24
<b>AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC</b>						
.....	2a	31 984	.....	31 984	31 984	.....
	6a	288 436	5 000	285 074	290 074	(1 638)
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE</b>						
Ministère .....	5a	.....	9 000	.....	9 000	(9 000)
<b>AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA</b>						
Ministère .....	1a	5 632	12 000	711	12 711	(7 079)
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>						
Ministère .....	1a	63 735	.....	2 300	2 300	61 435
	5a	230	.....	.....	.....	230
	10a	69 535	.....	.....	.....	69 535
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	30a	47 101	.....	.....	.....	47 101
	35a	13 825	.....	.....	.....	13 825
Commission canadienne des grains .....	40a	892	.....	.....	.....	892
<b>ANCIENS COMBATTANTS</b>						
.....	1a	11 968	.....	415	415	11 553
	5a	1 915	.....	.....	.....	1 915
	10a	1 500	.....	.....	.....	1 500
	15a	286	.....	.....	.....	286

\* Voir la note au bas de la page 54.

## Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme  (en milliers de dollars)			Ensemble des autorisations de dépenser disponibles		Total des autorisations de dépenser disponibles	Montant net *
			Initiative de réaffectation à l'échelle du gouvernement	Autre		
	Numéro du crédit	Montant brut				
<b>BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA</b>						
	2a	24 459	.....	13 086	13 086	11 373
	7a	347 645	327	314 977	315 304	32 341
	12a	16 100	.....	.....	.....	16 100
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>						
Ministère	1a	49 532	1 700	349	2 049	47 483
	5a	12 287	5 000	440	5 440	6 847
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10a	15 200	.....	.....	.....	15 200
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>						
Ministère	1a	22 100	6 000	51	6 051	16 049
	5a	49 801	.....	300	300	49 501
<b>CONSEIL DU TRÉSOR</b>						
Secrétariat	1a	21 169	.....	98	98	21 071
	15a	158 358	.....	.....	.....	158 358
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)	26a	53 448	.....	50 379	50 379	3 069
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	32a	62 680	.....	60 413	60 413	2 267
<b>CONSEIL PRIVÉ</b>						
Ministère	1a	16 470	.....	.....	.....	16 470
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	20a	1 115	.....	.....	.....	1 115
Directeur général des élections	25a	5 600	.....	.....	.....	5 600
Commissaire aux langues officielles	30a	725	.....	.....	.....	725
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	55a	294	.....	.....	.....	294
<b>DÉFENSE NATIONALE</b>						
Ministère	1a	502 867	89 000	1 140	90 140	412 727
	5a	300 343	55 000	20 000	75 000	225 343
	10a	2 500	.....	.....	.....	2 500
<b>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)</b>						
	1a	22 604	7 676	9 614	17 290	5 314
	5a	37 190	.....	1 400	1 400	35 790
<b>DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN</b>						
	1a	1 687	.....	.....	.....	1 687
	5a	8 840	6 000	200	6 200	2 640
<b>ENVIRONNEMENT</b>						
Ministère	1a	59 595	2 507	350	2 857	56 738
	5a	635	.....	.....	.....	635
	10a	5 268	.....	.....	.....	5 268
Agence canadienne d'évaluation environnementale	30a	1 340	154	.....	154	1 186
Agence Parcs Canada	45a	7 252	3 012	4 240	7 252	.....

\* Voir la note au bas de la page 54.



## Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme  (en milliers de dollars)			Ensemble des autorisations de dépenser disponibles		Total des autorisations de dépenser disponibles	Montant net *
			Initiative de réaffectation à l'échelle du gouvernement	Autre		
	Numéro du crédit	Montant brut				
<b>FINANCES</b>						
Ministère .....	1a	9 814	.....	.....	.....	9 814
Vérificateur général .....	20a	2 892	.....	.....	.....	2 892
Tribunal canadien du commerce extérieur .....	25a	409	179	.....	179	230
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	30a	1 069	1 000	.....	1 000	69
Bureau du surintendant des institutions financières.....	35a	.....	25	.....	25	(25)
<b>INDUSTRIE</b>						
Ministère .....	1a	48 257	.....	2 302	2 302	45 955
	10a	66 030	21 900	3 188	25 088	40 942
Agence spatiale canadienne .....	25a	5 933	1 535	.....	1 535	4 398
	30a	1 465	1 465	.....	1 465	.....
Tribunal de la concurrence.....	45a	73	.....	.....	.....	73
Commission du droit d'auteur .....	50a	109	.....	.....	.....	109
Conseil national de recherches du Canada.....	65a	16 822	3 000	550	3 550	13 272
	70a	7 113	.....	.....	.....	7 113
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	80a	1 494	1 494	.....	1 494	.....
	85a	39 000	39 506	.....	39 506	(506)
Conseil de recherches en sciences humaines .....	90a	3 895	.....	.....	.....	3 895
	95a	31 040	14 000	2 037	16 037	15 003
Statistique Canada.....	105a	42 015	.....	25	25	41 990
<b>JUSTICE</b>						
Ministère .....	1a	27 928	23 000	.....	23 000	4 928
	5a	2 200	.....	.....	.....	2 200
Commission canadienne des droits de la personne .....	10a	1 800	.....	.....	.....	1 800
Tribunal canadien des droits de la personne .....	15a	803	.....	.....	.....	803
Commissaire à la magistrature fédérale.....	20a	667	.....	.....	.....	667
	25a	27	.....	.....	.....	27
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	30a	2 226	.....	.....	.....	2 226
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada...	45a	6 440	.....	.....	.....	6 440
Cour suprême du Canada.....	50a	928	.....	.....	.....	928
<b>PARLEMENT</b>						
Chambre des communes .....	5a	15 845	.....	.....	.....	15 845
Commissariat à l'éthique .....	12a	3 719	.....	.....	.....	3 719

\* Voir la note au bas de la page 54.

## Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme  (en milliers de dollars)			Ensemble des autorisations de dépenser disponibles		Total des autorisations de dépenser disponibles	Montant net *
			Initiative de réaffectation à l'échelle du gouvernement	Autre		
Numéro du crédit	Montant brut					
<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>						
Ministère .....	1a	26 181	.....	17 033	17 033	9 148
	5a	101 213	.....	7 832	7 832	93 381
Conseil des Arts du Canada .....	15a	1 380	1 500	.....	1 500	(120)
Société Radio-Canada .....	20a	2 000	10 000	.....	10 000	(8 000)
Musée canadien des civilisations .....	35a	1 999	400	.....	400	1 599
Musée canadien de la nature .....	40a	.....	100	.....	100	(100)
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes .....	45a	500	.....	.....	.....	500
Bibliothèque et Archives du Canada .....	46a	72 077	500	63 876	64 376	7 701
Société du Centre national des Arts .....	55a	1 300	500	.....	500	800
Commission des champs de bataille nationaux .....	60a	106	.....	.....	.....	106
Commission de la capitale nationale .....	65a	.....	500	.....	500	(500)
Office national du film .....	75a	3 389	500	.....	500	2 889
Musée des beaux-arts du Canada .....	80a	.....	400	.....	400	(400)
Musée national des sciences et de la technologie .....	95a	149	.....	.....	.....	149
Commission de la fonction publique .....	100a	4 329	600	.....	600	3 729
Commission des relations de travail dans la fonction publique .....	105a	3 301	.....	.....	.....	3 301
Tribunal de la dotation de la fonction publique .....	107a	694	.....	.....	.....	694
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice .....	110a	216	200	.....	200	16
Téléfilm Canada .....	120a	600	2 000	.....	2 000	(1 400)
<b>PÊCHES ET OCÉANS</b> .....	1a	63 603	13 000	2 898	15 898	47 705
	5a	3 505	.....	.....	.....	3 505
	10a	33 041	.....	.....	.....	33 041
<b>RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES</b>						
Ministère .....	1a	25 241	2 200	110	2 310	22 931
	5a	81 326	.....	37 200	37 200	44 126
Conseil canadien des relations industrielles .....	10a	1 226	.....	.....	.....	1 226
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail .....	20a	181	.....	.....	.....	181
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>						
Ministère .....	1a	42 353	.....	2 123	2 123	40 230
	5a	21	.....	.....	.....	21
	10a	2 057	.....	700	700	1 357
Énergie atomique du Canada limitée .....	15a	35 000	.....	.....	.....	35 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire .....	20a	9 229	.....	.....	.....	9 229
Office national de l'énergie .....	30a	3 273	.....	.....	.....	3 273
Administration du pipe-line du Nord .....	35a	63	.....	.....	.....	63

\* Voir la note au bas de la page 54.

## Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme  (en milliers de dollars)			Ensemble des autorisations de dépenser disponibles		Total des autorisations de dépenser disponibles	Montant net *
			Initiative de réaffectation à l'échelle du gouvernement	Autre		
	Numéro du crédit	Montant brut				
<b>SANTÉ</b>						
Ministère .....	1a	147 472	3 749	2 299	6 048	141 424
	5a	50 707	.....	22 378	22 378	28 329
Instituts de recherche en santé du						
Canada.....	10a	5 883	.....	295	295	5 588
	15a	37 885	36 000	1 885	37 885	.....
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	20a	234	.....	.....	.....	234
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés .....	25a	50	.....	.....	.....	50
<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)</b>						
Ministère .....	1a	28 260	12 600	15 285	27 885	375
	5a	1 375	.....	1 375	1 375	.....
Agence des services frontaliers du						
Canada.....	10a	260 183	.....	239 050	239 050	21 133
	15a	11 931	.....	11 931	11 931	.....
Service canadien du renseignement de sécurité .....	30a	11 518	.....	.....	.....	11 518
Service correctionnel .....	35a	42 596	.....	.....	.....	42 596
Commission nationale des libérations conditionnelles .....	45a	6 348	.....	.....	.....	6 348
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....	50a	128	.....	.....	.....	128
Gendarmerie royale du Canada.....	55a	105 783	400	4 000	4 400	101 383
	60a	13 750	.....	.....	.....	13 750
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	70a	38	.....	.....	.....	38
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	75a	208	.....	.....	.....	208

\* Voir la note au bas de la page 54.

## Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme  (en milliers de dollars)			Ensemble des autorisations de dépenser disponibles		Total des autorisations de dépenser disponibles	Montant net *
			Initiative de réaffectation à l'échelle du gouvernement	Autre		
	Numéro du crédit	Montant brut				
<b>TRANSPORTS</b>						
Ministère .....	1a	52 531	.....	52 531	52 531	.....
	5a	5 613	.....	5 613	5 613	.....
	10a	23 700	.....	23 700	23 700	.....
	20a	45 300	.....	1 952	1 952	43 348
	30a	37 176	.....	.....	.....	37 176
Office des transports du Canada .....	35a	3 337	.....	.....	.....	3 337
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>						
Ministère .....	1a	221 203	8 000	57	8 057	213 146
	10a	2 450	.....	.....	.....	2 450
<b>Total</b>	.....	<b>4 841 825</b>	<b>437 629</b>	<b>1 513 096</b>	<b>1 950 725</b>	<b>2 891 100</b>

\*Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes prévues du projet de loi de crédits.

\*Ce chiffre ne correspond pas aux figures du tableau Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses parce qu'il a été arrondi.

Montants déjà inscrits au Budget principal des dépenses de 2004-2005	319 000
Financement annulé qui avait été affecté à une fin particulière dans le cadre financier	245 741
Ministère des Finances - Programme du service de la dette publique	<u>690</u>
Total de l'initiative de la réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement	<u>1 003 060</u>



## Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)					
Ministère	1 544	10 937	1 196	10 877	15 943
Agence canadienne de développement international	133	1 716	206	3 915	550
Commission mixte internationale	.....	50	.....	40	.....
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	6 057	15 798	3 015	49 015	3 491
Commission canadienne des affaires polaires	.....	24	.....	.....	.....
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	18 935	2 186	1 960	6 633	754
Agence des douanes et du revenu du Canada					
Ministère	4 759	(3 294)	(104)	(3 034)	(187)
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	5 106	11 101	2 219	22 118	1 205
Agence canadienne d'inspection des aliments	12 790	9 057	116	9 516	1 478
Commission canadienne des grains	.....	294	11	95	275
Anciens combattants	.....	1 300	75	2 939	150
Bureau de l'infrastructure du Canada	6 125	3 502	2 147	9 035	621
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	14 650	6 629	989	19 598	703
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	7 700	750	.....	5 625	.....
Commerce international					
Ministère	301	3 442	422	12 722	2 054
Conseil du Trésor					
Secrétariat	161 689	1 516	979	12 637	424
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)	22 136	2 602	1 581	21 521	2 202
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	35 597	3 374	2 131	18 085	902

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	<b>Total net des dépenses*</b>
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
7 487	8 479	7 332	638	133 707	.....	.....	26 561	<b>171 579</b>
344	137	.....	.....	162 183	.....	.....	150 675	<b>18 509</b>
.....	10	.....	27	.....	.....	.....	.....	<b>127</b>
4 666	4 589	.....	4 334	48 972	.....	15 045	51 114	<b>103 868</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>24</b>
221	385	.....	980	288 436	.....	.....	320 420	<b>70</b>
(1 815)	(821)	.....	(1 829)	.....	.....	(153)	5 632	<b>(12 110)</b>
6 695	13 281	86	144	1 315 615	.....	2 010	2 300	<b>1 377 280</b>
1 562	7 544	13 825	4 954	66 000	.....	84	.....	<b>126 926</b>
31	151	.....	.....	.....	.....	35	.....	<b>892</b>
.....	114	1 915	.....	1 500	.....	7 676	415	<b>15 254</b>
254	1 187	.....	1 589	347 644	.....	16 100	328 390	<b>59 814</b>
1 540	1 579	.....	.....	12 287	.....	3 844	7 489	<b>54 330</b>
.....	1 125	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>15 200</b>
2 046	1 113	.....	.....	49 801	.....	.....	6 351	<b>65 550</b>
696	1 411	.....	.....	175	.....	.....	98	<b>179 429</b>
343	1 472	.....	1 460	131	.....	.....	50 379	<b>3 069</b>
783	886	.....	841	.....	.....	81	60 413	<b>2 267</b>

\* Voir la note au bas de la page 63.

## Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Conseil privé					
Ministère	7 051	1 499	1 713	4 018	214
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	.....	281	42	488	11
Directeur général des élections	5 600	.....	.....	.....	.....
Commissaire aux langues officielles	.....	148	73	421	13
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	250	5	.....	23	.....
Défense nationale					
Ministère	51 617	75 733	.....	128 161	15 685
Développement des ressources humaines (Développement social)	2 549	3 136	324	8 825	5 179
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	.....	375	141	796	66
Environnement					
Ministère	9 714	9 619	1 626	18 414	3 753
Agence canadienne d'évaluation environnementale	.....	230	61	612	53
Agence Parcs Canada	148	.....	.....	6 679	.....
Finances					
Ministère	170	1 162	341	7 311	170
Vérificateur général	.....	1 092	1 800	.....	.....
Tribunal canadien du commerce extérieur	.....	40	50	209	.....
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	.....	.....	.....	1 037	.....
Industrie					
Ministère	8 703	8 287	2 391	22 419	705
Agence spatiale canadienne	.....	.....	.....	5 933	.....
Tribunal de la concurrence	.....	.....	.....	73	.....
Commission du droit d'auteur	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil national de recherches du Canada	15	2 891	387	5 966	487
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	.....	383	159	768	38
Conseil de recherches en sciences humaines	678	516	350	1 824	103
Statistique Canada	7 496	2 995	351	8 063	490



Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total net des dépenses*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
431	389	.....	1 105	.....	.....	50	.....	<b>16 470</b>
74	218	.....	.....	.....	.....	1	.....	<b>1 115</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>5 600</b>
5	65	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>725</b>
.....	16	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>294</b>
131 362	76 726	33 138	262 388	2 500	.....	28 400	165 140	<b>640 570</b>
171	2 098	.....	72	37 190	.....	250	18 690	<b>41 104</b>
28	94	.....	.....	8 840	.....	187	6 200	<b>4 327</b>
1 877	6 121	635	4 521	5 268	.....	3 950	2 857	<b>62 641</b>
11	73	.....	.....	300	.....	.....	154	<b>1 186</b>
.....	.....	425	.....	.....	.....	.....	7 252	<b>.....</b>
250	25 410	.....	.....	(762 000)	(800 000)	.....	.....	<b>(1 527 186)</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>2 892</b>
60	50	.....	.....	.....	.....	.....	179	<b>230</b>
.....	.....	.....	32	.....	.....	.....	1 000	<b>69</b>
1 554	1 792	2	2 065	66 030	.....	339	27 390	<b>86 897</b>
.....	.....	.....	1 465	.....	.....	.....	3 000	<b>4 398</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>73</b>
.....	.....	.....	109	.....	.....	.....	.....	<b>109</b>
1 126	5 832	7 113	.....	.....	.....	118	3 550	<b>20 385</b>
75	71	.....	.....	39 000	.....	.....	40 494	<b>.....</b>
147	270	.....	.....	31 040	.....	7	16 037	<b>18 898</b>
947	21 673	.....	.....	.....	.....	.....	25	<b>41 990</b>

\* Voir la note au bas de la page 63.

## Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
<b>Justice</b>					
Ministère	6 659	3 509	1 850	12 102	744
Commission canadienne des droits de la personne	.....	32	5	1 647	9
Tribunal canadien des droits de la personne	94	57	1	565	25
Commissaire à la magistrature fédérale	141	160	30	324	17
Service administratif des tribunaux judiciaires	.....	356	22	1 024	67
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	3 510	475	350	1 125	30
Cour suprême du Canada	.....	.....	.....	650	.....
<b>Parlement</b>					
Chambre des communes	18 537	675	.....	237	251
Commissariat à l'éthique	1 724	81	101	1 239	12
<b>Patrimoine canadien</b>					
Ministère	1 709	5 910	2 675	7 376	1 101
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Société Radio-Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien des civilisations	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	.....	.....	100	400	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	42 695	323	581	5 277	789
Société du Centre national des Arts	.....	.....	.....	.....	.....
Commission des champs de bataille nationaux	.....	.....	.....	.....	.....
Office national du film	1 000	.....	.....	2 389	.....
Musée national des sciences et de la technologie	.....	.....	.....	.....	.....
Commission de la fonction publique	.....	894	155	2 619	78
Commission des relations de travail dans la fonction publique	1 112	405	69	1 100	58
Tribunal de la dotation de la fonction publique	115	12	18	159	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	.....	.....	.....	216	.....
Téléfilm Canada	.....	.....	.....	.....	.....
<b>Pêches et Océans</b>	9 656	14 512	1 438	7 764	2 807
<b>Ressources humaines et Développement des compétences</b>					
Ministère	2 353	2 837	792	16 439	434
Conseil canadien des relations industrielles	205	322	5	579	.....
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	.....	.....	.....	181	.....

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	<b>Total net des dépenses*</b>
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
511	702	.....	1 702	2 200	.....	149	23 000	<b>7 128</b>
.....	104	.....	3	.....	.....	.....	.....	<b>1 800</b>
.....	16	.....	45	.....	.....	.....	.....	<b>803</b>
.....	22	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>694</b>
134	245	.....	378	.....	.....	.....	.....	<b>2 226</b>
200	50	.....	200	500	.....	.....	.....	<b>6 440</b>
.....	278	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>928</b>
.....	180	.....	350	.....	.....	.....	.....	<b>20 230</b>
6	25	.....	531	.....	.....	.....	.....	<b>3 719</b>
921	3 983	.....	2 274	101 213	.....	232	24 865	<b>102 529</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 380	1 380	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 000	2 000	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 999	400	<b>1 599</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>500</b>
2 108	6 248	.....	11 112	2 536	.....	408	64 376	<b>7 701</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 300	500	<b>800</b>
.....	106	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>106</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	500	<b>2 889</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	149	.....	<b>149</b>
311	194	.....	78	.....	.....	.....	600	<b>3 729</b>
200	148	.....	209	.....	.....	.....	.....	<b>3 301</b>
.....	25	.....	365	.....	.....	.....	.....	<b>694</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	200	<b>16</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	600	600	.....
12 834	14 540	.....	3 505	33 041	.....	52	15 898	<b>84 251</b>
265	471	.....	1 461	81 326	.....	189	39 510	<b>67 057</b>
95	20	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>1 226</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>181</b>

\* Voir la note au bas de la page 63.

## Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
<b>Ressources naturelles</b>					
Ministère	9 145	4 685	1 077	22 630	573
Énergie atomique du Canada limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	2 502	1 678	74	2 051	172
Office national de l'énergie	100	804	87	1 531	237
Administration du pipe-line du Nord	.....	.....	.....	63	.....
<b>Santé</b>					
Ministère	26 902	17 563	3 065	41 901	1 911
Instituts de recherche en santé du Canada	2 864	964	325	1 452	54
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	.....	60	60	8	.....
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	50	.....	.....	.....	.....
<b>Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)</b>					
Ministère	4 211	.....	.....	24 049	.....
Agence des services frontaliers du Canada	79 720	52 312	3 612	50 592	3 606
Service canadien du renseignement de sécurité	3 011	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	.....	551	89	23 805	622
Commission nationale des libérations conditionnelles	1 454	713	.....	3 870	.....
Bureau de l'enquêteur correctionnel	.....	.....	.....	128	.....
Gendarmerie royale du Canada	13 866	21 825	235	27 980	8 560
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	.....	.....	.....	38	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	.....	.....	.....	208	.....
<b>Transports</b>					
Ministère	1 630	2 110	280	5 567	179
Office des transports du Canada	1 441	486	338	692	71
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>					
Ministère	29 994	5 618	18 946	163 096	700
<b>Total pour tous les ministères et organismes</b>	<b>657 913</b>	<b>319 305</b>	<b>63 132</b>	<b>856 450</b>	<b>80 639</b>

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total net des dépenses*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
704	1 820	21	1 714	2 057	.....	5	2 823	<b>41 608</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	35 000	.....	<b>35 000</b>
128	146	.....	2 478	.....	.....	.....	.....	<b>9 229</b>
108	126	.....	234	.....	.....	46	.....	<b>3 273</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>63</b>
3 851	44 762	.....	7 002	50 708	.....	514	28 426	<b>169 753</b>
13	95	.....	108	37 885	.....	8	38 180	<b>5 588</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	106	.....	<b>234</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>50</b>
.....	.....	.....	.....	1 375	.....	.....	29 260	<b>375</b>
18 034	23 454	11 931	27 050	.....	.....	1 803	250 981	<b>21 133</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	8 507	.....	<b>11 518</b>
77	15 303	.....	.....	.....	.....	2 149	.....	<b>42 596</b>
311	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>6 348</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>128</b>
8 642	13 412	1 243	22 913	.....	.....	857	4 400	<b>115 133</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>38</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>208</b>
1 190	798	691	4 922	23 700	.....	123 253	83 796	<b>80 524</b>
112	196	.....	.....	.....	.....	1	.....	<b>3 337</b>
602	861	.....	1 005	2 450	.....	381	8 057	<b>215 596</b>
<b>214 328</b>	<b>311 870</b>	<b>78 357</b>	<b>374 534</b>	<b>2 193 610</b>	<b>(800 000)</b>	<b>259 112</b>	<b>1 921 957</b>	<b>2 687 293</b>

\* Le total des dépenses nettes comprend l'autorisation de dépenser demandée au Parlement ainsi que les postes législatifs inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Toutes différences sont dues à l'arrondissement.

## Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Niveau initial	687 500 000 \$
Moins :	
Postes inclus au Budget supplémentaire des dépenses (A), 2004-2005	67 169 372
Affectations permanentes	.....
<b>Solde courant (au 28 octobre 2004)</b>	<b>620 330 628 \$</b>

### Postes qui ont reçu un financement provisoire à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor (Éventualités du gouvernement) :

Ministère ou organisme	(dollars)
------------------------	-----------

#### **AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)**

##### **Ministère**

Projets visant à retirer les mines antipersonnel et les débris de guerre explosifs dans divers pays y compris la Jordanie, le Bangladesh, la Mauritanie, l'Éthiopie, la Colombie, le Nicaragua, le Pérou et l'Équateur.	1 831 050
---	-----------

#### **AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN**

##### **Ministère**

Fonds provisoires pour rédiger la réponse au jugement rendu par la Cour suprême du Canada dans l'affaire <i>R. c. Powley</i> afin de financer la recherche, les discussions multilatérales et l'établissement de la capacité des organisations de Métis.	3 400 000
--	-----------

#### **BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA**

Paiement à la Société du Vieux-Port de Montréal inc.	10 000 000
Fonds pour atténuer les coûts supplémentaires liés aux changements de mandat et de responsabilités en raison de la restructuration du gouvernement.	6 000 000

#### **JUSTICE**

##### **Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada**

<i>Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada</i> Fonds pour remplir les obligations législatives relatives à la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> .	3 024 296
---	-----------

#### **PARLEMENT**

##### **Commissariat à l'éthique**

Fonds pour l'installation et le fonctionnement du nouveau commissariat à l'éthique.	3 718 700
---	-----------

#### **PATRIMOINE CANADIEN**

##### **Commission des relations de travail dans la fonction publique**

Fonds supplémentaires pour pallier les tensions liées à la charge de travail relative aux processus de négociation collective et d'arbitrage.	534 000
---	---------

## Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Postes qui ont reçu un financement provisoire à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor (Éventualités du gouvernement) :

Ministère ou organisme	(dollars)
<b>PÊCHES ET OCÉANS</b>	
Paielements à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.	86 000
<b>RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES</b>	
<b>Ministère</b>	
Subventions à des organisations internationales et canadiennes destinées à l'assistance technique et à la coopération internationale dans le domaine du travail.	475 876
<b>SANTÉ</b>	
<b>Ministère</b>	
Fonds pour les initiatives liées à l'Accord de 2003 des premiers ministres (Conseil de la santé, Stratégie en matière de ressources humaines en santé et Supplément de Santé des territoires).	3 099 450
<b>TRANSPORTS</b>	
<b>Ministère</b>	
Augmentation des versements à Marine Atlantique S.C.C. pour les besoins de fonctionnement.	35 000 000
<b>Total</b>	<b>67 169 372</b>

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Rajustements de rémunération – Transferts aux ministères et organismes pour les rajustements salariaux

*(Récentes conventions collectives jusqu'au 31 juillet 2004, conclues avec des groupes de négociation collective comme le groupe Sciences appliquées et génie, des groupes du Conseil national de recherches du Canada, des groupes de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, la Société Radio-Canada et d'autres Sociétés d'État et employeurs et organismes distincts)*

Secrétariat du Conseil du Trésor	158 358
Total	158 358

### Activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada

*(Comprend l'aide financière pour : le plan du gouvernement du Canada pour réduire les émissions gaz à effet de serre (GES) découlant de ses activités; l'instauration de mécanismes pour aider les émetteurs industriels des secteurs des ressources électriques, pétrolières, gazières et minières (groupe des grands émetteurs finaux) à réduire collectivement de 55 mégatonnes leurs émissions de GES; la création d'un Système national des montants compensatoires, dans le cadre duquel les grands émetteurs finaux peuvent acheter des crédits de réduction d'émissions auprès d'agriculteurs, d'entreprises forestières et d'autres secteurs non inclus dans le système, et utiliser ces crédits pour atteindre leurs objectifs de réduction d'émissions; les contributions fédérales et l'aide aux programmes, aux provinces et aux territoires pour collaborer avec le gouvernement du Canada à mettre sur pied des projets économiques de réduction des GES particuliers pour leur administration; et des fonds pour l'Obligation internationale en matière de rapport à l'appui de la création d'un inventaire national des rejets de polluants, pour assurer le suivi et le signalement d'émissions de GES)*

Affaires étrangères et Commerce international	1 493
Agence canadienne de développement international	256
Agence Parcs Canada	30
Agriculture et Agroalimentaire	599
Conseil national de recherches du Canada	685
Environnement	15 054
Gendarmerie royale du Canada	1 042
Industrie	35
Justice	198
Pêches et Océans	160
Ressources naturelles	16 669
Service correctionnel	80
Total	36 301



## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)

*(Comprend les mesures d'appui pour assurer l'élimination sécuritaire du bœuf excédentaire, l'élimination de la chaîne alimentaire des produits comportant des risques et la certification des exportations, la mise sur pied d'un système perfectionné de suivi et de retraçage des bovins, le contrôle d'un plus grand nombre de bovins pour l'ESB, et l'application des normes d'identification des bovins)*

Agence canadienne d'inspection des aliments	19 973
Agriculture et Agroalimentaire	282 439
Santé	1 850
<b>Total</b>	<b>304 262</b>

### Activités visant à atténuer l'incidence de la surpêche étrangère dans l'océan Atlantique

*(Les initiatives comprennent : l'intensification des activités de surveillance et d'application de la loi en mer, l'accroissement des interventions diplomatiques et les efforts pour améliorer la régie internationale des pêches.)*

Affaires étrangères et Commerce international	938
Défense nationale	2 000
Pêches et Océans	11 325
<b>Total</b>	<b>14 263</b>

### Activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne)

*(Le financement permettra d'appuyer les activités visant à promouvoir la création de contenu culturel en direct et d'autres projets en numérisation dans le cadre de la Stratégie de contenu culturel canadien sur Internet (SCCCI). La SCCCI est une stratégie complète conçue pour i) créer une masse critique de contenu culturel canadien en ligne ; ii) créer de nouveaux publics et accroître la visibilité du contenu culturel canadien en ligne ; iii) créer un environnement propice à faire du Canada un chef de file de la nouvelle production.)*

Agence Parcs Canada	510
Anciens combattants	1 150
Bibliothèque et Archives du Canada	5 479
Industrie	1 000
Musée canadien des civilisations	1 999
Musée national des sciences et de la technologie	149
Office national du film	1 768
Société du Centre national des Arts	300
Société Radio-Canada	2 000
<b>Total</b>	<b>14 355</b>

### Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement

*(Dans son budget de 2003, le gouvernement s'est engagé à réaffecter 1 M\$ à même le budget des programmes existants pour financer une partie des nouvelles initiatives annoncées dans ce budget. Les niveaux de financement des ministères approuvés antérieurement seront donc comprimés de 1 M\$ au total à compter de 2004-2005, pour respecter l'engagement pris dans le budget de l'an dernier.) Pour de plus amples renseignements ministériels, vous référer au Sommaire des modifications apportées aux crédits votés.*

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés

*(Comprend la prestation, aux ministères, de conseils d'expert sur les menaces pour la santé humaine et l'environnement associées à la contamination des sites, et les efforts d'assainissement de sites comme des mines abandonnées dans le Nord)*

Affaires indiennes et du Nord canadien	47 362
Agence canadienne d'inspection des aliments	101
Agence des services frontaliers du Canada	42
Agence Parcs Canada	884
Agriculture et Agroalimentaire	230
Défense nationale	23 096
Environnement	7 773
Gendarmerie royale du Canada	313
Pêches et Océans	1 277
Ressources naturelles	133
Santé	5 427
Service correctionnel	368
Transports	7 606
<b>Total</b>	<b>94 612</b>

### Fonds à l'appui d'activités et de programmes de communication, dont la ligne 1 800 O-Canada, les Éditions du gouvernement du Canada, la Gazette du Canada et le Programme des expositions rurales (à la suite de la fin des activités de Communication Canada)

*(Comprend le maintien de l'aide financière (à la suite de la fin des activités de Communication Canada) pour le service d'information téléphonique sans frais du gouvernement du Canada (1 800 O-Canada) et le site Web principal du gouvernement du Canada et d'autres services obligatoires, comme la Gazette du Canada et Les éditions du gouvernement du Canada et pour les efforts de sensibilisation aux services et aux programmes du gouvernement dans les régions rurales et éloignées).*

Agriculture et Agroalimentaire	500
Conseil privé	10 571
Travaux publics et Services gouvernementaux	67 393
<b>Total</b>	<b>78 464</b>

### Fonds liés à la ratification par le Canada d'un cadre juridique exhaustif régissant les espaces marins, leurs utilisations et leurs ressources (Convention des Nations Unies sur le droit de la mer)

*(Comprend l'aide financière pour couvrir les coûts de la cartographie sismique dans l'Atlantique et les fonctions de gestion et de soutien pour la collecte permanente de données, des relevés sismiques utilisés pour définir la structure sous le plancher océanique et l'épaisseur des dépôts de sédiments, de la cartographie et des relevés visant à cerner les limites externes de la plate forme continentale du Canada et de la réalisation de relevés hydrographiques à l'appui des revendications du Canada sur les ressources présentes sur la plate forme continentale)*

Affaires étrangères et Commerce international	1 440
Pêches et Océans	293
Ressources naturelles	240
<b>Total</b>	<b>1 973</b>

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)

*(Comprend l'aide financière pour les initiatives suivantes : l'information pour les artistes et organisations anglophones du Québec et l'amélioration de l'accès à ces artistes; l'appui à la croissance des associations d'artistes francophones et à la diffusion des arts au Canada et à l'étranger; l'élaboration de projets d'émissions de télévision et un concours de rédaction ou de réalisation de nouvelles pour les écrivains et réalisateurs; promotion de l'accès au cinéma canadien et de la diffusion de ces films; moyens accrus au Collège Boréal pour des activités de sensibilisation auprès des collectivités francophones et projet de parrainage par le secteur privé à l'intention de réfugiés francophones)*

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	81
Agriculture et Agroalimentaire	73
Citoyenneté et Immigration	187
Conseil des Arts du Canada	950
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	151
Industrie	313
Office national du film	365
Pêches et Océans	75
Santé	44
Téléfilm Canada	400
Total	2 639

### Fonds pour aider les industries canadiennes du textile et du vêtement (Initiative Accès des pays les moins avancés aux marchés)

*(Les initiatives incluent le marketing et le marquage pour rehausser l'image des industries du textile et du vêtement au Canada, et les fonds pour aider les entreprises à obtenir des capitaux et l'innovation pour accroître la compétitivité.)*

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	2 981
Industrie	2 276
Total	5 257

### Fonds pour aider les jeunes des communautés ethnoculturelles et autochtones à se tailler une place dans le secteur de l'audiovisuel (initiative Déclic)

*(Ce financement est à l'appui de la participation de producteurs, appartenant à des minorités visibles et à des collectivités autochtones, à la réalisation de productions dramatiques télévisées; la formation et le perfectionnement professionnel ; aux nouveaux talents et aux professionnels à mi chemin dans leur carrière provenant de diverses collectivités culturelles et autochtones qui sont intéressés à la production cinématographique; aux postes de stages professionnels auprès de réalisateurs à l'Office national du film; aux initiatives pour diffuser plus largement les œuvres des diverses collectivités culturelles canadiennes et l'augmentation des subventions aux artistes des collectivités ethnoculturelles et autochtones.)*

Conseil des Arts du Canada	200
Office national du film	200
Téléfilm Canada	200
Total	600

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Fonds pour appuyer l'éradication du virus de la sharka du prunier qui touche l'industrie fruitière

*(Comprend les initiatives visant à éliminer un virus végétal qui nuit à la commercialisation et à la production de fruits. Les activités incluent des enquêtes de dépistage en Ontario et en Nouvelle-Écosse, des mesures d'application de la loi et de réglementation, des recherches sur la détection et la transmission du virus et le versement de compensations aux producteurs commerciaux qui ont dû abattre des arbres)*

Agence canadienne d'inspection des aliments	5 448
Agriculture et Agroalimentaire	9 172
Total	14 620

### Fonds pour appuyer les efforts du Canada qui doit prendre des mesures concernant les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres actes répréhensibles (Stratégie du Canada en matière de crimes de guerre)

*(Ce financement est à l'appui des efforts du Canada pour éviter que le pays devienne un refuge sûr pour les auteurs de crimes de guerre et les responsables de crimes contre l'humanité.)*

Agence des services frontaliers du Canada	8 355
Gendarmerie royale du Canada	579
Justice	4 664
Total	13 598

### Fonds pour des initiatives de prévention du racisme

*(Ce financement est à l'appui du développement de nouvelles initiatives ayant comme objectif, l'élimination d'obstacles à la mobilité ascendante et professionnelle des membres des minorités visibles et des Autochtones; l'appui à des partenariats entre des ministères fédéraux et divers groupes communautaires; l'appui à des causes types en matière de racisme concernant des lois et des politiques provinciales; l'élaboration d'une stratégie nationale cohérente de collecte de données sur les crimes motivés par la haine; le renforcement des capacités des agents de la paix pour améliorer les services aux collectivités autochtones et ethnoculturelles; les activités de sensibilisation auprès des nouveaux immigrants; les groupes de discussion avec des jeunes et amélioration des activités de communications.)*

Citoyenneté et Immigration	705
Patrimoine canadien	1 602
Ressources humaines et Développement des compétences	1 951
Total	4 258

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Fonds pour des initiatives sur les questions de développement durable d'importance mondiale

*(Comprend le financement pour les activités de suivi du Sommet mondial sur le développement durable, y compris des contributions à l'Organisation mondiale de la santé afin de consolider les connaissances sur les menaces à la santé que pose l'environnement et de communiquer ces connaissances aux pays en développement; fournir une aide spécialisée aux pays en développement pour qu'ils renforcent leurs capacités, améliorent le processus décisionnel et donnent plus de poids aux politiques de protection de l'environnement et de la santé humaine)*

Environnement	345
Santé	155
<b>Total</b>	<b>500</b>

### Fonds pour enquêter et entamer des poursuites en cas de fraude dans les marchés financiers (Équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés financiers)

*(Ce financement servira à la mise sur pied et au fonctionnement d'équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés financiers chargées de faire enquête sur les cas graves de fraude sur les marchés financiers au Canada, prestation de conseils juridiques à ces équipes, et poursuite des cas de fraude sur les marchés mis au jour par les équipes.)*

Gendarmerie royale du Canada	14 213
Justice	4 010
Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)	198
<b>Total</b>	<b>18 421</b>

### Fonds pour exploiter et tenir à jour une banque nationale de données génétiques sur les auteurs de crimes graves

*(Ce financement servira à exploiter et à maintenir une banque de données pour la GRC et d'autres services de police qui utilisent des profils d'ADN (surtout pour les cas de meurtres et les agressions sexuelles) ainsi que des profils dressés sur les lieux de crimes pour obtenir des condamnations des coupables, exonérer les innocents et identifier les victimes.)*

Gendarmerie royale du Canada	11 083
Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)	270
<b>Total</b>	<b>11 353</b>

### Fonds pour le projet de gazoduc dans le Nord des Territoires du Nord-Ouest (Secrétariat du projet de gaz du Nord et Projet de gazoduc dans les Territoires du Nord-Ouest)

*(Ce financement servira à fournir un soutien administratif et des communications aux groupes chargés d'évaluer les répercussions environnementales et réglementaires d'un projet de gazoduc dans la vallée du Mackenzie et aide financière pour l'évaluation environnementale, les activités réglementaires et la recherche scientifique.)*

Affaires indiennes et du Nord canadien	8 073
Agence canadienne d'évaluation environnementale	850
Environnement	3 463
Office national de l'énergie	1 770
Pêches et Océans	3 170
Ressources naturelles	2 939
<b>Total</b>	<b>20 265</b>

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Fonds pour mener des enquêtes dans le cas d'activités de blanchiment d'argent, pour les prévenir et pour intenter des poursuites

*(Les initiatives comprennent l'intégration de la collecte intégrée des renseignements ; des enquêtes ; des poursuites et la saisie des biens et la disposition visant à mettre à contribution les autorités policières fédérales, provinciales et municipales, les procureurs du ministère de la Justice, les agents de douane, les enquêteurs de l'impôt et les juricomptables.)*

Agence des douanes et du revenu du Canada (Revenu national)	4 921
Citoyenneté et Immigration	507
Finances	244
Gendarmerie royale du Canada	4 529
Justice	958
Total	11 159

### Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie)

*(Comprend les projets interministériels d'étiquetage sur une base volontaire, la création de nouveaux mécanismes pour relever et améliorer la gouvernance du système canadien de réglementation en matière de biotechnologie; les nouveaux produits biotechnologiques, comme les récoltes destinées à l'agriculture moléculaire végétale, les animaux et produits dérivés de la biotechnologie et les poissons transgéniques; les concurrents et les partenaires potentiels du Canada dans le secteur de la biotechnologie; le lancement d'une stratégie améliorée pour le Web, y compris un nouveau portail axé sur la biologie; et la protection des renseignements personnels concernant l'information génétique et le matériel biologique humain utilisé pour la recherche.)*

Agence canadienne d'inspection des aliments	686
Agriculture et Agroalimentaire	308
Commerce international	207
Conseil national de recherches du Canada	250
Environnement	3
Industrie	741
Justice	275
Pêches et Océans	113
Statistique Canada	377
Total	2 960

### Fonds pour mettre à l'essai des approches innovatrices destinées à réintégrer, dans un emploi durable, les travailleurs déplacés âgés entre 55 et 64 ans ou à maintenir en situation d'emploi ceux qui sont menacés d'être déplacés (Initiative des projets pilotes pour les travailleurs âgés)

*(Ceci fournit de l'aide financière pour des projets à l'intention de travailleurs âgés ou déplacés, qui sont conçus, élaborés et mis en œuvre par les provinces et les territoires en collaboration avec le gouvernement du Canada.)*

Développement des ressources humaines (Développement social)	84
Ressources humaines et Développement des compétences	5 455
Total	5 539

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Fonds pour mettre au point et améliorer les processus d'évaluation et de reconnaissance des titres de compétences étrangers, afin d'améliorer l'accès au marché du travail canadien dans des postes et des secteurs ciblés aux personnes formées à l'étranger

*(Ce financement servira à l'élaboration de processus cohérents, transparents, justes et équitables d'évaluation et de reconnaissance de titres de compétences afin de faciliter la reconnaissance de titres étrangers, y compris la collaboration avec les organismes de réglementation provinciaux et territoriaux afin d'accorder la priorité à l'élaboration ou à l'amélioration des méthodes de reconnaissance des titres étrangers pour trois professions clés, soit la médecine, les soins infirmiers et l'ingénierie.)*

Développement des ressources humaines (Développement social)	207
Ressources humaines et Développement des compétences	8 661
Total	8 868

### Fonds pour mettre en place des mesures visant à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet

*(Comprend l'aide financière au Centre national de coordination contre l'exploitation des enfants, qui participe à la coordination d'enquêtes nationales et internationales; à cybertip.ca, un projet visant à relever le nombre de signalements d'activités illégales menées sur Internet; et au programme Réscol, qui favorise la création de ressources éducatives sur la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle, ainsi que la sensibilisation et l'accès en ligne à ces ressources)*

Gendarmerie royale du Canada	6 130
Industrie	600
Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)	870
Total	7 600

### Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (*Loi sur la modernisation de la fonction publique*)

*(Comprend les initiatives liées à la mise en œuvre de la Loi sur la modernisation de la fonction publique, et aux travaux préparatoires à la transition vers les nouvelles Loi sur l'emploi dans la fonction publique et Loi sur les relations de travail dans la fonction publique, notamment la création de la Commission des relations de travail dans la fonction publique et des commissions d'intérêt public, qui remplaceront les commissions de conciliation utilisées actuellement pour le processus de négociations collectives)*

Commission des relations de travail dans la fonction publique	2 040
Tribunal de la dotation de la fonction publique	694
Total	2 734

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

**Fonds pour offrir des programmes et des services fédéraux à deux communautés innues du Labrador, dont des services de santé et des services de police communautaire (Stratégie globale de guérison des Innus du Labrador)**  
*(Comprend les initiatives visant à améliorer la santé des citoyens, aider les jeunes, créer des collectivités vigoureuses et assurer l'avenir des peuples innus de Sheshatshiu et Natuashish (déménagés de Davis Inlet))*

Affaires indiennes et du Nord canadien	14 800
Gendarmerie royale du Canada	200
Santé	5 093
<b>Total</b>	<b>20 093</b>

**Fonds pour poursuivre la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuvialuits**  
*(Représente l'aide financière additionnelle pour le fonctionnement d'organisations créées dans la foulée de la revendication territoriale, y compris huit organismes de cogestion des ressources, des comités de chasseurs et trappeurs et un secrétariat conjoint Inuvialuit)*

Affaires indiennes et du Nord canadien	742
Agence Parcs Canada	225
Environnement	19
Pêches et Océans	128
<b>Total</b>	<b>1 114</b>

**Fonds pour promouvoir l'avancement social et économique grâce au financement de la recherche, de la diffusion du savoir et de la commercialisation des initiatives (Stimuler la recherche et l'innovation)**  
*(Ceci fournit de l'aide financière accrue aux conseils subventionnaires fédéraux, afin d'accroître les recherches universitaires; appuyer les activités de recherche, de développement et de commercialisation dans le secteur privé; appuyer et former un personnel hautement qualifié et transmettre aux Canadiens et Canadiennes l'information et le savoir nécessaires pour améliorer leur situation personnelle)*

Conseil de recherches en sciences humaines	31 831
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	39 000
Instituts de recherche en santé du Canada	38 380
<b>Total</b>	<b>109 211</b>

**Fonds pour promouvoir le développement socioéconomique des communautés minoritaires de langue officielle**  
*(Comprend l'aide financière au Secrétariat, collectivités minoritaires de langues officielles et contributions à deux comités nationaux et 23 comités communautaires. Formés de représentants du monde des affaires, des administrations municipales et du réseau d'enseignement, ces organismes ont été créés pour favoriser la croissance économique et l'emploi parmi les collectivités minoritaires de langues officielles)*

Développement des ressources humaines (Développement social)	2 988
Ressources humaines et Développement des compétences	10 019
<b>Total</b>	<b>13 007</b>



## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Fonds provisoires pour rédiger la réponse au jugement rendu par la Cour suprême du Canada dans l'affaire *R. c. Powley* afin de financer la recherche, les discussions multilatérales et l'établissement de la capacité des organisations de Métis

*(Ceci est à l'appui de la tenue de discussions multilatérales sur la récolte avec les organismes métis, les provinces, les territoires et les autres intervenants; exécution d'analyses pour évaluer la portée éventuelle des droits des Métis et pour aider les ministères fédéraux à prendre des décisions en matière de gestion de ressources; versement d'un financement visant le renforcement des capacités aux organismes métis afin de leur permettre de participer aux discussions multilatérales, de mener des recherches et de réagir aux pressions locales.)*

Affaires indiennes et du Nord canadien	13 087
Environnement	429
Justice	3 423
Patrimoine canadien	958
Pêches et Océans	83
<b>Total</b>	<b>17 980</b>

### Fonds supplémentaires pour gérer l'arriéré des demandes de citoyenneté canadienne (Réduction de l'arriéré des demandes de citoyenneté)

*(Financement additionnel pour les organismes participant au traitement des demandes de citoyenneté, afin de ramener l'arriéré de demandes de citoyenneté et de maintenir le niveau actuel de service.)*

Citoyenneté et Immigration	6 229
Gendarmerie royale du Canada	155
Justice	529
<b>Total</b>	<b>6 913</b>

### Initiatives liées à la sécurité publique (sécurité maritime, Initiative sur la frontière intelligente, politique de sécurité nationale)

*(Les initiatives comprennent les investissements dans un système de radars en réseau afin d'améliorer la surveillance maritime; la création de Centres des opérations de sécurité maritime; l'exécution d'un plus grand nombre d'activités de surveillance en mer; la hausse des capacités de collecte et d'analyse de données, grâce à des investissements en technologie et en personnel spécialisé; les investissements pour protéger les systèmes d'information essentiels du gouvernement; la simplification des échanges d'information sur les passagers entre ministères partenaires et l'appui à l'évaluation des risques; l'amélioration de la sécurité aux ports et aux installations portuaires de l'État.)*

Agence canadienne d'inspection des aliments	466
Agence des services frontaliers du Canada	228
Citoyenneté et Immigration	12 526
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	7 888
Défense nationale	79 980
Gendarmerie royale du Canada	2 113
Justice	329
Pêches et Océans	18 720
Transports	10 186
<b>Total</b>	<b>132 436</b>

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct)

*(Ceci comprend la mise en œuvre d'une voie de communication protégée afin de permettre l'échange d'information entre ministères ainsi qu'un accès en ligne pour afficher, imprimer et commander des publications du gouvernement.)*

Affaires étrangères et Commerce international	1 520
Affaires indiennes et du Nord canadien	450
Anciens combattants	837
Citoyenneté et Immigration	382
Commerce international	5 055
Développement des ressources humaines (Développement social)	2 852
Environnement	802
Industrie	3 359
Ressources humaines et Développement des compétences	1 917
Ressources naturelles	56
Santé	56
Statistique Canada	205
Travaux publics et Services gouvernementaux	113 513
<b>Total</b>	<b>131 004</b>

### Montant compensatoire pour les anciens combattants canadiens qui se sont portés volontaires pour participer à des expériences de guerre chimique entre 1941 et les années 1970

*(Comprend les coûts liés à la gestion et à la prestation d'un paiement forfaitaire unique non imposable versé à titre gracieux (d'une valeur de 24 000 \$) aux anciens militaires ou à leur succession, qui ont participé à des expériences d'opération chimique. Ce montant est versé en sus des prestations ou pensions d'invalidité versées par le ministère des Anciens combattants aux anciens militaires admissibles)*

Anciens combattants	531
Défense nationale	28 400
<b>Total</b>	<b>28 931</b>

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle

*(Depuis 1993, les ministères et les organismes ont été autorisés à recevoir, par l'entremise du Budget supplémentaire des dépenses, une affectation annuelle égale à tous les revenus obtenus de l'octroi de licences de propriété intellectuelle appartenant à l'État que les ministères ou les organismes ont versés au Trésor au cours de l'exercice précédent. Par exemple, Pêches et Océans a généré des revenus grâce à l'octroi de licences pour la reproduction de cartes de navigation et d'autres publications hydrographiques, alors que la Défense nationale générait des revenus grâce à l'octroi de licences pour des technologies, comme le radar haute résolution, le simulateur de guerre électronique et les logiciels d'analyse structurelle des navires)*

Agence spatiale canadienne	17
Agriculture et Agroalimentaire	5 340
Défense nationale	774
Environnement	310
Gendarmerie royale du Canada	709
Industrie	1 841
Pêches et Océans	645
<b>Total</b>	<b>9 636</b>

### Report du budget de fonctionnement

*(Cette pratique de gestion du Budget permet aux ministères de reporter d'un exercice à l'autre jusqu'à 5 % de leur budget de fonctionnement inscrit dans le budget principal des dépenses. Cette mesure offre aux ministères une certaine flexibilité pour gérer ou mettre en œuvre des initiatives sur un horizon de planification de plusieurs années.)*

Administration du pipe-line du Nord	63
Affaires étrangères et Commerce international	47 511
Affaires indiennes et du Nord canadien	21 293
Agence canadienne d'évaluation environnementale	490
Agence canadienne d'inspection des aliments	34 252
Agence canadienne de développement international	6 745
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	2 717
Agence des services frontaliers du Canada	8 030
Agence spatiale canadienne	5 916
Agriculture et Agroalimentaire	22 739
Anciens combattants	9 736
Bibliothèque et Archives du Canada	2 695
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	1 115
Bureau de l'enquêteur correctionnel	128
Bureau de l'infrastructure du Canada	873
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	181
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	1 069
Citoyenneté et Immigration	19 659
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	38
Commerce international	7 538
Commissaire à la magistrature fédérale	300
Commissaire aux langues officielles	725
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	478

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Report du budget de fonctionnement (suite)

Commission canadienne de sûreté nucléaire	2 629
Commission canadienne des affaires polaires	24
Commission canadienne des grains	892
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	4 721
Commission de la fonction publique	3 885
Commission des champs de bataille nationaux	106
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	208
Commission des relations de travail dans la fonction publique	292
Commission du droit d'auteur	109
Commission mixte internationale	127
Commission nationale des libérations conditionnelles	1 418
Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice	216
Conseil canadien des relations industrielles	540
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	128
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	500
Conseil de recherches en sciences humaines	2 267
Conseil national de recherches du Canada	16 022
Conseil privé	5 045
Cour suprême du Canada	928
Défense nationale	418 000
Développement des ressources humaines (Développement social)	13 248
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1 687
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)	1 985
Environnement	26 963
Finances	4 170
Gendarmerie royale du Canada	65 602
Industrie	23 586
Instituts de recherche en santé du Canada	1 605
Justice	15 742
Office des transports du Canada	1 164
Office national de l'énergie	1 503
Office national du film	1 056
Pêches et Océans	28 623
Ressources humaines et Développement des compétences	7 764
Ressources naturelles	23 398
Santé	46 300
Secrétariat du Conseil du Trésor	5 301
Service administratif des tribunaux judiciaires	2 226
Service correctionnel	26 301
Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)	3 917
Statistique Canada	16 419
Travaux publics et Services gouvernementaux	36 765
Tribunal canadien des droits de la personne	188
Tribunal canadien du commerce extérieur	409
Tribunal de la concurrence	73
Vérificateur général	2 892
<b>Total</b>	<b>1 011 235</b>

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### **Ressources additionnelles pour appuyer les négociations fédérales en vue d'une entente cadre avec les Mi'kmaq et les Malécites de l'Î.-P.-É. et du Québec ainsi que les négociations préliminaires de traités progressifs**

*(Comprend le financement des coûts additionnels de plusieurs ministères participant aux négociations sur l'entente cadre et les accords de traités progressifs avec les Premières nations des Maritimes et du Québec, dans le cadre de la réponse à long terme du gouvernement du Canada sur la décision rendue en 1999 par la Cour suprême concernant l'affaire Marshall)*

Affaires indiennes et du Nord canadien	1 311
Agence Parcs Canada	178
Environnement	180
Pêches et Océans	201
Ressources naturelles	49
<b>Total</b>	<b>1 919</b>

### **Soutien aux Centres d'excellence pour favoriser et financer les recherches stratégiques liées à l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis)**

*(Ce financement est à l'appui de la continuation d'un programme visant à stimuler et à soutenir la recherche en matière de politique par l'établissement d'un réseau canadien de centres de recherche universitaires. Il y a cinq centres répartis dans tout le Canada qui traitent des questions d'immigration à l'échelle régionale, notamment : le Centre d'excellence conjoint pour la recherche en immigration et en intégration; le Centre d'excellence des Prairies pour la recherche en immigration et en intégration; le Centre de recherche interuniversitaire de Montréal sur l'immigration, l'intégration et la dynamique urbaine; le Centre d'excellence de Vancouver pour la recherche sur l'immigration et l'intégration dans les métropoles; et Le Centre d'Excellence Atlantic Metropolis Atlantique pour la Recherche sur l'Immigration, l'Intégration et la Diversité Culturelle.)*

Citoyenneté et Immigration	160
Conseil de recherches en sciences humaines	349
<b>Total</b>	<b>509</b>

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Organisation	Crédit	Explication
Agence canadienne de développement international.....	L25a	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diminution du plafond des émissions et paiement de billets à vue aux comptes du fonds d'institutions financières internationales</li> </ul>
Affaires indiennes et du Nord canadien.....	28a	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 143 936 \$ du crédit 1 (Conseil privé) à la Commission des revendications des Indiens</li> </ul>
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	2a	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour autoriser le virement au présent crédit de 31 638 000 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 346 269 \$ du crédit 60 (Industrie)</li> </ul>
	6a	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour autoriser le virement au présent crédit de 285 073 731 \$ du crédit 60 (Industrie)</li> </ul>
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	80a	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 494 349 \$ du crédit 85 (Industrie)</li> </ul>
Instituts de recherche en santé du Canada.....	15a	<ul style="list-style-type: none"> <li>Subventions pour projets de recherche et soutien du personnel</li> </ul>
Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile).....	5a	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour autoriser le virement au présent crédit de 675 000 \$ du crédit 5 (Justice)</li> </ul>
Agence des services frontaliers du Canada.....	15a	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 930 985 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada)</li> </ul>
Transports.....	1a	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour autoriser le virement au présent crédit de 49 435 389 \$ du crédit 10 (Transports)</li> </ul>
	5a	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 612 999 \$ du crédit 10 (Transports)</li> </ul>
Agence des douanes et du revenu du Canada	1a	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour autoriser le virement au présent crédit de 711 000 \$ du crédit 1 (Transports)</li> </ul>

# Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

Cette section comprend deux volets. Elle décrit d'abord les changements de l'organisation et de la structure gouvernementales, les changements des autorisations (crédits et postes législatifs) et les changements de présentation depuis le dépôt du Budget principal des dépenses de 2004-2005. Ensuite, elle expose en détail les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles qui sont incluses dans le Budget principal des dépenses de 2004-2005, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses paraissant pour la première fois. Compte tenu des décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront modifiées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront les lois de crédits précédentes.

## Modifications concernant les organisations gouvernementales et la structure

**Généralités** – Au cours des exercices 2003-2004 et 2004-2005, aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé que des réorganisations seraient apportées aux structures de certains ministères dans le Budget principal des dépenses de 2004-2005. Ces réorganisations ont entraîné les changements suivants au Budget supplémentaire des dépenses de 2004-2005.

À compter du 20 novembre 2003, conformément au décret C.P. 2003-1808, divers articles de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* sont entrés en vigueur. Ces dispositions de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* comprenaient la création du **Tribunal de la dotation de la fonction publique**.

À compter du 9 janvier 2004, conformément au décret C.P. 2004-0005, la responsabilité du **Bureau de modernisation des services de voyage du gouvernement** a été transférée du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

À compter du 24 janvier 2004, conformément au décret C.P. 2004-0026, la responsabilité du **Secrétariat des sociétés d'État en ce qui a trait à la Monnaie royale canadienne et à la Société canadienne des postes** a été transférée du ministère des Transports à l'Agence des douanes et du revenu du Canada.

À compter du 8 mars 2004, conformément au décret C.P. 2004-0165, les attributions relatives à l'**accord de contribution entre le Canada, l'Ontario, la ville de Toronto et la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto** sont transférées du ministre des Transports au ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences Canada. Le décret du C.P. 2004-0166 désigne le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences à titre de ministre responsable représentant Sa Majesté du chef du Canada aux fins de la Loi.

À compter du 29 mars 2004, conformément au décret C.P. 2004-0322, la responsabilité du **Bureau de la sécurité nautique, de l'Équipe de réforme réglementaire de la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada, de la Division de la protection des eaux navigables, de la Division de l'intervention environnementale** (à l'exception du groupe chargé de s'acquitter des attributions conférées au ministre des Pêches et Océans aux termes de l'article 678 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*) de même que les attributions conférées au ministre des Pêches et Océans aux termes des alinéas 519 a), b) et d) et des articles 562.15 et 562.16 de la *Loi sur la marine marchande du Canada* sont transférés du ministère des Pêches et Océans au ministère des Transports.

À compter du 29 mars 2004, conformément au décret C.P. 2004-0323, la responsabilité du **Secrétariat des sociétés d'État en ce qui a trait à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à la Société immobilière du Canada limitée et à la Queens Quay West Land Corporation** est transférée du ministère de l'Environnement au Bureau de l'infrastructure du Canada.

## Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2004, conformément au décret C.P. 2004-0366, divers articles de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* sont entrés en vigueur. Ces dispositions de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* comprenaient la poursuite des activités du Centre canadien de gestion à titre de société nommée **École de la fonction publique du Canada**.

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2004, conformément aux décrets C.P. 2004-0367 et C.P. 2004-0368, la responsabilité de **Formation linguistique Canada et de Services intégrés au sein de la Direction générale des programmes d'apprentissage et de perfectionnement** est transférée de la Commission de la fonction publique du Canada à l'École de la fonction publique du Canada, à l'exception des secteurs chargés des attributions conférées à la Commission de la fonction publique en vertu de l'alinéa 5 a) et des articles 6, 8, 35, 37 et 41 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2004, conformément aux décrets du C.P. 2004-0369 et C.P. 2004-0370, la responsabilité de la **Direction du perfectionnement accéléré des cadres supérieurs, du programme Cours et affectations du Programme de perfectionnement, du Programme de stagiaires en gestion, du Programme de formation accélérée pour les économistes, du Programme Échanges Canada, de la Démographie à la Direction de la recherche et des Études du marché du travail de la Direction de la recherche** est transférée de la Commission de la fonction publique à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada, à l'exception des secteurs chargés des attributions conférées à la Commission de la fonction publique en vertu de l'alinéa 5 a) et des articles 6, 8, 35, 37 et 41 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

À compter du 17 mai 2004, conformément au décret du C.P. 2004-0655, l'établissement du **Bureau du commissaire à l'éthique**, conformément aux articles 4 à 37 de la *Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (conseiller sénatorial en éthique et commissaire à l'éthique) et certaines lois en conséquence* est entré en vigueur.

À compter du 21 mai 2004, conformément au décret du C.P. 2004-0731, **Bibliothèque et Archives Canada** a été établi lorsque la *Loi sur Bibliothèque et Archives du Canada* est entrée en vigueur. Le décret du C.P. 2004-0732 a désigné le ministre du Patrimoine canadien à titre de ministre responsable aux fins de la Loi.

### **Le Premier ministre a annoncé la restructuration du gouvernement du Canada, entrant en vigueur à compter du 20 juillet 2004, ce qui a entraîné les changements suivants :**

Conformément aux décrets C.P. 2004-0866 et C.P. 2004-0867, la responsabilité de l'**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec** a été transférée du ministre de l'Industrie au ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie. Ainsi, l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ne fait plus partie du portefeuille d'Industrie et dispose de son propre portefeuille.

Conformément au décret C.P. 2004-0863, le ministre du Travail a été désigné à titre de ministre responsable aux fins de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*.

Conformément au décret C.P. 2004-0864, le ministre du Travail a été désigné à titre de ministre responsable aux fins de *Loi nationale sur l'habitation*.

Conformément au décret C.P. 2004-0865, la responsabilité du **Secrétariat des sociétés d'État en ce qui a trait à la Société canadienne d'hypothèques et de logement** a été transférée du Bureau de l'infrastructure du Canada au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences.

Conformément au décret C.P. 2004-0874, le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences a été désigné à titre de ministre responsable aux fins de la *Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail*.

Conformément au décret C.P. 2004-0875, le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences a été désigné à titre de ministre responsable du **Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail**.



## Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

Conformément au décret C.P. 2004-0849, la responsabilité du **Secrétariat aux affaires autochtones de la Direction générale des affaires intergouvernementales** a été transférée du Bureau du Conseil privé au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Conformément au décret C.P. 2004-0850, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien est autorisé à agir à titre d'**interlocuteur fédéral** auprès des Métis et des Indiens non inscrits et à conclure des accords de contribution avec des organisations représentant les Métis et les peuples autochtones hors des réserves.

Conformément au décret C.P. 2004-0858, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a été désigné ministre responsable de la **Commission sur les revendications particulières des Indiens**.

Conformément aux décrets C.P. 2004-0868 et C.P. 2004-0869, la responsabilité du **Bureau de l'infrastructure du Canada** a été transférée du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et Collectivités). Ainsi, le Bureau de l'infrastructure du Canada ne fait plus partie du portefeuille d'Environnement et dispose de son propre portefeuille.

Conformément au décret C.P. 2004-0870, la responsabilité du **Secrétariat des villes** a été transférée du Bureau du Conseil privé au Bureau de l'infrastructure du Canada.

Conformément au décret C.P. 2004-0871, le ministre d'État (Infrastructure et Collectivités) a été désigné ministre responsable de la **Queens Quay West Land Corporation**.

Conformément au décret C.P. 2004-0872, le ministre d'État (Infrastructure et Collectivités) a été désigné ministre responsable de la **Société immobilière du Canada limitée**.

Conformément aux décrets C.P. 2004-0851 et C.P. 2004-0852, la responsabilité du **Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones** est transférée du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada au vice-premier ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.

Conformément au décret C.P. 2004-0873, le vice-premier ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile a été désigné ministre responsable de la **Loi sur la protection civile**.

Conformément au décret C.P. 2004-0853, le président du Conseil du Trésor est désigné ministre responsable de la **Loi sur l'École de la fonction publique du Canada**.

Conformément aux décrets C.P. 2004-0854 et C.P. 2004-0855, la responsabilité de l'**Agence de gestion des ressources humaines du Canada** est transférée du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada au président du Conseil du Trésor et le président du Conseil du Trésor est désigné ministre responsable de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.

À compter du 8 octobre 2004, conformément au décret C.P. 2004-1154, transfert au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration de la responsabilité à l'égard des secteurs de l'administration publique au sein de l'Agence des services frontaliers du Canada qui s'occupent de l'**examen des risques avant renvoi** et qui ont été transférés par le décret C.P. 2003-2063 du 12 décembre 2003, et transfert du vice-premier ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, des attributions visées au paragraphe 77(1) de la **Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés** qui ont été transférés par le décret C.P. 2003-2063 du 12 décembre 2003.

# Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

À compter du 8 octobre 2004, conformément au décret C.P. 2004-1155, la responsabilité de la *Direction de la gestion des points d'entrée de la Direction générale de l'admissibilité et des secteurs du ministère situés au Canada qui sont responsables des fonctions de gestion des points d'entrée, notamment de la sécurité maritime* a été transférée du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à l'Agence des services frontaliers du Canada.

## Modifications à la structure des secteurs d'activité

Secrétariat du Conseil du Trésor – École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) – Le titre du secteur d'activité a été modifié pour tenir compte de l'entrée en vigueur des parties de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* qui autorisent la poursuite des activités du Centre canadien de gestion comme société, sous le nom d'École de la fonction publique du Canada.

Travaux publics et Services gouvernementaux – L'ajout d'un nouveau secteur d'activité (Services d'information du gouvernement) pour tenir compte du transfert d'activités relevant auparavant de Communication Canada.

## Modifications concernant les crédits et le libellé des crédits

### *Les nouveaux crédits suivants ont été ajoutés.*

#### Patrimoine canadien – Bibliothèque et Archives du Canada

**Crédit 46a** – Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes de l'alinéa 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à de la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 36 797 250 \$ du crédit 50 (Archives nationales du Canada) et de 26 454 000 \$ du crédit 90 (Bibliothèque nationale) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005* et pour prévoir un montant supplémentaire de

#### Patrimoine canadien – Tribunal de la dotation de la fonction publique

**Crédit 107a** – Tribunal de la dotation de la fonction publique – Dépenses du Programme

#### Développement économique pour les régions du Québec

**Crédit 2a** – Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 31 638 000 \$ du crédit 55 (Industrie) et 346 269 \$ du crédit 60 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005*

**Crédit 6a** – Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 285 073 731 \$ du crédit 60 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005*

#### Affaires indiennes et du Nord canadien

**Crédit 26a** – Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 229 734 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005* et pour prévoir un montant supplémentaire de

**Crédit 27a** – Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 561 533 \$ du crédit 5 (Conseil privé) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005* et pour prévoir un montant supplémentaire de

## Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

**Crédit 28a** – Commission sur les revendications particulières des Indiens – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 143 936 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005*

### Bureau de l'infrastructure du Canada

**Crédit 2a** – Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 776 500 \$ du crédit 35 (Environnement) et de 1 309 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005* et pour prévoir un montant supplémentaire de

**Crédit 7a** – Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 305 218 500 \$ du crédit 40 (Environnement) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005* et pour prévoir un montant supplémentaire de

**Crédit 12a** – Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.

### Parlement – Commissariat à l'éthique

**Crédit 12a** – Commissariat à l'éthique – Dépenses du Programme

### Secrétariat du Conseil du Trésor – École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)

**Crédit 26a** – École de la fonction publique du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 29 597 200 \$ du crédit 100 (Patrimoine canadien) et de 20 781 750 \$ du crédit 10 (Conseil privé) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005* et pour prévoir un montant supplémentaire de

### Secrétariat du Conseil du Trésor – Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

**Crédit 32a** – Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 31 507 500 \$ du crédit 45 (Conseil privé), de 19 497 300 \$ du crédit 100 (Patrimoine canadien) et de 8 957 700 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005* et pour prévoir un montant supplémentaire de

### ***Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié :***

#### Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – ministère

**Crédit 10a** – Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre, dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du *Partenariat mondial du G-8*) des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2003, à

#### Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Agence canadienne de développement international

**Crédit L25a** – Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 180 459 059 \$ (193 500 000 – 13 040 941 \$) conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales

# Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

## *Les nouveaux postes législatifs suivants ont été ajoutés :*

### Agriculture et Agroalimentaire – ministère

**Législatif** – Paiements de subventions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie

**Législatif** – Paiements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie

**Législatif** – Paiements de contributions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie

**Législatif** – Contributions à la gestion des risques agricoles – Programme canadien du revenu agricole

**Législatif** – Paiement en vertu de la *Loi sur la protection du revenu agricole* – Décret de remise conditionnelle concernant le Régime d'assurance-revenu brut du Québec

### Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

**Législatif** – Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile

### Finances – ministère

**Législatif** – Fiducie pour l'immigration et la santé publique 2004

**Législatif** – Paiement unique de péréquation à la Saskatchewan

**Législatif** – Paiement de péréquation à la Nouvelle-Écosse

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement .....	1 005 537 000	.....	<b>34 828 080</b>	1 040 365 080
5a Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital.....	123 814 000	.....	<b>7 969 722</b>	131 783 722
10a Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre, dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i> ), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2003 à.....	492 190 579	.....	<b>128 781 385</b>	620 971 964
(L) Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> .....	250 000	.....	.....	250 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	106 372 000	.....	.....	106 372 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports.....	.....	.....	.....	.....
Total de l'organisme .....	1 728 233 549	.....	<b>171 579 187</b>	1 899 812 736
<b>Agence canadienne de développement international</b>				
15a Agence canadienne de développement international – Dépenses de fonctionnement .....	200 289 000	.....	<b>7 001 503</b>	207 290 503
20a Agence canadienne de développement international – Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses .....	2 210 878 000	.....	<b>11 507 635</b>	2 222 385 635
(L) Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> .....	221 285 000	.....	.....	221 285 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	22 459 000	.....	.....	22 459 000
Total budgétaire .....	2 654 980 970	.....	<b>18 509 138</b>	2 673 490 108

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
L25a Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 180 459 059 \$ (193 500 000 \$ - 13 040 941 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales .....	1	.....	1	2
L30 Paiement de billets aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital.....	3 865 000	.....	.....	3 865 000
(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital.....	3 065 883	.....	.....	3 065 883
Total non-budgétaire.....	6 930 884	.....	1	6 930 885
Total de l'organisme .....	2 661 911 854	.....	<b>18 509 139</b>	2 680 420 993
<b>Centre de recherches pour le développement international</b>				
35 Versements au Centre de recherches pour le développement international.....	119 086 000	.....	.....	119 086 000
Total de l'organisme .....	119 086 000	.....	.....	119 086 000
<b>Commission mixte internationale</b>				
40a Commission mixte internationale – Dépenses du Programme.....	7 340 000	.....	<b>126 604</b>	7 466 604
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	644 000	.....	.....	644 000
Total de l'organisme .....	7 984 000	.....	<b>126 604</b>	8 110 604
Total du portefeuille.....	4 517 215 403	.....	<b>190 214 930</b>	4 707 430 333

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Contributions supplémentaires pour trois nouvelles opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Burundi, au Soudan et à Haïti et pour les coûts supplémentaires des opérations en République démocratique du Congo, en Éthiopie, en Érythrée, au Liberia et en Côte d'Ivoire.....	.....	.....	91 642	91 642
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	47 511	.....	.....	47 511
Initiatives liées à la destruction, à l'élimination ou à la sécurisation d'armes de destruction massive dans les pays de l'ancienne Union soviétique (Programme de partenariat mondial du Canada)	2 689	.....	35 505	38 194
Investissement en biens immobiliers dans les missions canadiennes à l'étranger .....	.....	6 931	.....	6 931
Projets visant à retirer les mines antipersonnel et les débris de guerre explosifs dans divers pays y compris la Jordanie, le Bangladesh, la Mauritanie, l'Éthiopie, la Colombie, le Nicaragua, le Pérou et l'Équateur*.....	.....	.....	4 150	4 150
Coûts supplémentaires pour les opérations à l'étranger en raison de l'ajout de personnel affecté à des missions canadiennes par Patrimoine canadien et l'Agence canadienne de développement international .....	2 732	1 039	.....	3 771
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 520	.....	.....	1 520
Activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 073	.....	420	1 493
Fonds liés à la ratification par le Canada d'un cadre juridique exhaustif régissant les espaces marins, leurs utilisations et leurs ressources (Convention des Nations Unies sur le droit de la mer) ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	.....	1 440	1 440
Activités visant à atténuer l'incidence de la surpêche étrangère dans l'océan Atlantique ( <i>poste horizontal</i> ) .....	938	.....	.....	938
Fonds pour promouvoir l'identité canadienne à l'étranger et pour favoriser une meilleure cohésion sociale au Canada .....	.....	.....	550	550
<b>Montant brut</b>	<b>56 463</b>	<b>7 970</b>	<b>133 707</b>	<b>198 140</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 635	.....	4 926	6 561
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	20 000	.....	.....	20 000
<b>Montant net</b>	<b>34 828</b>	<b>7 970</b>	<b>128 781</b>	<b>171 579</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 1 634 570 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des fonds mis de côté pour payer la part du Ministère pour la participation du Canada dans deux nouvelles organisations internationales (720 070 \$), pour augmenter les subventions d'appui aux relations culturelles et les subventions dans le domaine des relations avec les universités (414 500 \$) et pour un virement à la Défense nationale pour une contribution au Centre Pearson pour le maintien de la paix (500 000 \$).

**Crédit 10** : Des fonds autorisés de 4 925 500 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en contributions (4 285 500 \$) et d'un virement à l'Agence canadienne de développement international pour les Jeux de la Francophonie de 2005 au Niger (640 000 \$).

\* L'avance de fonds d'un montant de 1 831 050 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Des renseignements additionnels à cet égard se trouvent à la section Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor, au début de ce document.

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

## Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Coopération et sécurité internationales</i>		
Subventions à l'appui des activités liées au déminage et aux débris de guerre explosifs (L'avance de fonds d'un montant de 1 831 050 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer une partie de ce poste) .....	<b>4 150 000</b>	.....
<i>Diplomatie ouverte</i>		
Subventions dans le domaine des relations culturelles .....	400 000	.....
Subventions dans le domaine des relations avec les universités .....	150 000	.....
	<b>550 000</b>	.....
<b>Total des subventions brutes</b>	<b>4 700 000</b>	.....
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Coopération et sécurité internationales</i>		
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies .....	91 642 290	.....
Contributions dans le cadre du programme Partenariat mondial du G8 pour la destruction, la liquidation ou la sécurisation d'armes et de matériel de destruction massive dans la Fédération de la Russie et dans les autres pays de l'ancienne Union soviétique dans les secteurs d'activité suivants:		
- la destruction des armes chimiques .....	4 000 000	.....
- le démantèlement des sous-marins nucléaires .....	27 304 454	.....
- la sécurité radiologique et nucléaire .....	3 800 000	.....
- le fonds des projets spéciaux du Partenariat mondial .....	400 000	.....
Tribunal international du droit de la mer .....	919 250	.....
Autorité internationale des fonds marins .....	520 891	.....
Programme international de contribution à la catégorie du changement climatique .....	420 000	.....
<b>Total des contributions brutes</b>	<b>129 006 885</b>	.....
<b>Total des paiements de transfert bruts</b>	<b>133 706 885</b>	.....
<i>Moins : Fonds disponibles .....</i>	4 925 500	.....
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>128 781 385</b>	.....



# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

## Agence canadienne de développement international

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 15</b>	<b>Crédit 20</b>	<b>Crédit L25</b>	<b>Total</b>
Subventions supplémentaires pour l'aide internationale en Haïti et en Afghanistan, ainsi que pour respecter les engagements relatifs à la lutte contre la malnutrition et la maladie .....	.....	161 543	.....	161 543
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontale</i> ) .....	6 745	.....	.....	6 745
Besoin additionnel en contributions pour l'aide internationale relative aux Jeux de la Francophonie de 2005 au Niger .....	.....	640	.....	640
Activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada ( <i>poste horizontale</i> ) .....	256	.....	.....	256
Diminution du plafond de l'émission et des paiements aux comptes du fonds d'institutions financières internationales .....	.....	.....	.....	.....
<b>Montant brut</b>	<b>7 001</b>	<b>162 183</b>	<b>.....</b>	<b>169 184</b>
Moins : Autorisations de dépenser à même le crédit .....	.....	150 675	.....	150 675
<b>Montant net</b>	<b>7 001</b>	<b>11 508</b>	<b>.....</b>	<b>18 509</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 20** : Des fonds autorisés de 150 675 365 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en contributions pour l'aide internationale (148 502 059 \$) et d'un transfert au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Affaires étrangères) pour le coût des opérations à l'étranger (2 173 306 \$).

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

## Agence canadienne de développement international

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Programmes géographiques</i>		
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales .....	53 000 000	.....
<i>Programmes multilatéraux</i>		
Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que d'institutions, d'organisations et d'organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement .....	58 300 000	.....
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales .....	50 000 000	.....
	<b>108 300 000</b>	<b>.....</b>
<i>Partenariat canadien</i>		
Aide au développement pour l'éducation et la formation des particuliers .....	243 000	.....
<b>Total des subventions brutes</b>	<b>161 543 000</b>	<b>.....</b>
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Programmes géographiques</i>		
Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernement des autres pays donateurs et des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement .....	640 000	.....
<b>Total des contributions brutes</b>	<b>640 000</b>	<b>.....</b>
<b>Total des paiements de transfert bruts</b>	<b>162 183 000</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles .....</i>	<i>150 675 365</i>	<i>.....</i>
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>11 507 635</b>	<b>.....</b>

## Commission mixte internationale

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission mixte internationale demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 40</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontale</i> ) .....	<b>127</b>

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement .....	537 665 000	.....	<b>71 313 844</b>	608 978 844
5a Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses en capital.....	17 302 000	.....	.....	17 302 000
10a Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	4 970 145 900	.....	<b>11 066 722</b>	4 981 212 622
15a Paiements à la Société canadienne des postes.....	27 600 000	.....	<b>9 400 000</b>	37 000 000
<u>26a</u> Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 229 734 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	<b>3 229 734</b>	<b>2 587 674</b>	5 817 408
<u>27a</u> Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 561 533 \$ du crédit 5 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	<b>7 561 533</b>	<b>9 500 000</b>	17 061 533
<u>28a</u> Commission des revendications des Indiens – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 143 936 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....	.....	<b>5 143 936</b>	<b>1</b>	5 143 937
(L) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington.....	15 000	.....	.....	15 000
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités.....	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales .....	148 558 000	.....	.....	148 558 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources.....	1 472 000	.....	.....	1 472 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	54 535 000	.....	.....	54 535 000
Total budgétaire .....	5 760 762 870	<b>15 935 203</b>	<b>103 868 241</b>	5 880 566 314

\* Voir la note au bas de la page 94.

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
L20 Prêts à des revendicateurs autochtones .....	38 103 000	.....	.....	38 103 000
L25 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer aux processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique .....	35 500 000	.....	.....	35 500 000
Total non-budgétaire .....	73 603 000	.....	.....	73 603 000
Total du Ministère .....	5 834 365 870	<b>15 935 203</b>	<b>103 868 241</b>	5 954 169 314
<b>Commission canadienne des affaires polaires</b>				
30a Commission canadienne des affaires polaires – Dépenses du Programme et contributions .....	899 000	.....	<b>23 869</b>	922 869
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	74 000	.....	.....	74 000
Total de l'organisme .....	973 000	.....	<b>23 869</b>	996 869
Total du portefeuille .....	5 835 338 870	<b>15 935 203</b>	<b>103 892 110</b>	5 955 166 183

\* En vertu des décrets C.P. 2004-0849 et C.P. 2004-0850, transfert, du Bureau du Conseil privé au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, de la responsabilité à l'égard du Secrétariat des affaires autochtones (Division de l'interlocuteur fédéral) (10 791 267 \$).

Le décret C.P. 2004-0858 désigne le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien comme ministre chargé de l'administration de la Commission des revendications particulières des Indiens (5 143 936 \$).

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés ( <i>poste horizontal</i> ).....	45 332	.....	2 030	47 362
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ).....	21 293	.....	.....	21 293
Fonds pour offrir des programmes et des services fédéraux à deux communautés du Labrador, dont des services de santé et des services de police communautaire (Stratégie globale de guérison des Innus du Labrador) ( <i>poste horizontal</i> ).....	286	.....	14 514	14 800
Fonds pour le projet de gazoduc dans le Nord des Territoires du Nord-Ouest (Secrétariat du projet de gaz du Nord et Projet de gazoduc dans les Territoires du Nord-Ouest) ( <i>poste horizontal</i> )....	6 471	.....	1 602	8 073
Règlements extrajudiciaires.....	5 645	.....	.....	5 645
Transfert du surplus de terres de la Couronne fédérale (Camp Nanaïmo) de la Défense nationale (y compris les coûts de possession).....	175	4 334	.....	4 509
Fonds pour les activités liées aux Projets d'infrastructure des Premières nations.....	.....	.....	4 067	4 067
Fonds à l'appui des négociations de règlements extrajudiciaires auprès des Dénésoûlinés du Manitoba et de la Saskatchewan.....	.....	.....	3 000	3 000
Fonds à l'appui de la participation du Conseil des Dogribs (Ticho) visés par le Traité n° 11 dans le processus législatif de la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale.....	.....	.....	2 000	2 000
Ressources additionnelles pour appuyer les négociations fédérales en vue d'une entente cadre avec les Mi'kmaq et les Malécites de l'Î.-P.-É. et du Québec ainsi que les négociations préliminaires de traités progressifs ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 311	.....	.....	1 311
Fonds provisoires pour rédiger la réponse au jugement rendu par la Cour suprême du Canada dans l'affaire <i>R. c. Powley</i> afin de financer la recherche, les discussions multilatérales et l'établissement de la capacité des organisations de Métis ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	.....	1 000	1 000
Fonds pour poursuivre la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuvialuits ( <i>poste horizontal</i> ).....	3	.....	739	742
Paiements à l'appui du processus de révision de la traduction française de l'accord définitif sur la revendication territoriale globale des Inuits du Labrador.....	.....	.....	700	700
Fonds supplémentaires pour la mise en œuvre de l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu.....	.....	.....	615	615
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) ( <i>poste horizontal</i> ).....	450	.....	.....	450
Paiements aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale.....	.....	.....	365	365
Fonds supplémentaires pour le Programme de formation scientifique dans le Nord.....	.....	.....	364	364
Paiements de subventions additionnelles au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest à l'appui des activités liées à la mise en œuvre de l'entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in.....	.....	.....	313	313
Réaffectation à même l'enveloppe de l'éducation spécialisée pour effectuer un rajustement en raison de la sous-évaluation du salaire de base des enseignants des écoles fédérales en Ontario ....	250	.....	.....	250
Rajustements en fonction de l'Indice implicite de prix de la demande intérieure finale pour la Commission Crie-Naskapie.....	.....	.....	192	192
Transfert de la Défense nationale pour l'évaluation environnementale du Camp Ipperwash.....	.....	.....	174	174
Processus de ratification de la Première nation du Kwanlin Dun.....	.....	.....	120	120

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Entente sur le développement provisoire des ressources des Premières nations du Deh Cho.....	.....	.....	100	100
Fonds au Conseil fédéral du Yukon afin de coordonner les activités du gouvernement fédéral dans cette région.....	98	.....	.....	98
Transfert de la Défense nationale concernant l'entente relative aux paiements anticipés d'une compensation aux personnes âgées accordée aux Chippewas de Kettle Point et de Stony Point.....	.....	.....	15	15
<b>Montant brut</b>	<b>81 314</b>	<b>4 334</b>	<b>31 910</b>	<b>117 558</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	4 334	15 844	20 178
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	10 000	.....	5 000	15 000
<b>Montant net</b>	<b>71 314</b>	<b>.....</b>	<b>11 066</b>	<b>82 380</b>

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 15	Total
Coûts supplémentaires liés au service aérien omnibus de colis destinés au Nord.....	9 400	9 400
<b>Montant net</b>	<b>9 400</b>	<b>9 400</b>

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 26	Crédit 27	Crédit 28	Total
Fonds provisoires pour rédiger la réponse au jugement rendu par la Cour suprême du Canada dans l'affaire <i>R. c. Powley</i> afin de financer la recherche, les discussions multilatérales et l'établissement de la capacité des organisations de Métis ( <i>poste horizontal</i> )*.....	2 587	9 500	.....	12 087
Transfert du Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits du Conseil privé.....	3 231	7 562	.....	10 793
Transfert de la Commission des revendications des Indiens du Conseil privé.....	.....	.....	5 144	5 144
<b>Montant brut</b>	<b>5 818</b>	<b>17 062</b>	<b>5 144</b>	<b>28 024</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	3 230	7 562	5 144	15 936
<b>Montant net</b>	<b>2 588</b>	<b>9 500</b>	<b>.....</b>	<b>12 088</b>
				<b>103 868</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 4 334 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du virement à la Défense nationale pour le Camp Nanaimo.

**Crédit 10** : Des fonds autorisés totalisant 15 843 528 \$ sont disponibles à même le crédit : 4 400 000 \$ en raison du virement à Transports Canada pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions éloignées; 250 000 \$ en raison du virement à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec pour les télécommunications au Nunavik; 200 000 \$ en raison du virement à la Défense nationale pour le Programme des Rangers juniors canadiens; 25 000 \$ en raison du virement au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Conseil canadien Traverser les frontières; 9 400 000 \$ en raison du virement au crédit 15 pour le service aérien omnibus de colis destinés au Nord; 300 000 \$ en raison du virement au crédit 1 pour l'éducation spécialisée et 1 268 528 \$ en raison de la diminution des besoins en contributions.

\* L'avance de fonds d'un montant de 3 400 000 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Des renseignements additionnels à cet égard se trouvent à la section Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor, au début de ce document.

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Ministère

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 26** : Des fonds autorisés totalisant 3 229 734 \$ sont disponibles du crédit 1 (Conseil privé) à la suite du transfert du Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits du Conseil privé.

**Crédit 27** : Des fonds autorisés totalisant 7 561 533 \$ sont disponibles du crédit 5 (Conseil privé) à la suite du transfert du Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits du Conseil privé.

**Crédit 28** : Des fonds autorisés totalisant 5 143 936 \$ sont disponibles du crédit 1 (Conseil privé) à la suite du transfert de la Commission des revendications des Indiens du Conseil privé.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Affaires indiennes et inuites</i>		
Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour faciliter la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales .....	539 914	.....
Paiements aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale.....	364 614	.....
	<b>904 528</b>	<b>.....</b>
<i>Affaires du Nord</i>		
Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation en matière de recherche scientifique sur le Nord.....	<b>364 000</b>	<b>.....</b>
<b>Total des subventions brutes</b>	<b>1 268 528</b>	<b>.....</b>
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Affaires indiennes et inuites</i>		
Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour la surveillance de la mise en œuvre de la <i>Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec</i> .....	192 242	.....
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre des règlements de revendications territoriales globales .....	1 227 919	.....
Paiements à des groupes de requérants pour l'exécution des activités relatives à l'inscription et à la ratification touchant les ententes sur les revendications avant la ratification d'ententes définitives .....	820 000	.....
Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés .....	2 030 000	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique, de l'éducation, du développement social, des immobilisations et de l'entretien, et du soutien aux administrations indiennes :		
Immobilisations et entretien.....	18 580 825	.....
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	6 189 000	.....
	<b>29 039 986</b>	<b>.....</b>
<i>Affaires du Nord</i>		
Contributions aux particuliers, aux organisations et autres ordres de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord.....	<b>1 601 736</b>	<b>.....</b>
<i>Interlocuteur fédéral</i>		
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral .....	10 510 110	.....
Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain .....	6 551 423	.....
	<b>17 061 533</b>	<b>.....</b>
<b>Total des contributions brutes</b>	<b>47 703 255</b>	<b>.....</b>
<b>Total des paiements de transfert bruts</b>	<b>48 971 783</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles .....</i>	28 405 061	.....
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>20 566 722</b>	<b>.....</b>

**AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN**  
**Commission canadienne des affaires polaires**

---

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

La Commission canadienne des affaires polaires demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 30</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	<b>24</b>

---



# AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
2a Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 31 638 000 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 346 269 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....	.....	<b>31 984 269</b>	<b>1</b>	31 984 270
6a Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 285 073 731 \$ du crédit 60 de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....	.....	<b>285 073 731</b>	<b>(1 637 481)</b>	283 436 250
(L) Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile .....	.....	.....	<b>69 970</b>	69 970
Total du portefeuille.....	.....	<b>317 058 000</b>	<b>(1 567 510)</b>	315 490 490

Nota :

Les montants des crédits négatifs de la colonne « Nouveau crédit » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans l'annexe 1 proposée du projet de loi de crédits.

\* En vertu du décret C.P. 2004-0866, la responsabilité à l'égard de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été transférée au ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie (317 058 000 \$) .

# AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

## Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 2</u>	<u>Crédit 6</u>	<u>Total</u>
Transfert de la responsabilité de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec du ministre de l'Industrie au ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie.....	31 638	285 420	317 058
Fonds pour aider les industries canadiennes du textile et du vêtement (Initiative Accès des pays les moins avancés aux marchés) ( <i>poste horizontal</i> ).....	346	2 635	2 981
Mise sur pied d'une infrastructure de télécommunication dans la région du Nunavik dans le but de brancher 14 communautés inuites à des services qui sont maintenant offerts par voie électronique.....	.....	250	250
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	81	81
Fonds consacrés à une étude entreprise par Culture Montréal afin de déterminer la place de la région montréalaise à titre de ville de création en la comparant à d'autres villes canadiennes, américaines et européennes.....	.....	50	50
<b>Montant brut</b>	<b>31 984</b>	<b>288 436</b>	<b>320 420</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	31 984	285 074	317 058
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	.....	5 000	5 000
<b>Montant net</b>	<b>.....</b>	<b>(1 638)</b>	<b>(1 638)</b>
<b>Législatif</b>			
Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile.....			70
			<b>(1 568)</b>

## Explication des fonds disponibles

**Crédit 2** : Des fonds autorisés totalisant 31 984 269 \$ sont disponibles, soit un montant de 31 638 000 \$ à partir du crédit 55 (Industrie) et 346 269 \$ du crédit 60 (Industrie) en raison du transfert de la responsabilité de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec du ministre de l'Industrie au ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie.

**Crédit 6** : Des fonds autorisés de 285 420 000 \$ sont disponibles à partir du crédit 60 (Industrie) en raison du transfert de la responsabilité de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec du ministre de l'Industrie au ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie.

**AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES  
RÉGIONS DU QUÉBEC**

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b>Subventions</b>		
<i>Promotion du développement économique des régions du Québec</i>		
Subventions au Programme Innovation Développement de l'Entrepreneurship et Exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises.....	<b>225 000</b>	.....
<b>Contributions</b>		
<i>Promotion du développement économique des régions du Québec</i>		
Contributions au Programme Innovation Développement de l'Entrepreneurship et Exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises.....	62 242 000	.....
Contributions au Programme de développement des collectivités.....	18 000 000	.....
Contributions au Programme Initiatives régionales stratégiques.....	82 375 000	.....
Contributions au Programme canadien d'appui à l'économie de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.....	8 625 000	.....
Contributions à la province de Québec en vertu du Programme Infrastructures Canada.....	116 969 250	.....
<b>Total des contributions brutes</b>	<b>288 211 250</b>	.....
<b>Total des paiements de transfert bruts</b>	<b>288 436 250</b>	.....
<i>Moins : Fonds disponibles.....</i>	290 073 731	.....
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>(1 637 481)</b>	.....



# AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit		
<b>Ministère</b>					
1	Dépenses de fonctionnement .....	81 924 000	.....	.....	81 924 000
5a	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	385 737 000	.....	<b>(9 000 000)</b>	376 737 000
(L)	Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	8 821 000	.....	.....	8 821 000
	Total du Ministère.....	476 551 970	.....	<b>(9 000 000)</b>	467 551 970
<b>Société d'expansion du Cap-Breton</b>					
10	Paievements à la Société d'expansion du Cap-Breton .....	12 645 000	.....	.....	12 645 000
	Total de l'organisme .....	12 645 000	.....	.....	12 645 000
	Total du portefeuille.....	489 196 970	.....	<b>(9 000 000)</b>	480 196 970

Nota : Les montants des crédits négatifs de la colonne «Nouveau crédit» sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans l'annexe 1 proposée du projet de loi de crédits.

**AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE**  
**Ministère**

---

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique – <i>Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés</i>	<b>Crédit 5</b>
Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement*.....	<b>(9 000)</b>

\* La contribution à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement est fournie à titre d'information seulement.

# AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Agence des douanes et du revenu du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 711 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .	2 649 405 984	(250 269 985)	(7 079 000)	2 392 056 999
5 Contributions .....	161 068 888	.....	.....	161 068 888
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Dépense des revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i> .....	31 199 000	.....	(12 110 000)	19 089 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	449 032 000	.....	.....	449 032 000
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	159 000 000	.....	.....	159 000 000
Total du Ministère.....	3 449 775 842	(250 269 985)	(19 189 000)	3 180 316 857
<b>Société canadienne des postes</b>				
10 Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales .....	197 210 000	.....	.....	197 210 000
Total de l'organisme .....	197 210 000	.....	.....	197 210 000
Total du portefeuille.....	3 646 985 842	(250 269 985)	(19 189 000)	3 377 526 857

Nota :

Le budget des dépenses précédent comprend les montants de 200 281 984 \$ au crédit 1 et 17 342 888 \$ au crédit 5, qui ont été votés en 2003-2004 et qui seront dépensés en 2004-2005.

Les montants des crédits négatifs de la colonne «Nouveau crédit» sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans l'annexe 2 proposée du projet de loi de crédits.

\* En vertu du décret C.P. 2003-2064, transfert de la responsabilité du programme des douanes de l'Agence des douanes et du revenu du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada (250 980 985 \$) .

En vertu du décret C.P. 2004-0026, transfert, du Ministère des Transports à l'Agence des douanes et du revenu du Canada, de la part du secteur du Secrétariat des sociétés d'État ayant trait à la Monnaie royale canadienne et à la Société canadienne des postes (711 000 \$) .

# AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 1</u>	<u>Législatif</u>	<u>Total</u>
L'Agence des douanes et du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds pour mener des enquêtes dans le cas d'activités de blanchiment d'argent, pour les prévenir et pour intenter des poursuites ( <i>poste horizontal</i> ).....	4 921	.....	4 921
Transfert du Secrétariat des sociétés d'État de Transports Canada en raison de la restructuration du gouvernement .....	711	.....	711
<b>Montant brut</b>	<b>5 632</b>		<b>5 632</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	711	.....	711
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement* .....	12 000	.....	12 000
<b>Montant net</b>	<b>(7 079)</b>	<b>.....</b>	<b>(7 079)</b>
(S) Diminution des revenus prévus en raison du transfert des responsabilités à l'Agence des services frontaliers du Canada .....		(12 110)	(12 110)
	<b>(7 079)</b>	<b>(12 110)</b>	<b>(19 189)</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 711 000 \$ sont disponibles du crédit 1 (Transport Canada) en raison du transfert de la responsabilité du Secrétariat des sociétés d'État en ce qui a trait à la Monnaie royale canadienne et à la Société canadienne des postes.

\* La contribution à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement est fournie à titre d'information seulement.



# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit		
<b>Ministère</b>					
1a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement .....	563 213 000	.....	<b>61 434 153</b>	624 647 153
5a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital .....	36 631 000	.....	<b>230 475</b>	36 861 475
10a	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	334 955 315	.....	<b>69 535 370</b>	404 490 685
15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 700 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières .....	1	.....	.....	1
20	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par la Société du crédit agricole pour les besoins du Programme national renouvelé (2001) sur l'éthanol de la biomasse .....	1	.....	.....	1
(L)	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> .....	200 000	.....	.....	200 000
(L)	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture.....	378 916 000	.....	.....	378 916 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> .....	65 500 000	.....	.....	65 500 000
(L)	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i> .....	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole – Programme d'assurance-récolte</i> .....	227 300 000	.....	.....	227 300 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole – Compte de stabilisation du revenu net</i> .....	212 600 000	.....	.....	212 600 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole – Programmes provinciaux</i> .....	147 465 667	.....	.....	147 465 667
(L)	Contributions au Programme de redressement de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) .....	69 400 000	.....	.....	69 400 000
(L)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	70 595 000	.....	.....	70 595 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel .....	.....	.....	.....	.....
(L)	Paiements de subventions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie .....	.....	.....	<b>842 810 000</b>	842 810 000
(L)	Paiements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie.....	.....	.....	<b>245 280 000</b>	245 280 000

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
(L) Paiements de contributions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie .....	.....	.....	<b>85 190 000</b>	85 190 000
(L) Contributions à la gestion des risques agricoles – Programme canadien du revenu agricole.....	.....	.....	<b>65 000 000</b>	65 000 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Décret de remise conditionnelle visant le Régime d'assurance-revenu brut du Québec..	.....	.....	<b>7 800 000</b>	7 800 000
Total du Ministère.....	2 110 845 954	.....	<b>1 377 279 998</b>	3 488 125 952
<b>Commission canadienne du lait</b>				
25 Dépenses du Programme.....	3 211 000	.....	.....	3 211 000
Total de l'organisme .....	3 211 000	.....	.....	3 211 000
<b>Agence canadienne d'inspection des aliments</b>				
30a Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions .....	390 981 000	.....	<b>47 100 653</b>	438 081 653
35a Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital.....	14 494 000	.....	<b>13 825 310</b>	28 319 310
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C., 1997, ch. 6).....	1 500 000	.....	<b>66 000 000</b>	67 500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	69 905 000	.....	.....	69 905 000
Total de l'organisme .....	476 880 000	.....	<b>126 925 963</b>	603 805 963
<b>Commission canadienne des grains</b>				
40a Commission canadienne des grains – Dépenses du Programme.....	19 245 000	.....	<b>891 700</b>	20 136 700
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(127 000)	.....	.....	(127 000)
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 175 000	.....	.....	2 175 000
Total de l'organisme .....	21 293 000	.....	<b>891 700</b>	22 184 700
Total du portefeuille.....	2 612 229 954	.....	<b>1 505 097 661</b>	4 117 327 615

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds visant à fournir une aide au revenu agricole à la collectivité agricole.....	2 150	.....	42 124	44 274
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) ( <i>poste horizontal</i> ) ..	20 059	.....	17 100	37 159
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	22 739	.....	.....	22 739
Fonds pour appuyer l'éradication du virus de la sharka du prunier qui touche l'industrie fruitière ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 834	.....	7 338	9 172
Fonds pour administrer un programme pour aider l'industrie agricole à effectuer la transition au nouveau programme de gestion des risques de l'entreprise du Cadre stratégique de l'agriculture.....	6 010	.....	.....	6 010
Fonds à l'appui des programmes de gestion des risques non liés à l'entreprise dans le cadre de l'Initiative de suivi et de retraçage du Cadre stratégique de l'agriculture.....	2 800	.....	2 900	5 700
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle ( <i>poste horizontal</i> ).....	5 340	.....	.....	5 340
Réinvestissement des revenus provenant des ventes et de la prestation de services .....	1 396	.....	.....	1 396
Activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada ( <i>poste horizontal</i> ).....	599	.....	.....	599
Fonds à l'appui d'activités et de programmes de communication, dont la ligne 1 800 O-Canada, les Éditions du gouvernement du Canada, la Gazette du Canada et le Programme des expositions rurales (à la suite de la fin des activités de Communication Canada) ( <i>poste horizontal</i> ).....	500	.....	.....	500
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	308	.....	.....	308
Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	230	.....	230
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	.....	73	73
<b>Montant brut</b>	<b>63 735</b>	<b>230</b>	<b>69 535</b>	<b>133 500</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 300	.....	.....	2 300
<b>Montant net</b>	<b>61 435</b>	<b>230</b>	<b>69 535</b>	<b>131 200</b>

### Législatif

Paiements de transfert dans le cadre du Programme d'aide transitoire à l'industrie qui vise à aider l'industrie agricole à effectuer la transition au nouveau programme de gestion des risques de l'entreprise du Cadre stratégique de l'agriculture.....	.....	.....	.....	928 000
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) ( <i>poste horizontal</i> ) ..	.....	.....	.....	245 280
Paiements de contributions dans le cadre du Programme canadien de revenu agricole afin de protéger les producteurs contre une baisse importante du revenu agricole .....	.....	.....	.....	65 000
Paiements en vertu de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Décret de remise conditionnelle visant le Régime d'assurance-revenu brut du Québec.....	.....	.....	.....	7 800
<b>Total des postes législatifs</b>	.....	.....	.....	<b>1 246 080</b>
				<b>1 377 280</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 2 300 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un virement à Environnement Canada pour déterminer et élaborer des normes nationales de rendement agro-environnementales conformément au Cadre stratégique de l'agriculture.

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Sécurité du système alimentaire</i>		
(L) Paiements de subventions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie.....	.....	<b>842 810 000</b>
<b>Total des subventions</b>	<b>.....</b>	<b>842 810 000</b>
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Sécurité du système alimentaire</i>		
Contributions visant à fournir une aide au revenu agricole à la collectivité agricole .....	42 124 000	.....
Contributions à l'appui de l'industrie canadienne du bovin de boucherie.....	17 100 000	.....
Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques non liés à l'entreprise conformément au Cadre stratégique pour l'agriculture – Initiative de suivi et de retraçage .....	2 900 000	.....
(L) Paiements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie.....	.....	245 280 000
(L) Paiements de contributions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie.....	.....	85 190 000
(L) Contributions à la gestion des risques agricoles - Programme canadien du revenu agricole .....	.....	65 000 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Décret de remise conditionnelle visant le Régime d'assurance-revenu brut du Québec .....	.....	7 800 000
	<b>62 124 000</b>	<b>403 270 000</b>
<i>Innovations propices à la croissance</i>		
Programme d'éradication de la sharka du prunier .....	7 338 000	.....
Contributions à l'appui du Canada rural et du développement dans le secteur des coopératives.....	73 370	.....
	<b>7 411 370</b>	<b>.....</b>
<b>Total des contributions</b>	<b>69 535 370</b>	<b>403 270 000</b>
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>69 535 370</b>	<b>1 246 080 000</b>

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Agence canadienne d'inspection des aliments

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 30</u>	<u>Crédit 35</u>	<u>Total</u>
L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :			
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	20 857	13 395	34 252
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	19 644	329	19 973
Fonds pour appuyer l'éradication du virus de la sharka du prunier qui touche l'industrie fruitière ( <i>poste horizontal</i> ) .....	5 448	.....	5 448
Fonds pour mener des projets liés à la mise au point et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	686	.....	686
Initiatives liées à la sécurité publique (sécurité maritime, Initiative sur la frontière intelligente, politique de sécurité nationale) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	466	.....	466
Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés ( <i>poste horizontal</i> ) .....	.....	101	101
<b>Montant net</b>	<b>47 101</b>	<b>13 825</b>	<b>60 926</b>

### Législatif

Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C., 1997, ch. 6) .....	66 000
	<b>126 926</b>

### Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Santé des animaux</i>		
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> .....	.....	<b>66 000 000</b>

## Commission canadienne des grains

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des grains demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 40</u>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	<b>892</b>



# ANCIENS COMBATTANTS

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
<b>Programme des anciens combattants</b>				
1a Anciens combattants – Dépenses de fonctionnement...	771 858 000	.....	<b>11 553 663</b>	783 411 663
5a Anciens combattants – Dépenses en capital .....	33 296 000	.....	<b>1 914 678</b>	35 210 678
10a Anciens combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor .....	1 934 781 000	.....	<b>1 500 000</b>	1 936 281 000
(L) Ministre des Anciens combattants – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Crédits de réadaptation, en vertu de l’article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> .....	2 000	.....	.....	2 000
(L) Remboursements, en vertu de l’article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> .....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l’assurance des soldats de retour au pays.....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l’assurance des anciens combattants .....	175 000	.....	.....	175 000
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés .....	36 800 000	.....	.....	36 800 000
Total du Programme .....	2 777 001 970	.....	<b>14 968 341</b>	2 791 970 311
<b>Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</b>				
15a Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses du Programme.....	8 950 000	.....	<b>286 444</b>	9 236 444
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés .....	1 769 000	.....	.....	1 769 000
Total du Programme .....	10 719 000	.....	<b>286 444</b>	11 005 444
Total du portefeuille.....	2 787 720 970	.....	<b>15 254 785</b>	2 802 975 755

## ANCIENS COMBATTANTS

### *Programme des anciens combattants*

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens combattants demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Crédit 10</u>	<u>Total</u>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	9 450	.....	.....	9 450
Fonds en capital essentiels pour l'Hôpital Sainte-Anne et pour la restauration et remise en état des monuments européens canadiens de la Première Guerre mondiale.....	.....	1 915	.....	1 915
Fonds à l'appui de la Juno Beach Association et des activités commémoratives marquant le 60 <sup>e</sup> anniversaire du jour J au Centre Juno Beach en Normandie (France).....	.....	.....	1 500	1 500
Activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 150	.....	.....	1 150
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	837	.....	.....	837
Montant compensatoire pour les anciens combattants canadiens qui se sont portés volontaires pour participer à des expériences de guerre chimique entre 1941 et les années 1970 ( <i>poste horizontal</i> ).....	531	.....	.....	531
<b>Montant brut</b>	<b>11 968</b>	<b>1 915</b>	<b>1 500</b>	<b>15 383</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	415	.....	.....	415
<b>Montant net</b>	<b>11 553</b>	<b>1 915</b>	<b>1 500</b>	<b>14 968</b>

#### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 414 678 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du réaligement des ressources pour répondre aux besoins en capital essentiels.

#### Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Prestations et services</i>		
Juno Beach Centre Association .....	<b>340 000</b>	.....
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Prestations et services</i>		
Contributions, en vertu du Programme des contributions aux partenaires, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs.....	<b>1 160 000</b>	.....
<b>Paiement de transfert nets</b>	<b>1 500 000</b>	<b>.....</b>

### *Tribunal des anciens combattants (révision et appel)*

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens combattants demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 15</u>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	<b>286</b>



# BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<u>2a</u> Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 776 500 \$ du crédit 35 (Environnement) et 1 309 000 \$ du crédit 1 (Transport) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	<b>13 085 500</b>	<b>11 373 400</b>	24 458 900
<u>7a</u> Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 305 218 500 \$ du crédit 40 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	<b>305 218 500</b>	<b>32 340 908</b>	337 559 408
<u>12a</u> Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. ....	.....	.....	<b>16 100 000</b>	16 100 000
<b>Total du portefeuille.....</b>	.....	<b>318 304 000</b>	<b>59 814 308</b>	378 118 308

\* En vertu du décret C.P. 2004-0027, transfert, du ministère des Transports au ministère de l'Environnement, du secteur du Secrétariat des sociétés d'État ayant trait à la Société immobilière du Canada limitée et à la Queens Quay West Land Corporation. Par la suite, en vertu du décret C.P. 2004-0323, transfert de ce secteur du ministère de l'Environnement au Bureau de l'infrastructure du Canada (1 309 000 \$).

Le décret C.P. 2004-0868 transfère du ministère de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et collectivités) la responsabilité à l'égard du Bureau de l'infrastructure du Canada (316 995 000 \$).

## BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 2	Crédit 7	Crédit 12	Total
Transfert de la responsabilité d'Infrastructure Canada du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et collectivités).....	11 777	305 219	.....	316 996
Investissements dans les infrastructures publiques afin d'améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (Fonds sur l'infrastructure municipale-rurale).....	.....	23 000	.....	23 000
Païement à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.*.....	.....	.....	16 100	16 100
Contribution à la Saskatchewan Property Management Corporation afin de financer le projet d'amélioration du lac Wascana.....	.....	9 000	.....	9 000
Investissements dans les infrastructures pour améliorer la qualité de vie des Canadiens et favoriser la croissance économique.....	.....	8 000	.....	8 000
Fonds pour atténuer les coûts supplémentaires liés aux changements de mandat et de responsabilités en raison de la restructuration du gouvernement*.....	8 000	.....	.....	8 000
Fonds à l'appui de recherches évaluées par les pairs, d'études de faisabilité et d'activités d'acquisition de connaissances, de sensibilisation et de rayonnement portant sur l'infrastructure fédérale.....	2 500	2 426	.....	4 926
Transfert des ressources du ministère des Transports pour le Secrétariat des sociétés d'État en raison de la restructuration du gouvernement.....	1 309	.....	.....	1 309
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontale</i> ).....	873	.....	.....	873
<b>Montant brut</b>	<b>24 459</b>	<b>347 645</b>	<b>16 100</b>	<b>388 204</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	9 758	.....	9 758
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	13 086	305 219	.....	318 305
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	.....	327	.....	327
<b>Montant net</b>	<b>11 373</b>	<b>32 341</b>	<b>16 100</b>	<b>59 814</b>
				<b>59 814</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 2** : Des fonds autorisés totalisant 13 085 500 \$ sont disponibles : 11 776 500 \$ du crédit 35 (Environnement) en raison du transfert de la responsabilité du Bureau de l'infrastructure du Canada du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et collectivités) et du virement de 1 309 000 \$ du crédit 1 (Transports) afin de transférer le secteur de l'administration publique au sein du ministère des Transports connu sous le nom de Secrétariat des sociétés d'État en ce qui a trait à la Société immobilière du Canada limitée et à la Queens Quay West Land Corporation.

**Crédit 7** : Des fonds autorisés totalisant 314 976 392 \$ sont disponibles : 305 218 500 \$ du crédit 40 (Environnement) en raison du transfert de la responsabilité du Bureau de l'infrastructure du Canada du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et collectivités), 9 757 892 \$ à même le crédit en raison de la diminution des besoins en contributions (8 000 000 \$) et pour des fonds affectés à un virement à Transports (1 336 890 \$), à Industrie (74 191 \$), à la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (339 000 \$) et à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (7 811 \$) du Fonds sur l'infrastructure frontalière et du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique pour des investissements en infrastructures partout au Canada.

\* L'avance de fonds d'un montant de 10 000 000 \$ (crédit 12) et 6 000 000 \$ (crédit 2) provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce programme. Des renseignements additionnels à cet égard se trouvent à la section Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor, au début de ce document.

## BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Investissement dans l'infrastructure et information sur celle-ci</i>		
Contribution à la Fédération canadienne des municipalités pour l'élaboration du Guide national pour des infrastructures municipales durables.....	1 443 750	.....
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique.....	266 239 250	.....
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	54 535 500	.....
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale.....	23 000 000	.....
Contributions dans le cadre du programme de recherches, connaissances et rayonnement.....	2 425 800	.....
<b>Total des contributions brutes</b>	<b>347 644 300</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles.....</i>	<i>315 303 392</i>	<i>.....</i>
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>32 340 908</b>	<b>.....</b>



# CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement .....	563 130 000	.....	<b>47 482 938</b>	610 612 938
5a Citoyenneté et Immigration – Contributions .....	387 671 577	.....	<b>6 847 289</b>	394 518 866
(L) Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	58 755 000	.....	.....	58 755 000
Total du Ministère.....	1 009 626 547	.....	<b>54 330 227</b>	1 063 956 774
<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>				
10a Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada – Dépenses du Programme.....	106 697 000	.....	<b>15 199 950</b>	121 896 950
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	14 407 000	.....	.....	14 407 000
Total de l'organisme .....	121 104 000	.....	<b>15 199 950</b>	136 303 950
Total du portefeuille.....	1 130 730 547	.....	<b>69 530 177</b>	1 200 260 724

# CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :			
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	19 659	.....	19 659
Fonds supplémentaires pour élaborer et dispenser une formation linguistique améliorée à l'intention des immigrants.....	3 099	11 500	14 599
Initiatives liées à la sécurité publique (sécurité maritime, Initiative sur la frontière intelligente, politique de sécurité nationale) ( <i>poste horizontal</i> ).....	12 526	.....	12 526
Fonds pour intégrer des données relatives au traitement de cas à l'échelle du ministère grâce à la technologie de l'information (Système mondial de gestion des cas) .....	6 300	.....	6 300
Fonds supplémentaires pour gérer l'arriéré des demandes de citoyenneté canadienne (Réduction de l'arriéré des demandes de citoyenneté) ( <i>poste horizontal</i> ).....	6 229	.....	6 229
Fonds pour des initiatives de prévention du racisme ( <i>poste horizontal</i> ) .....	230	475	705
Fonds pour mener des enquêtes dans le cas d'activités de blanchiment d'argent, pour les prévenir et pour intenter des poursuites ( <i>poste horizontal</i> ) .....	507	.....	507
Programme d'aide au rétablissement qui fournit des services de soutien aux réfugiés arrivant au Canada .....	440	.....	440
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) ( <i>poste horizontal</i> ).....	382	.....	382
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	187	187
Soutien aux Centres d'excellence pour favoriser et financer les recherches stratégiques liées à l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis) ( <i>poste horizontal</i> ).....	160	.....	160
Fonds pour inviter des immigrants à présenter leur histoire dans les salles de classe (Bureau des orateurs immigrants de Passages vers le Canada) .....	.....	125	125
<b>Montant brut</b>	<b>49 532</b>	<b>12 287</b>	<b>61 819</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	349	440	789
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	1 700	5 000	6 700
<b>Montant net</b>	<b>47 483</b>	<b>6 847</b>	<b>54 330</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 348 750 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du virement au Conseil de recherches en sciences humaines pour le projet Métropolis qui appuie plusieurs Centres d'excellence sur les questions relatives à l'immigration.

**Crédit 5** : Des fonds autorisés de 440 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en contributions du Programme d'aide au rétablissement qui fournit des services de soutien aux réfugiés arrivant au Canada.

### Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
<b>Contributions</b>		
<i>Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants</i>		
Fonds supplémentaires pour élaborer et dispenser une formation linguistique améliorée à l'intention des immigrants .....	11 500 000	.....
Fonds pour des initiatives de prévention du racisme .....	475 000	.....
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle .....	187 289	.....
Fonds pour inviter des immigrants à présenter leur histoire dans les salles de classe .....	125 000	.....
<b>Total des paiements de transfert bruts</b>	<b>12 287 289</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles</i> .....	5 440 000	.....
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>6 847 289</b>	<b>.....</b>

# CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

## Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 10</b>
Initiatives liées à la sécurité publique (sécurité maritime, Initiative sur la frontière intelligente, politique de sécurité nationale) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	7 888
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	4 721
Fonds supplémentaires pour maintenir l'infrastructure du programme lié à la prise de décisions à l'égard des dossiers d'immigration et des cas de réfugiés .....	2 591
<b>Montant net</b>	<b>15 200</b>

---





# COMMERCE INTERNATIONAL

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Commerce international – Dépenses de fonctionnement .....	133 047 000	.....	<b>16 048 711</b>	149 095 711
5a Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	17 210 000	.....	<b>49 500 743</b>	66 710 743
(L) Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	18 049 000	.....	.....	18 049 000
Total du Ministère.....	168 375 970	.....	<b>65 549 454</b>	233 925 424
<b>Corporation commerciale canadienne</b>				
10 Dépenses du Programme.....	16 399 000	.....	.....	16 399 000
Total de l'organisme .....	16 399 000	.....	.....	16 399 000
<b>Exportation et développement Canada</b>				
(L) Versements à Exportation et développement Canada afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> .....	50 000 000	.....	.....	50 000 000
Total budgétaire .....	50 000 000	.....	.....	50 000 000
(L) Versements à Exportation et développement Canada afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> .....	1 487 000 000	.....	.....	1 487 000 000
Total non-budgétaire.....	1 487 000 000	.....	.....	1 487 000 000
Total de l'organisme .....	1 537 000 000	.....	.....	1 537 000 000
<b>Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne</b>				
15 Dépenses du Programme.....	2 751 000	.....	.....	2 751 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	221 000	.....	.....	221 000
Total de l'organisme .....	2 972 000	.....	.....	2 972 000
Total du portefeuille.....	1 724 746 970	.....	<b>65 549 454</b>	1 790 296 424

# COMMERCE INTERNATIONAL

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Commerce international demande des fonds pour les postes suivants :			
Contributions versées aux provinces en vertu de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique de 1996-2001 .....	.....	49 801	49 801
Coûts liés à la défense des intérêts du Canada concernant le différend sur le bois d'œuvre devant des comités internationaux établis par l'Organisation mondiale du commerce et dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain .....	9 000	.....	9 000
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontale</i> ) .....	7 538	.....	7 538
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) ( <i>poste horizontale</i> ) .....	5 055	.....	5 055
Fonds destinés aux vérifications et aux évaluations, au soutien apporté aux centres du commerce international, à la collecte de données statistiques sur les communautés et à l'élaboration des profils des communautés (Programme d'appui à l'investissement dans les communautés) .....	300	.....	300
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) ( <i>poste horizontale</i> ) .....	207	.....	207
<b>Montant brut</b>	<b>22 100</b>	<b>49 801</b>	<b>71 901</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	51	300	351
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement .....	6 000	.....	6 000
<b>Montant net</b>	<b>16 049</b>	<b>49 501</b>	<b>65 550</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 51 200 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des fonds prévus pour couvrir les coûts relatifs aux régimes d'avantages sociaux des employés (26 800 \$) et aux locaux (24 400 \$), ces coûts étant liés à l'augmentation du financement affecté aux besoins du personnel.

**Crédit 5** : Des fonds autorisés de 300 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contributions.

### Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
<b>Contributions</b>		
<i>Politique commerciale</i>		
Contributions versées aux provinces relativement aux contrôles visant les exportations de bois d'œuvre .....	49 800 743	.....
<b>Total des contributions brutes</b>	<b>49 800 743</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles</i> .....	300 000	.....
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>49 500 743</b>	<b>.....</b>

# CONSEIL DU TRÉSOR

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Secrétariat</b>				
1a	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme.....			
	111 451 000	<b>(8 957 700)</b>	<b>21 070 750</b>	123 564 050
5	Éventualités du gouvernement.....			
	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10	Initiatives pangouvernementales.....			
	10 876 000	.....	.....	10 876 000
15a	Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d’autres crédits, qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d’emploi de la fonction publique y compris les membres de la GRC et les Forces canadiennes .....			
	.....	.....	<b>158 358 000</b>	158 358 000
20	Assurances de la fonction publique .....			
	1 609 500 000	.....	.....	1 609 500 000
(L)	Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile .....			
	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés .....			
	15 565 000	.....	.....	15 565 000
(L)	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> .....			
	20 000	.....	.....	20 000
	<b>2 497 481 970</b>	<b>(8 957 700)</b>	<b>179 428 750</b>	<b>2 667 953 020</b>
<b>École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)</b>				
26a	École de la fonction publique du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 29 597 200 \$ du crédit 100 (Patrimoine canadien) et de 20 781 750 \$ du crédit 10 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....			
	.....	<b>50 378 950</b>	<b>3 068 513</b>	53 447 463
	.....	<b>50 378 950</b>	<b>3 068 513</b>	53 447 463

# CONSEIL DU TRÉSOR

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada</b>				
<b>32a</b> Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 31 507 500 \$ du crédit 45 (Conseil privé), de 19 497 300 \$ du crédit 100 (Patrimoine canadien) et de 8 957 700 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	<b>59 962 500</b>	<b>2 267 237</b>	62 229 737
Total de l'organisme .....	.....	<b>59 962 500</b>	<b>2 267 237</b>	62 229 737
Total du portefeuille.....	2 497 481 970	<b>101 383 750</b>	<b>184 764 500</b>	2 783 630 220

\* En vertu du décret C.P. 2004-0853, le président du Conseil du Trésor est chargé de l'application de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada* (20 781 750 \$) .

En vertu des décrets C.P. 2004-0367 et C.P. 2004-0368, transfert, de la Commission de la fonction publique à l'École de la fonction publique du Canada, de la responsabilité des secteurs de la Commission connus sous les noms de Formation linguistique Canada et de Services intégrés au sein de la Direction générale des programmes d'apprentissage et de perfectionnement (29 597 200 \$) .

En vertu du décret C.P. 2004-0854, transfert de la responsabilité de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada au président du Conseil du Trésor (31 507 500 \$) .

En vertu du décret C.P. 2003-2074, transfert des secteurs du Secrétariat du Conseil du Trésor à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada (8 957 700 \$) .

En vertu des décrets C.P. 2004-0369 et C.P. 2004-0370, transfert de divers secteurs de la Commission de la fonction publique à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada (19 497 300 \$) .

# CONSEIL DU TRÉSOR

## Secrétariat

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 1</u>	<u>Vote 15</u>	<u>Total</u>
Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds pour les activités de faisabilité et de planification liées à une infrastructure de systèmes communs à l'échelle du gouvernement pour la gestion des ressources humaines et financières.....	9 474	.....	9 474
Fonds pour améliorer les procédés administratifs de base et intégrer l'information sur la gestion des dépenses .....	6 219	.....	6 219
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontale</i> ) .....	5 301	.....	5 301
Fonds à l'appui du Conseil national Traverser les frontières, un forum pour favoriser une gouvernance plus inclusive et la transformation des services gouvernementaux, des processus opérationnels et d'établissement de rapports.....	175	.....	175
<b>Montant brut</b>	<b>21 169</b>	<b>.....</b>	<b>21 169</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	<b>98</b>	<b>.....</b>	<b>98</b>
	<b>21 071</b>	<b>.....</b>	<b>21 071</b>

### Géré à l'échelle du ministère

Rajustements de rémunération – Transferts aux ministères et organismes pour les rajustements salariaux.....		158 358	158 358
<b>Montant net</b>	<b>21 071</b>	<b>158 358</b>	<b>179 429</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 98 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un virement au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien à l'appui des activités du Conseil fédéral régional du Yukon.

### Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b>Contributions</b>		
<i>Gestion de l'information et des technologies de l'information</i>		
Programme d'aide aux initiatives de politique et de recherche.....	<b>175 000</b>	.....

**CONSEIL DU TRÉSOR**  
**École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)**

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

L'École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 26</b>
Transfert de Formation linguistique Canada et d'un secteur de la Direction générale des programmes d'apprentissage et de perfectionnement de la Commission de la fonction publique en vertu de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> .....	29 597
Transfert de la responsabilité de l'application de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> , du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada au président du Conseil du Trésor.....	20 782
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 985
Fonds pour diversifier le curriculum de la formation en leadership de l'École de la fonction publique du Canada.....	634
Fonds pour entreprendre une « étude de la formation linguistique » .....	450
<b>Montant brut</b>	<b>53 448</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	50 379
<b>Montant net</b>	<b>3 069</b>

**Explication des fonds disponibles**

**Crédit 26** : Des fonds autorisés totalisant 50 378 950 \$ sont disponibles d'autres crédits en raison du virement de 29 597 200 \$ du crédit 100 (Patrimoine canadien) et de 20 781 750 \$ du crédit 10 (Conseil privé) en raison de la restructuration du gouvernement.

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Législatif</b>
<b>Contributions</b>		
<i>École de la fonction publique du Canada</i>		
Contribuer à la recherche ou autres activités liées à la théorie et à la pratique de la gestion dans le secteur public .....	131 250	.....
<b>Total des paiements de transfert bruts</b>	<b>131 250</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles</i> .....	131 250	.....
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>

# CONSEIL DU TRÉSOR

## Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 32</b>
Transfert de la responsabilité de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada au président du Conseil du Trésor .....	31 508
Transfert de responsabilités liées aux programmes de perfectionnement professionnel et à la recherche associée aux études démographique et du marché du travail de la Commission de la fonction publique en vertu de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> .....	19 497
Transfert de responsabilités du Secrétariat du Conseil du Trésor en raison de la restructuration du gouvernement .....	8 958
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	2 717
<b>Montant brut</b>	<b>62 680</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	450
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	59 963
<b>Montant net</b>	<b>2 267</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 32** : Des fonds autorisés totalisant 60 412 500 \$ sont disponibles : 450 000 \$ à même le crédit en raison d'un virement à l'École de la fonction publique du Canada pour entreprendre une étude sur la formation linguistique et 59 962 500 \$ d'autres crédits, plus particulièrement 31 507 500 \$ du crédit 45 (Conseil privé), 19 497 300 \$ du crédit 100 (Patrimoine canadien) et 8 957 700 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) en raison de la restructuration du gouvernement.

---





# CONSEIL PRIVÉ

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Conseil privé – Dépenses de fonctionnement.....	111 358 000	<b>(8 373 670)</b>	<b>16 469 783</b>	119 454 113
5a Conseil privé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	15 597 000	<b>(7 561 533)</b>	.....	8 035 467
(L) Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile.....	143 472	.....	.....	143 472
(L) Président du Conseil privé – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Ministres sans portefeuille ou ministres d'État – Allocation pour automobile.....	27 586	.....	.....	27 586
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	14 595 000	.....	.....	14 595 000
Total du Ministère.....	141 860 998	<b>(15 935 203)</b>	<b>16 469 783</b>	142 395 578
<b>École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)</b>				
10a École de la fonction publique du Canada – Dépenses du Programme.....	27 709 000	<b>(20 781 750)</b>	.....	6 927 250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 632 000	.....	.....	1 632 000
Total de l'organisme.....	29 341 000	<b>(20 781 750)</b>	.....	8 559 250
<b>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</b>				
15 Dépenses du Programme.....	5 897 000	.....	.....	5 897 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	455 000	.....	.....	455 000
Total de l'organisme.....	6 352 000	.....	.....	6 352 000
<b>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</b>				
20a Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports – Dépenses du Programme.....	26 017 000	.....	<b>1 115 200</b>	27 132 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 038 000	.....	.....	4 038 000
Total de l'organisme.....	30 055 000	.....	<b>1 115 200</b>	31 170 200
<b>Directeur général des élections</b>				
25a Directeur général des élections – Dépenses du Programme.....	13 186 000	.....	<b>5 599 554</b>	18 785 554
(L) Traitement du directeur général des élections.....	217 000	.....	.....	217 000
(L) Dépenses d'élections.....	33 937 000	.....	.....	33 937 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 835 000	.....	.....	2 835 000
Total de l'organisme.....	50 175 000	.....	<b>5 599 554</b>	55 774 554

\* Voir la note au bas de la page 132.

# CONSEIL PRIVÉ

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Commissaire aux langues officielles</b>				
30a Commissaire aux langues officielles – Dépenses du Programme.....	16 284 000	.....	<b>725 380</b>	17 009 380
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 244 000	.....	.....	2 244 000
Total de l'organisme .....	18 528 000	.....	<b>725 380</b>	19 253 380
<b>Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</b>				
35 Dépenses du Programme.....	4 688 000	.....	.....	4 688 000
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	20 000	.....	.....	20 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	369 000	.....	.....	369 000
Total de l'organisme .....	5 077 000	.....	.....	5 077 000
<b>Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones</b>				
40 Dépenses du Programme.....	93 575 000	.....	.....	93 575 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	6 242 000	.....	.....	6 242 000
Total de l'organisme .....	99 817 000	.....	.....	99 817 000
<b>Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada</b>				
45a Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Dépenses de fonctionnement .....	37 809 000	<b>(31 507 500)</b>	.....	6 301 500
50 Contributions .....	16 200 000	.....	.....	16 200 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	4 474 000	.....	.....	4 474 000
Total de l'organisme .....	58 483 000	<b>(31 507 500)</b>	.....	26 975 500
<b>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité</b>				
55a Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité – Dépenses du Programme .....	2 206 000	.....	<b>293 600</b>	2 499 600
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	265 000	.....	.....	265 000
Total de l'organisme .....	2 471 000	.....	<b>293 600</b>	2 764 600
Total du portefeuille.....	442 159 998	<b>(68 224 453)</b>	<b>24 203 517</b>	398 139 062

\* En vertu des décrets C.P. 2004-0849 et C.P. 2004-0850, transfert, du Bureau du Conseil privé au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, de la responsabilité du Secrétariat des affaires autochtones (Division de l'interlocuteur fédéral) (10 791 267 \$) .

En vertu du décret C.P. 2004-0858, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a été désigné comme ministre chargé de l'administration de la Commission des revendications particulières des Indiens (5 143 936 \$) .

En vertu du décret C.P. 2004-0853, le président du Conseil du Trésor est chargé de l'application de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada* (20 781 750 \$) .

En vertu du décret C.P. 2004-0854, transfert de la responsabilité de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada au président du Conseil du Trésor (31 507 500 \$) .

# CONSEIL PRIVÉ

## Ministère

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 1</b>
Fonds à l'appui d'activités et de programmes de communication, dont la ligne 1 800 O-Canada, les Éditions du gouvernement du Canada, la Gazette du Canada et le Programme des expositions rurales (à la suite de la fin des activités de Communication Canada) ( <i>poste horizontal</i> ).....	10 571
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	5 045
Fonds consacrés à la mise sur pied du Secrétariat de la réforme démocratique afin d'appuyer la réalisation du mandat du ministre responsable de la réforme démocratique .....	854
<b>Montant net</b>	<b>16 470</b>

---

## Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 20</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 115

---

## Directeur général des élections

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Directeur général des élections demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 25</b>
Fonds supplémentaires pour mettre en œuvre et maintenir de manière continue l'amélioration des services entre les scrutins, dans les domaines tels que l'information fournie au public, la planification et la conduite des élections, et la qualité et l'exactitude des données électorales .....	3 443
Fonds pour satisfaire aux changements des règles de financement des entités politiques du projet de loi C-24, <i>Loi modifiant la Loi électorale du Canada et la Loi de l'impôt sur le revenu (financement politique)</i> .....	2 157
<b>Montant net</b>	<b>5 600</b>

**CONSEIL PRIVÉ**  
**Commissaire aux langues officielles**

---

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Commissaire aux langues officielles demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 30</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	<b>725</b>

---

**Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité**

---

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 55</b>
Fonds supplémentaires pour maintenir la capacité de surveiller et d'examiner les activités du Service canadien du renseignement de sécurité .....	<b>294</b>

---

# DÉFENSE NATIONALE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Défense nationale – Dépenses de fonctionnement.....	9 806 266 000	.....	<b>412 726 522</b>	10 218 992 522
5a Défense nationale – Dépenses en capital.....	2 158 297 000	.....	<b>225 343 000</b>	2 383 640 000
10a Défense nationale – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	180 575 945	.....	<b>2 500 000</b>	183 075 945
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i> .....	12 000 000	.....	.....	12 000 000
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.1970, ch. D-3).....	2 500 000	.....	.....	2 500 000
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique ( <i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i> ).....	100 000	.....	.....	100 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires.....	899 717 000	.....	.....	899 717 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	227 990 000	.....	.....	227 990 000
Total du Ministère.....	13 287 515 915	.....	<b>640 569 522</b>	13 928 085 437
<b>Comité des griefs des Forces canadiennes</b>				
15 Dépenses du Programme.....	7 661 000	.....	.....	7 661 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	894 000	.....	.....	894 000
Total de l'organisme .....	8 555 000	.....	.....	8 555 000
<b>Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire</b>				
20 Dépenses du Programme.....	3 796 000	.....	.....	3 796 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	415 000	.....	.....	415 000
Total de l'organisme .....	4 211 000	.....	.....	4 211 000
Total du portefeuille.....	13 300 281 915	.....	<b>640 569 522</b>	13 940 851 437

# DÉFENSE NATIONALE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :				
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	200 000	216 000	2 000	418 000
Coûts supplémentaires liés au déploiement des Forces canadiennes en Afghanistan .....	174 167	15 000	.....	189 167
Initiatives liées à la sécurité publique (sécurité maritime, Initiative sur la frontière intelligente, politique de sécurité nationale) ( <i>poste horizontal</i> ).....	24 080	55 900	.....	79 980
Coûts liés au déploiement des Forces canadiennes en Haïti.....	44 217	5 000	.....	49 217
Montant compensatoire pour les anciens combattants canadiens qui se sont portés volontaires pour participer à des expériences de guerre chimique entre 1941 et les années 1970 ( <i>poste horizontal</i> ).....	28 400	.....	.....	28 400
Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés ( <i>poste horizontal</i> ).....	23 096	.....	.....	23 096
Réinvestissement des produits de la vente de biens immobiliers .....	.....	8 443	.....	8 443
Rémunération et avantages sociaux des médecins et dentistes militaires dans les Forces canadiennes .....	5 933	.....	.....	5 933
Activités visant à atténuer l'incidence de la surpêche étrangère dans l'océan Atlantique ( <i>poste horizontal</i> ) .....	2 000	.....	.....	2 000
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle ( <i>poste horizontal</i> ).....	774	.....	.....	774
Fonds pour le Centre Pearson pour la formation en maintien de la paix à Cornwallis (Nouvelle-Écosse).....	.....	.....	500	500
Fonds afin d'organiser des activités pour les jeunes dans les collectivités éloignées et isolées du Canada grâce au Programme des Rangers juniors canadiens .....	200	.....	.....	200
<b>Montant brut</b>	<b>502 867</b>	<b>300 343</b>	<b>2 500</b>	<b>805 710</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 140	20 000	.....	21 140
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	89 000	55 000	.....	144 000
<b>Montant net</b>	<b>412 727</b>	<b>225 343</b>	<b>2 500</b>	<b>640 570</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 1 140 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des fonds mis de côté pour les coûts de locaux pour le Centre de la sécurité des télécommunications (585 000 \$), pour des vérifications et des évaluations, lesdits fonds n'étant toutefois pas requis (276 000 \$), pour la remise de dette relative au versement excédentaire d'une subvention (90 000 \$) et des virements à Affaires indiennes et du Nord canadien pour des évaluations environnementales (174 000 \$) et une entente relative à une compensation aux personnes âgées (15 000 \$) au Camp Ipperwash.

**Crédit 5** : Des fonds autorisés de 20 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des fonds mis de côté pour l'augmentation des besoins du programme d'immobilisation en 2005-2006.

### Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
<b>Subventions</b>		
<i>Politiques et stratégies du ministère</i>		
Congrès des Associations de la Défense .....	75 000	.....
<b>Total des subventions</b>	<b>75 000</b>	<b>.....</b>
<b>Contributions</b>		
<i>Exécution des opérations</i>		
Fonds des nouvelles initiatives provinciales et territoriales .....	1 325 000	.....
<i>Développement des forces</i>		
Centre canadien d'entraînement au maintien de la paix internationale .....	1 100 000	.....
<b>Total des contributions</b>	<b>2 425 000</b>	<b>.....</b>
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>2 500 000</b>	<b>.....</b>

# DÉFENSE NATIONALE

## Ministère

	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2004-2005
(en milliers de dollars)		
<b>Nouveaux grands projets d'immobilisations</b>		
(À titre d'information seulement)		
Commandement et contrôle		
<i>Équipement</i>		
Système informatique de commandement et de contrôle de la Force aérienne.....	29 523	6 793
Exécution des opérations		
<i>Équipement</i>		
Projet de détecteur d'agents chimiques.....	77 079	2 629
Projet de remplacement de l'équipement du système mondial de positionnement de l'armée de terre .....	55 905	9 073
Projet du système d'Identification ami-ennemi mode S/5.....	43 829	5 169
Réseau local d'entreprise sécurisé .....	16 871	1 159
Sous-projet 2 – Mesures pour contrer les menaces présentées par les armes biologiques – Système amélioré de fabrication du vaccin contre le fléau.....	15 670	3 008
Soutien des forces		
<i>Construction</i>		
Amélioration des services publics – BFC Gagetown .....	54 077	1 003
Projet d'installation à l'intention des chefs, des officiers marinières et des officiers – BFC Halifax .....	38 266	19 237
Nouvelles initiatives – Centre de formation des officiers de marine – BFC Esquimalt .....	22 960	7 565
Recapitalisation des logements – BFC Borden (projet omnibus).....	22 874	1 500
Consolidation à London.....	19 329	8 500
Renforcement des toitures-terrasses – Unité de soutien de secteur à Valcartier .....	18 415	7 617
Logements combinés des officiers et des sous-officiers supérieurs des Forces terrestres du secteur de l'Ouest à Wainwright.....	13 744	967
Gymnase Anderson – Système d'entraînement et de doctrine de la Force terrestre – BFC Kingston.....	12 358	6 058
Construction d'un nouveau centre de formation – 14 <sup>e</sup> Escadre Greenwood .....	11 807	7 920
Construction d'une nouvelle salle à manger – BFC Kingston.....	10 242	730
Rénovation à Ridout Row – Collège militaire royal du Canada, Kingston .....	9 108	2 275
Projet d'installation pour matières dangereuses Forces Maritime Pacifique.....	7 894	7 264
Centre de transit des munitions et atelier – Centre de formation des Forces terrestres du secteur de l'Ouest à Wainwright.....	7 065	4 396
Réinstallation du Centre de formation des Forces terrestres du secteur de l'Atlantique – BFC Gagetown.....	6 933	565
Manège militaire à Nanaimo.....	6 400	483
Amélioration du système d'épuration de l'eau à .....	3 973	406
Construction du manège militaire – Edmundston.....	2 814	800
Services d'urgence – Shilo.....	2 450	2 270
Rénovation de mi-vie de l'immeuble J101 – /Unité de soutien de secteur à Petawawa.....	1 967	1 927
Construction d'un bâtiment de récupération – Unité de soutien de secteur à.....	1 895	1 812
Modification de la climatisation – garnison de Valcartier.....	1 207	1 154
Construction d'un immeuble muni de salles de classe – secteur du Centre des Forces terrestres à Meaford .....	1 176	1 129
<i>Équipement</i>		
Projet de nettoyage du réseau d'alerte avancé .....	583 273	46 194
Capacité nationale de soutien militaire.....	568 268	3 072
Projet Habillez le soldat – sac à dos.....	32 458	13 982
Postes de radio portatifs des Forces terrestres et maritimes – Achats/mises à niveau de radios 117F .....	2 800	2 800
Développement des forces		
<i>Équipement</i>		
Module de formation de l'opérateur de combat maritime de classe Victoria.....	22 546	626
Politiques et stratégies du Ministère		
<i>Construction</i>		
Réinstallation de l'Unité régionale de soutien aux cadets (PRAIRIE) – Détachement du site Nord 17 <sup>e</sup> Escadre – Winnipeg.....	2 100	2 100





# DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
1a Développement des ressources humaines – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 014 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	265 565 000	<b>1 014 000</b>	<b>5 314 013</b>	271 893 013
5a Développement des ressources humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 400 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	241 456 000	<b>1 400 000</b>	<b>35 789 788</b>	278 645 788
(L) Ministre du Développement des ressources humaines – Traitement et allocation pour automobile..	69 970	.....	.....	69 970
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse .....	21 553 000 000	.....	.....	21 553 000 000
(L) Versements du Supplément de revenu garanti.....	5 949 000 000	.....	.....	5 949 000 000
(L) Versements d'Allocations.....	438 000 000	.....	.....	438 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	106 870 000	.....	.....	106 870 000
Total du portefeuille.....	28 553 960 970	<b>2 414 000</b>	<b>41 103 801</b>	28 597 478 771

\* En vertu du décret C.P. 2003-2088, transfert, du ministère du Patrimoine canadien au ministère du Développement des ressources humaines, de la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique au sein du ministère du Patrimoine canadien connu sous le nom de Direction des affaires du secteur bénévole et communautaire (2 414 000 \$) .

## DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Développement des ressources humaines (Développement social) demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Paiements visant à favoriser la participation socioéconomique des personnes handicapées grâce à des possibilités de formation et de l'aide supplémentaires (Cadre multilatéral pour les ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées).....	.....	30 000	30 000
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ).....	13 248	.....	13 248
Fonds pour favoriser une participation accrue des personnes âgées dans leurs communautés (programme Nouveaux Horizons pour les aînés).....	2 701	5 000	7 701
Fonds pour promouvoir le développement socioéconomique des communautés minoritaires de langue officielle ( <i>poste horizontal</i> ).....	2 498	490	2 988
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) ( <i>poste horizontal</i> ).....	2 852	.....	2 852
Transfert de la Direction des affaires du secteur bénévole et communautaire de Patrimoine canadien en raison de la restructuration du gouvernement.....	1 014	1 400	2 414
Fonds pour accroître la capacité des organisations bénévoles à cerner les questions sociales importantes pour les collectivités et à s'y attaquer (Initiative du secteur bénévole).....	.....	300	300
Fonds pour mettre au point et améliorer les processus d'évaluation et de reconnaissance des titres de compétences étrangers, afin d'améliorer l'accès au marché du travail canadien dans des postes et des secteurs ciblés aux personnes formées à l'étranger ( <i>poste horizontal</i> ).....	207	.....	207
Fonds pour mettre à l'essai des approches innovatrices destinées à réintégrer, dans un emploi durable, les travailleurs déplacés âgés entre 55 et 64 ans ou à maintenir en situation d'emploi ceux qui sont menacés d'être déplacés (Initiative des projets pilotes pour les travailleurs âgés) ( <i>poste horizontal</i> ).....	84	.....	84
<b>Montant brut</b>	<b>22 604</b>	<b>37 190</b>	<b>59 794</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	8 600	.....	8 600
Moins : Autorisations de dépenser à partir d'un autre crédit.....	1 014	1 400	2 414
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	7 676	.....	7 676
<b>Montant net</b>	<b>5 314</b>	<b>35 790</b>	<b>41 104</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 9 614 000 \$ sont disponibles : 8 600 000 \$ à même le crédit en raison d'un virement à Ressources humaines et Développement des compétences pour un réalignment des ressources et 1 014 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) en raison du transfert de la Direction des affaires du secteur bénévole et communautaire.

**Crédit 5** : Des fonds autorisés de 1 400 000 \$ sont disponibles du crédit 1 (Patrimoine canadien) en raison du transfert de la Direction des affaires du secteur bénévole et communautaire.

## DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Programmes de la sécurité du revenu</i>		
Paiements à des organismes communautaires et à d'autres bénéficiaires admissibles pour la réalisation du programme Nouveaux Horizons pour les aînés .....	<b>5 000 000</b>	.....
<i>Partenariats sociaux</i>		
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social.....	<b>489 788</b>	.....
<b>Total des subventions brutes</b>	<b>5 489 788</b>	.....
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Partenariats sociaux</i>		
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou en affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne.....	<b>1 700 000</b>	.....
<b>Total des contributions brutes</b>	<b>1 700 000</b>	.....
<b><u>Autres paiements de transfert</u></b>		
<i>Partenariats sociaux</i>		
Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Cadre multilatéral d'ententes relatives aux personnes handicapées .....	<b>30 000 000</b>	.....
<b>Total des autres paiements de transfert bruts</b>	<b>30 000 000</b>	.....
<b>Total des paiements de transfert bruts</b>	<b>37 189 788</b>	.....
<i>Moins : Fonds disponibles .....</i>	<i>1 400 000</i>	<i>.....</i>
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>35 789 788</b>	.....



# DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
1a Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement .....	42 919 000	.....	<b>1 687 557</b>	44 606 557
5a Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	342 469 000	.....	<b>2 639 801</b>	345 108 801
(L) Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	5 348 000	.....	.....	5 348 000
Total du portefeuille.....	390 805 970	.....	<b>4 327 358</b>	395 133 328

## DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Réinvestissement des recettes provenant des contributions remboursables afin d'accroître les activités liées au développement économique .....	.....	8 689	8 689
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 687	.....	1 687
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	151	151
<b>Montant brut</b>	<b>1 687</b>	<b>8 840</b>	<b>10 527</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	200	200
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	.....	6 000	6 000
<b>Montant net</b>	<b>1 687</b>	<b>2 640</b>	<b>4 327</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 5** : Des fonds autorisés de 200 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du virement au Centre national des Arts pour l'élaboration du festival Scène albertaine à Ottawa qui présente les meilleurs éléments du théâtre, de la musique et de la danse de l'Alberta.

### Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
<b>Contributions</b>		
<i>Diversification de l'économie de l'Ouest</i>		
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest .....	8 839 801	.....
<b>Total des contributions brutes</b>	<b>8 839 801</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles</i> .....	6 200 000	.....
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>2 639 801</b>	<b>.....</b>

# ENVIRONNEMENT

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Environnement – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 292 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	626 390 000	<b>292 000</b>	<b>56 737 855</b>	683 419 855
5a Environnement – Dépenses en capital .....	42 210 000	.....	<b>635 200</b>	42 845 200
10a Environnement – Contributions .....	57 572 000	.....	<b>5 268 000</b>	62 840 000
15 Paiements à Queens Quay West Land Corporation .....	4 000 000	.....	.....	4 000 000
20 Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Incorporée .....	1	.....	.....	1
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	74 992 000	.....	.....	74 992 000
Total du Ministère .....	805 233 971	<b>292 000</b>	<b>62 641 055</b>	868 167 026
<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement</b>				
25 Dépenses de fonctionnement .....	2 222 209 000	.....	.....	2 222 209 000
Total budgétaire .....	2 222 209 000	.....	.....	2 222 209 000
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> .....	(190 200 000)	.....	.....	(190 200 000)
Total de l'organisme .....	2 032 009 000	.....	.....	2 032 009 000
<b>Agence canadienne d'évaluation environnementale</b>				
30a Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale .....	15 930 000	.....	<b>1 186 251</b>	17 116 251
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	1 953 000	.....	.....	1 953 000
Total de l'organisme .....	17 883 000	.....	<b>1 186 251</b>	19 069 251
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada</b>				
35a Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement .....	15 702 000	<b>(11 776 500)</b>	.....	3 925 500
40a Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions .....	406 958 000	<b>(305 218 500)</b>	.....	101 739 500
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	1 445 000	.....	.....	1 445 000
Total de l'organisme .....	424 105 000	<b>(316 995 000)</b>	.....	107 110 000

\* Voir la note au bas de la page 146.

# ENVIRONNEMENT

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit		
<b>Agence Parcs Canada</b>					
45a	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières .....	378 610 916	.....	.....	378 610 916
50	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques .....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> .....	78 000 000	.....	.....	78 000 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	42 769 000	.....	.....	42 769 000
	Total de l'organisme .....	504 379 916	.....	.....	504 379 916
	Total du portefeuille.....	3 783 610 887	<b>(316 703 000)</b>	<b>63 827 306</b>	3 530 735 193

Nota :

Le budget des dépenses précédent pour l'Agence Parcs Canada comprend un montant de 47 841 916 \$ du crédit 45 qui a été voté en 2003-2004 et qui sera dépensé en 2004-2005.

\* En vertu du décret C.P. 2003-2081, transfert, du ministre du Patrimoine canadien au ministre de l'Environnement, de la responsabilité à l'égard de l'Agence Parcs Canada (292 000 \$) .

Le décret C.P. 2004-0868 transfert du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et collectivités) la responsabilité à l'égard du Bureau de l'infrastructure du Canada et le place sous l'autorité de celui-ci (316 995 000 \$) .



# ENVIRONNEMENT

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Environnement demande des fonds pour les postes suivants :				
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontale</i> ) .....	26 963	.....	.....	26 963
Activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada ( <i>poste horizontale</i> ) .....	14 354	100	600	15 054
Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés ( <i>poste horizontale</i> ) .....	7 773	.....	.....	7 773
Fonds relatifs à l'assainissement des étangs de goudron de Sydney et des sites de fours à coke situés dans le bassin hydrographique du Ruisseau Muggah.....	580	.....	4 248	4 828
Fonds pour le projet de gazoduc dans le Nord des Territoires du Nord-Ouest (Secrétariat du projet de gaz du Nord et Projet de gazoduc dans les Territoires du Nord-Ouest) ( <i>poste horizontale</i> )....	3 463	.....	.....	3 463
Fonds pour élaborer des normes agro-environnementales conformément au cadre stratégique de l'agriculture.....	2 300	.....	.....	2 300
Fonds visant à offrir des avantages fiscaux spéciaux aux Canadiens qui font don de terres écosensibles dans le cadre du Programme de dons écologiques .....	2 237	.....	.....	2 237
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) ( <i>poste horizontale</i> ) .....	692	35	75	802
Report du budget de fonds en capital.....	.....	500	.....	500
Fonds provisoires pour rédiger la réponse au jugement rendu par la Cour suprême du Canada dans l'affaire <i>R. c. Powley</i> afin de financer la recherche, les discussions multilatérales et l'établissement de la capacité des organisations de Métis ( <i>poste horizontale</i> ).....	429	.....	.....	429
Fonds pour des initiatives sur les questions de développement durable d'importance mondiale ( <i>poste horizontale</i> ).....	.....	.....	345	345
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle ( <i>poste horizontale</i> ).....	310	.....	.....	310
Virement de fonds de Patrimoine canadien à Environnement pour la prestation des services administratifs à l'Agence Parcs Canada en raison de la restructuration du gouvernement.....	292	.....	.....	292
Ressources additionnelles pour appuyer les négociations fédérales en vue d'une entente cadre avec les Mi'kmaq et les Malécites de l'I.-P.-É. et du Québec ainsi que les négociations préliminaires de traités progressifs ( <i>poste horizontale</i> ).....	180	.....	.....	180
Fonds pour poursuivre la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuvialuits ( <i>poste horizontale</i> ).....	19	.....	.....	19
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) ( <i>poste horizontale</i> ) .....	3	.....	.....	3
<b>Montant brut</b>	<b>59 595</b>	<b>635</b>	<b>5 268</b>	<b>65 498</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	58	.....	.....	58
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	292	.....	.....	292
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	2 507	.....	.....	2 507
<b>Montant net</b>	<b>56 738</b>	<b>635</b>	<b>5 268</b>	<b>62 641</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 350 280 \$ sont disponibles et représentent 58 280 \$ à même le crédit en raison des virements à Industrie (20 690 \$) et à Pêches et Océans (37 590 \$) à l'appui de la Stratégie canadienne en matière de biotechnologie et 292 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) en raison du transfert de Patrimoine canadien pour la prestation des services administratifs à l'Agence Parcs Canada en raison de la restructuration du gouvernement.

## ENVIRONNEMENT

### Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
<i>Un environnement sain</i>		
Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement.....	250 000	.....
Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada.....	350 000	.....
Contributions relatives à l'assainissement des étangs de goudron de Sydney et des sites de fours à coke situés dans le bassin hydrographique du Ruisseau Muggah.....	4 248 000	.....
	<b>4 848 000</b>	.....
<i>Nature</i>		
Contributions à l'appui des projets liés à l'environnement et au développement durable.....	<b>75 000</b>	.....
<i>Gestion, administration et politique</i>		
Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada.....	<b>345 000</b>	.....
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>5 268 000</b>	.....

### Agence canadienne d'évaluation environnementale

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'évaluation environnementale demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 30</b>
Fonds pour le projet de gazoduc dans le Nord des Territoires du Nord-Ouest (Secrétariat du projet de gaz du Nord et Projet de gazoduc dans les Territoires du Nord-Ouest) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	850
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	490
<b>Montant brut</b>	<b>1 340</b>
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement .....	154
<b>Montant net</b>	<b>1 186</b>

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
<i>Agence canadienne d'évaluation environnementale</i>		
Contributions à l'appui de la participation du public au processus d'évaluation en matière d'environnement – Fonds d'aide financière aux participants.....	<b>300 000</b>	.....

# ENVIRONNEMENT

## Agence Parcs Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<b>Crédit 45</b>
L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :	
Fonds supplémentaires pour l'élargissement à quatre voies de la Transcanadienne dans le parc national de Banff.....	5 000
Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés ( <i>poste horizontal</i> ).....	884
Activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) ( <i>poste horizontal</i> ).....	510
Fonds supplémentaires pour la reconstruction du quai à fonctions multiples de Havre-Saint-Pierre (Québec) .....	425
Fonds pour poursuivre la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuvialuits ( <i>poste horizontal</i> ).....	225
Ressources additionnelles pour appuyer les négociations fédérales en vue d'une entente cadre avec les Mi'kmaq et les Malécites de l'Î.-P.-É. et du Québec ainsi que les négociations préliminaires de traités progressifs ( <i>poste horizontal</i> ).....	178
Activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	30
<b>Montant brut</b>	<b>7 252</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	4 240
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement .....	3 012
<b>Montant net</b>	<b>.....</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 45** : Des fonds autorisés de 4 240 048 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des rajustements associés au redressement de l'autorisation de dépenser pluriannuelle de l'Agence Parcs Canada : des fonds de 3 367 052 \$ ont trait aux rajustements de fin d'année 2003-2004 pour les besoins du régime d'avantages sociaux des employés et des fonds de 872 996 \$ ont trait aux rajustements de fin d'année 2003-2004 pour les coûts des services juridiques de Justice Canada.



# FINANCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit*		
<b>Ministère</b>					
<b>Programme des politiques économiques, sociales et financières</b>					
1a	Politiques économiques, sociales et financières – Dépenses de fonctionnement .....	77 821 000	.....	<b>9 814 100</b>	87 635 100
5	Subventions et contributions.....	816 000 000	.....	.....	816 000 000
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Paievements à l'Association internationale de développement.....	292 420 000	.....	.....	292 420 000
(L)	Paievements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international .....	8 200 000	.....	.....	8 200 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	12 126 000	.....	.....	12 126 000
(L)	Achat de la monnaie canadienne.....	48 000 000	.....	<b>25 000 000</b>	73 000 000
	Total budgétaire .....	1 254 636 970	.....	<b>34 814 100</b>	1 289 451 070
L10	Émission et paiement de billets à vue à l'Association internationale de développement .....	1	.....	.....	1
(L)	Émission de billets à vue à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital .....	10 228 000	.....	.....	10 228 000
(L)	Paievements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital.....	17 047 000	.....	.....	17 047 000
(L)	Émission d'un prêt à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international .....	105 000 000	.....	.....	105 000 000
	Total non-budgétaire.....	132 275 001	.....	.....	132 275 001
	Total du Programme .....	1 386 911 971	.....	<b>34 814 100</b>	1 421 726 071
<b>Programme du service de la dette publique</b>					
(L)	Frais d'intérêt et autres coûts .....	36 200 000 000	.....	<b>(800 000 000)</b>	35 400 000 000
	Total du Programme .....	36 200 000 000	.....	<b>(800 000 000)</b>	35 400 000 000

\* Voir la note au bas de la page 153.

# FINANCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit*	
<b>Ministère</b>				
<b>Programme fédéral de transferts aux provinces</b>				
15 Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	1 785 000 000	.....	.....	1 785 000 000
(L) Subventions législatives ( <i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives</i> ) .....	31 000 000	.....	<b>1 000 000</b>	32 000 000
(L) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....	10 884 000 000	.....	<b>(1 224 000 000)</b>	9 660 000 000
(L) Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....	12 650 000 000	.....	.....	12 650 000 000
(L) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....	7 825 000 000	.....	<b>75 000 000</b>	7 900 000 000
(L) Transfert visant la réforme du système de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....	1 500 000 000	.....	.....	1 500 000 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes ( <i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....	(570 000 000)	.....	<b>(9 000 000)</b>	(579 000 000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ).....	(2 550 000 000)	.....	<b>(146 000 000)</b>	(2 696 000 000)
(L) Fiducie pour l'immunisation et la santé publique 2004	.....	.....	<b>400 000 000</b>	400 000 000
(L) Paiement unique de péréquation à la Saskatchewan.....	.....	.....	<b>120 000 000</b>	120 000 000
(L) Paiement de péréquation à la Nouvelle-Écosse .....	.....	.....	<b>21 000 000</b>	21 000 000
Total du Programme .....	31 555 000 000	.....	<b>(762 000 000)</b>	30 793 000 000
Total du Ministère.....	69 141 911 971	.....	<b>(1 527 185 900)</b>	67 614 726 071
<b>Vérificateur général</b>				
20a Vérificateur général – Dépenses du Programme .....	63 250 000	.....	<b>2 892 000</b>	66 142 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	9 506 000	.....	.....	9 506 000
Total de l'organisme .....	72 756 000	.....	<b>2 892 000</b>	75 648 000
<b>Tribunal canadien du commerce extérieur</b>				
25a Tribunal canadien du commerce extérieur – Dépenses du Programme.....	8 333 000	.....	<b>230 250</b>	8 563 250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	1 482 000	.....	.....	1 482 000
Total de l'organisme .....	9 815 000	.....	<b>230 250</b>	10 045 250
<b>Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada</b>				
30a Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada – Dépenses du Programme.....	29 032 000	.....	<b>69 237</b>	29 101 237
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 900 000	.....	.....	2 900 000
Total de l'organisme .....	31 932 000	.....	<b>69 237</b>	32 001 237

\* Voir la note au bas de la page 153.

## FINANCES

### Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>				
35a Bureau du surintendant des institutions financières –				
Dépenses du Programme.....	712 000	.....	(25 000)	687 000
(L) Dépense des revenus conformément au paragraphe				
17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des</i>				
<i>institutions financières</i> .....	1	.....	.....	1
Total de l'organisme .....	712 001	.....	(25 000)	687 001
Total du portefeuille.....	69 257 126 972	.....	(1 524 019 413)	67 733 107 559

Nota : Les montants des crédits négatifs de la colonne «Nouveau crédit» sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans l'annexe 1 proposée du projet de loi de crédits.

## FINANCES

### Ministère

#### *Programme des politiques économiques, sociales et financières*

---

##### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances – *Programme des politiques économiques, sociales et financières* –  
demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 1</u>	<u>Législatif</u>	<u>Total</u>
Fonds pour couvrir les dépenses découlant de la vente de 49 390 104 actions de Pétro-Canada dont le gouvernement s'est départi .....	5 400	.....	5 400
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	4 170	.....	4 170
Fonds pour mener des enquêtes dans le cas d'activités de blanchiment d'argent, pour les prévenir et pour tenter des poursuites ( <i>poste horizontal</i> ) .....	244	.....	244
	<b>9 814</b>	<b>.....</b>	<b>9 814</b>

##### Législatif

(L) Nouvelles prévisions relatives aux coûts de production et de distribution des pièces de monnaie canadiennes de circulation.....

	.....	25 000	25 000
<b>Montant net</b>	<b>9 814</b>	<b>25 000</b>	<b>34 814</b>

#### *Programme du service de la dette publique*

---

##### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances – *Programme du service de la dette publique* – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Total

##### Législatif

Révision des frais de la dette en raison des taux d'intérêt moins élevés que prévu .....	(799 310)
Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	(690)
<b>Montant net</b>	<b>(800 000)</b>



## FINANCES

### Ministère

#### *Programme fédéral de transferts aux provinces*

---

##### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances – *Programme fédéral de transferts aux provinces* – demande des fonds pour les postes suivants :

<u>Législatif</u>	<u>Total</u>
Nouvelles prévisions relatives aux paiements de transfert aux gouvernements provinciaux.....	(762 000)

---

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Autres paiements de transfert</u>		
<i>Paiements de transfert</i>		
(L) Subventions législatives ( <i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives).....	.....	1 000 000
(L) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ).....	.....	(1 224 000 000)
(L) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ).....	.....	75 000 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes ( <i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ).....	.....	(9 000 000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ).....	.....	(146 000 000)
(L) Fiducie pour l'immunisation et la santé publique 2004.....	.....	400 000 000
(L) Paiement unique de péréquation à la Saskatchewan.....	.....	120 000 000
(L) Paiement de péréquation à la Nouvelle-Écosse.....	.....	21 000 000
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>.....</b>	<b>(762 000 000)</b>

---

## Vérificateur général

---

##### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Vérificateur général demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 20</u>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontale</i> ).....	2 892

---

## FINANCES

### Tribunal canadien du commerce extérieur

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal canadien du commerce extérieur demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 25</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	409
<b>Montant brut</b>	<b>409</b>
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement .....	179
<b>Montant net</b>	<b>230</b>

### Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 30</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 069
<b>Montant brut</b>	<b>1 069</b>
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement .....	1 000
<b>Montant net</b>	<b>69</b>

### Bureau du surintendant des institutions financières

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du surintendant des institutions financières – <i>Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés</i>	<b>Crédit 35</b>
Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement* .....	<b>(25)</b>

\* La contribution à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement est fournie à titre d'information seulement.

# INDUSTRIE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Industrie – Dépenses de fonctionnement.....	394 497 000	.....	<b>45 955 361</b>	440 452 361
5 Dépenses en capital.....	8 575 000	.....	.....	8 575 000
10a Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	912 861 000	.....	<b>40 941 604</b>	953 802 604
(L) Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional....	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L) Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	(16 777 000)	.....	.....	(16 777 000)
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> .....	16 630 000	.....	.....	16 630 000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> .....	89 540 000	.....	.....	89 540 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	62 360 000	.....	.....	62 360 000
Total budgétaire.....	1 477 755 970	.....	<b>86 896 965</b>	1 564 652 935
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> .....	300 000	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> .....	500 000	.....	.....	500 000
Total non-budgétaire.....	800 000	.....	.....	800 000
Total du Ministère.....	1 478 555 970	.....	<b>86 896 965</b>	1 565 452 935
<b>Agence spatiale canadienne</b>				
25a Agence spatiale canadienne – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 534 641 \$ du crédit 30 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	125 398 000	<b>1 534 641</b>	<b>4 398 002</b>	131 330 643
30a Agence spatiale canadienne – Dépenses en capital.....	140 975 000	<b>(1 534 641)</b>	.....	139 440 359
35 Subventions et contributions.....	46 560 000	.....	.....	46 560 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	9 987 000	.....	.....	9 987 000
Total de l'organisme.....	322 920 000	.....	<b>4 398 002</b>	327 318 002

\* Voir la note au bas de la page 159.

# INDUSTRIE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit		
<b>Commission canadienne du tourisme</b>					
40	Dépenses du Programme.....	78 821 000	.....	.....	78 821 000
	Total de l'organisme .....	78 821 000	.....	.....	78 821 000
<b>Tribunal de la concurrence</b>					
45a	Tribunal de la concurrence – Dépenses du Programme	1 475 000	.....	<b>72 850</b>	1 547 850
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	173 000	.....	.....	173 000
	Total de l'organisme .....	1 648 000	.....	<b>72 850</b>	1 720 850
<b>Commission du droit d'auteur</b>					
50a	Commission du droit d'auteur – Dépenses du Programme.....	2 207 000	.....	<b>108 500</b>	2 315 500
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	332 000	.....	.....	332 000
	Total de l'organisme .....	2 539 000	.....	<b>108 500</b>	2 647 500
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>					
55a	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement .....	42 184 000	<b>(31 638 000)</b>	.....	10 546 000
60a	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	380 560 000	<b>(285 420 000)</b>	.....	95 140 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	5 347 000	.....	.....	5 347 000
	Total de l'organisme .....	428 091 000	<b>(317 058 000)</b>	.....	111 033 000
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>					
65a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 550 000 \$ du crédit 75 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	373 486 000	<b>550 000</b>	<b>13 271 547</b>	387 307 547
70a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital .....	65 054 000	.....	<b>7 113 000</b>	72 167 000
75a	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	134 432 000	<b>(550 000)</b>	.....	133 882 000
(L)	Dépense des revenus conformément à l'alinéa 5.1e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> .....	75 095 000	.....	.....	75 095 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	47 310 000	.....	.....	47 310 000
	Total de l'organisme .....	695 377 000	.....	<b>20 384 547</b>	715 761 547

\* Voir la note au bas de la page 159.

# INDUSTRIE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit		
<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>					
80a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 494 349 \$ du crédit 85 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	32 755 000	<b>1 494 349</b>	<b>1</b>	34 249 350
85a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	773 941 000	<b>(1 494 349)</b>	<b>(505 651)</b>	771 941 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 901 000	.....	.....	3 901 000
	Total de l'organisme.....	810 597 000	.....	<b>(505 650)</b>	810 091 350
<b>Conseil de recherches en sciences humaines</b>					
90a	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement.....	17 983 000	.....	<b>3 894 760</b>	21 877 760
95a	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	486 167 000	.....	<b>15 003 000</b>	501 170 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 214 000	.....	.....	2 214 000
	Total de l'organisme.....	506 364 000	.....	<b>18 897 760</b>	525 261 760
<b>Conseil canadien des normes</b>					
100	Paiements au Conseil canadien des normes.....	6 924 000	.....	.....	6 924 000
	Total de l'organisme.....	6 924 000	.....	.....	6 924 000
<b>Statistique Canada</b>					
105a	Statistique Canada – Dépenses du Programme.....	346 599 000	.....	<b>41 989 988</b>	388 588 988
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	68 533 000	.....	.....	68 533 000
	Total de l'organisme.....	415 132 000	.....	<b>41 989 988</b>	457 121 988
	<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>4 746 968 970</b>	<b>(317 058 000)</b>	<b>172 242 962</b>	<b>4 602 153 932</b>

Nota :

Les montants des crédits négatifs de la colonne «Nouveau crédit» sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans l'annexe 1 proposée du projet de loi de crédits.

\* En vertu du décret C.P. 2004-0866, la responsabilité à l'égard de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été transférée au ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie (317 058 000 \$).

# INDUSTRIE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 10	Total
Industrie demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds pour fournir aux Canadiens un accès universel et abordable à l'autoroute de l'information en vertu du Programme d'accès communautaire.....	6 797	25 998	32 795
Fonds pour aider les écoles canadiennes à se brancher à l'Internet dans le cadre du Programme Rescol.....	7 861	23 926	31 787
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ).....	23 586	.....	23 586
Fonds pour élargir le rôle des Sociétés d'aide au développement des collectivités dans l'Est de l'Ontario afin de favoriser le développement économique des communautés.....	400	9 600	10 000
Fonds consacrés à l'embauche d'étudiants pour des emplois à court terme où ils offrent de la formation sur Internet et sur le commerce électronique aux aînés et aux petites entreprises.....	501	2 900	3 401
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) ( <i>poste horizontal</i> ).....	3 359	.....	3 359
Fonds pour aider les industries canadiennes du textile et du vêtement (L'initiative d'accès aux marchés pour les pays les moins avancés) ( <i>poste horizontal</i> ).....	120	2 156	2 276
Besoins de fonctionnement accrus pour appuyer des investissements stratégiques dans l'innovation dans le cadre de Partenariat technologique Canada.....	2 240	.....	2 240
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 841	.....	1 841
Activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	1 000	1 000
Fonds pour mener des projets liés à la mise au point et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) ( <i>poste horizontal</i> ).....	741	.....	741
Fonds pour mettre en place des mesures visant à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet ( <i>poste horizontal</i> ).....	400	200	600
Fonds pour les coûts liés au transfert des tâches du conseiller en éthique au directeur en vertu de la <i>Loi sur l'enregistrement des lobbyistes</i> .....	313	.....	313
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	63	250	313
Activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada ( <i>poste horizontal</i> ).....	35	.....	35
<b>Montant brut</b>	<b>48 257</b>	<b>66 030</b>	<b>114 287</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 302	3 188	5 490
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	.....	21 900	21 900
<b>Montant net</b>	<b>45 955</b>	<b>40 942</b>	<b>86 897</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 2 302 290 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution de 1 650 000 \$ relative au retrait de responsabilités qui incombait au Bureau du conseiller en éthique à la suite de l'entrée en vigueur le 17 mai 2004 de certains amendements à la *Loi sur le Parlement du Canada* qui ont mené à la création du Commissariat à l'éthique; des virements de 377 250 \$ à Statistique Canada et de 250 040 \$ au Conseil national de recherches du Canada pour entreprendre des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie dans le cadre de la Stratégie canadienne de biotechnologie, ainsi qu'un virement de 25 000 \$ au Conseil du Trésor pour appuyer le conseil national Traverser les frontières, un forum pour favoriser une gouvernance plus inclusive et la transformation des services gouvernementaux et des processus opérationnels et d'établissement de rapports.

**Crédit 10** : Des fonds autorisés de 3 188 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en contributions de 2 788 000 \$, du virement de 300 000 \$ à Développement social pour accroître la capacité des organisations bénévoles de cerner les questions sociales importantes pour les collectivités et de s'y attaquer (Initiative du secteur bénévole) et du virement de 100 000 \$ à Patrimoine canadien pour un accord de contributions visant à répondre aux besoins à court terme des francophones du comté de Simcoe.

# INDUSTRIE

## Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b>Contributions</b>		
<i>Développement sectoriel de l'industrie</i>		
Contributions dans le cadre du Programme Étudiants bien branchés .....	2 900 000	.....
Contributions en vertu du Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement .	2 156 000	.....
Contributions en vertu du développement des communautés minoritaires de la langue officielle.....	250 000	.....
Contributions dans le cadre du Programme de développement économique de l'Est de l'Ontario .....	9 600 000	.....
Contributions en vertu du Programme d'accès communautaire.....	25 997 644	.....
Contributions en vertu du Programme Rescol .....	23 925 960	.....
Contributions dans le cadre du programme Franccommunautés virtuelles .....	1 000 000	.....
	<b>65 829 604</b>	<b>.....</b>
<i>Règlements et services axés sur le marché</i>		
Contributions dans le cadre de la Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet .....	<b>200 000</b>	<b>.....</b>
<b>Paiements de transfert bruts</b>	<b>66 029 604</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles .....</i>	<i>25 088 000</i>	<i>.....</i>
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>40 941 604</b>	<b>.....</b>

## Agence spatiale canadienne

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 25</u>	<u>Crédit 30</u>	<u>Total</u>
L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :			
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	5 916	.....	5 916
Réinvestissement des redevances de la vente des données provenant du satellite Radarsat-1 .....	.....	1 465	1 465
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle ( <i>poste horizontal</i> ) .....	17	.....	17
<b>Montant brut</b>	<b>5 933</b>	<b>1 465</b>	<b>7 398</b>
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement* .....	1 535	1 465	3 000
<b>Montant net</b>	<b>4 398</b>	<b>.....</b>	<b>4 398</b>

\* Un montant de 1 534 641 \$ du 3 000 000 \$ de contributions à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement disponible du crédit 30, Dépenses en capital, a été viré au crédit 25, Dépenses de fonctionnement, afin de réduire les besoins de fonctionnement de l'Agence spatiale canadienne.

## **INDUSTRIE**

### **Tribunal de la concurrence**

---

#### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Tribunal de la concurrence demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 45</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	<b>73</b>

---

### **Commission du droit d'auteur**

---

#### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

La Commission du droit d'auteur demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 50</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	<b>109</b>

---



## INDUSTRIE

### Conseil national de recherches du Canada

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 65</u>	<u>Crédit 70</u>	<u>Total</u>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	16 022	.....	16 022
Réinstallation de l'Institut d'innovation en piles à combustion sur le campus de l'Université de la Colombie-Britannique.....	.....	3 500	3 500
Investissements en immobilisations relatifs à la création de centres d'innovation régionaux répartis dans tout le Canada.....	.....	2 928	2 928
Activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	.....	685	685
Besoins de fonctionnement supplémentaires pour le Programme d'aide à la recherche industrielle pour aider les entreprises canadiennes à développer, à adapter et à exploiter des innovations technologiques.....	550	.....	550
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) ( <i>poste horizontal</i> ).....	250	.....	250
<b>Montant brut</b>	<b>16 822</b>	<b>7 113</b>	<b>23 935</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	550	.....	550
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	3 000	.....	3 000
<b>Montant net</b>	<b>13 272</b>	<b>7 113</b>	<b>20 385</b>

#### Explication des fonds disponibles

**Crédit 65** : Des fonds autorisés de 550 000 \$ sont disponibles du crédit 75 en raison d'une diminution des besoins en contributions.

---

# INDUSTRIE

## Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 80</u>	<u>Crédit 85</u>	<u>Total</u>
Fonds pour promouvoir l'avancement social et économique grâce au financement de la recherche, de la diffusion du savoir et de la commercialisation des initiatives (Stimuler la recherche et l'innovation) ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	39 000	39 000
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 494	.....	1 494
<b>Montant brut</b>	<b>1 494</b>	<b>39 000</b>	<b>40 494</b>
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement* .....	1 494	39 506	41 000
<b>Montant net</b>	<b>.....</b>	<b>(506)</b>	<b>(506)</b>

### Paielements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Appui à la recherche et à l'érudition</i>		
Subventions et bourses .....	39 000 000	.....
<b>Total des subventions brutes</b>	<b>39 000 000</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles</i> .....	39 505 651	.....
<b>Paielement de transfert nets</b>	<b>(505 651)</b>	<b>.....</b>

\* Un montant de 1 494 349 \$ du 41 000 000 \$ de contributions à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement disponible à même le crédit 85, Subventions, a été viré au crédit 80, Dépenses de fonctionnement, afin de réduire les besoins de fonctionnement du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.

# INDUSTRIE

## Conseil de recherches en sciences humaines

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 90</u>	<u>Crédit 95</u>	<u>Total</u>
Fonds pour promouvoir l'avancement social et économique grâce au financement de la recherche, de la diffusion du savoir et de la commercialisation des initiatives (Stimuler la recherche et l'innovation) ( <i>poste horizontal</i> ).....	791	31 040	31 831
Fonds pour mener une consultation nationale auprès des parties intéressées dans le but de procéder à la transformation de l'organisme, un conseil subventionnaire qui deviendra un conseil du savoir.....	1 982	.....	1 982
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	773	.....	773
Soutien aux Centres d'excellence pour favoriser et financer les recherches stratégiques liées à l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis) ( <i>poste horizontal</i> ).....	349	.....	349
<b>Montant brut</b>	<b>3 895</b>	<b>31 040</b>	<b>34 935</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	2 037	2 037
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	.....	14 000	14 000
<b>Montant net</b>	<b>3 895</b>	<b>15 003</b>	<b>18 898</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 95** : Des fonds autorisés de 2 037 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en subventions.

### Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Appui à la recherche et l'érudition</i>		
Coûts indirects de la recherche.....	20 000 000	.....
Subventions et bourses.....	11 040 000	.....
<b>Total des subventions brutes</b>	<b>31 040 000</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles</i> .....	16 037 000	.....
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>15 003 000</b>	<b>.....</b>

# INDUSTRIE

## Statistique Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 105</u>
Statistique Canada demande des fonds pour les postes suivants :	
Des projets qui visent à rectifier les lacunes statistiques et offrent des renseignements sur l'élaboration de politiques dans les secteurs de l'économie axée sur le savoir, la croissance économique, la cohésion sociale, le développement humain et les défis et les possibilités de la mondialisation .....	18 014
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	16 419
Élaboration et achèvement du Recensement de la population de 2006 et d'une infrastructure Internet protégée .....	7 000
Fonds pour mener des projets liés à la mise au point et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	377
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) ( <i>poste horizontal</i> ).....	205
<b>Montant brut</b>	<b>42 015</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	25
<b>Montant net</b>	<b>41 990</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 105** : Des fonds autorisés de 25 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un virement au Conseil du Trésor pour appuyer le Conseil national Traverser les frontières, un forum pour favoriser une gouvernance plus inclusive et la transformation des services gouvernementaux, des processus opérationnels et d'établissement de rapports.

# JUSTICE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Justice – Dépenses de fonctionnement .....	533 850 000	<b>(985 498)</b>	<b>4 927 722</b>	537 792 224
5a Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	389 604 000	<b>(675 000)</b>	<b>2 200 000</b>	391 129 000
(L) Ministre de la Justice – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	81 264 000	.....	.....	81 264 000
Total du Ministère .....	1 004 787 970	<b>(1 660 498)</b>	<b>7 127 722</b>	1 010 255 194
<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>				
10a Commission canadienne des droits de la personne – Dépenses du Programme .....	18 270 000	.....	<b>1 800 000</b>	20 070 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 453 000	.....	.....	2 453 000
Total de l'organisme .....	20 723 000	.....	<b>1 800 000</b>	22 523 000
<b>Tribunal canadien des droits de la personne</b>				
15a Tribunal canadien des droits de la personne – Dépenses du Programme .....	3 895 000	.....	<b>802 915</b>	4 697 915
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	383 000	.....	.....	383 000
Total de l'organisme .....	4 278 000	.....	<b>802 915</b>	5 080 915
<b>Commissaire à la magistrature fédérale</b>				
20a Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement .....	7 970 000	.....	<b>667 013</b>	8 637 013
25a Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement .....	1 575 000	.....	<b>27 250</b>	1 602 250
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat .....	327 076 000	.....	.....	327 076 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	936 000	.....	.....	936 000
Total de l'organisme .....	337 557 000	.....	<b>694 263</b>	338 251 263
<b>Service administratif des tribunaux judiciaires</b>				
30a Service administratif des tribunaux judiciaires – Dépenses du Programme .....	47 662 000	.....	<b>2 225 999</b>	49 887 999
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	6 641 000	.....	.....	6 641 000
Total de l'organisme .....	54 303 000	.....	<b>2 225 999</b>	56 528 999

\* Voir la note au bas de la page 168.

# JUSTICE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit		
<b>Commission du droit du Canada</b>					
35	Dépenses du Programme.....	2 966 000	.....	.....	2 966 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	184 000	.....	.....	184 000
	Total de l'organisme .....	3 150 000	.....	.....	3 150 000
<b>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>					
<i>Programme du Commissariat à l'information du Canada</i>					
40	Dépenses du Programme.....	4 443 000	.....	.....	4 443 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	726 000	.....	.....	726 000
	Total du Programme .....	5 169 000	.....	.....	5 169 000
<i>Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada</i>					
45a	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme et contributions....	3 918 000	.....	<b>6 440 190</b>	10 358 190
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	781 000	.....	.....	781 000
	Total du Programme .....	4 699 000	.....	<b>6 440 190</b>	11 139 190
	Total de l'organisme .....	9 868 000	.....	<b>6 440 190</b>	16 308 190
<b>Cour suprême du Canada</b>					
50a	Cour suprême du Canada – Dépenses du Programme..	20 137 000	.....	<b>927 950</b>	21 064 950
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.....	4 461 000	.....	.....	4 461 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 553 000	.....	.....	2 553 000
	Total de l'organisme .....	27 151 000	.....	<b>927 950</b>	28 078 950
	<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>1 461 817 970</b>	<b>(1 660 498)</b>	<b>20 019 039</b>	<b>1 480 176 511</b>

\* En vertu du décret C.P. 2003-2087, la responsabilité du Centre national de prévention du crime a été transférée du ministère de la Justice au ministère du Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) (1 660 498 \$).

# JUSTICE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Justice demande des fonds pour les postes suivants :			
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	15 742	.....	15 742
Fonds pour appuyer les efforts du Canada qui doit prendre des mesures concernant les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres actes répréhensibles (Stratégie du Canada en matière de crimes de guerre) ( <i>poste horizontal</i> ).....	4 664	.....	4 664
Fonds pour enquêter et entamer des poursuites en cas de fraude dans les marchés financiers (Équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés financiers) ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 810	2 200	4 010
Fonds provisoires pour rédiger la réponse au jugement rendu par la Cour suprême du Canada dans l'affaire <i>R. c. Powley</i> afin de financer la recherche, les discussions multilatérales et l'établissement de la capacité des organisations de Métis ( <i>poste horizontal</i> ).....	3 423	.....	3 423
Fonds pour mener des enquêtes dans le cas d'activités de blanchiment d'argent, pour les prévenir et pour tenter des poursuites ( <i>poste horizontal</i> ).....	958	.....	958
Fonds supplémentaires pour gérer l'arriéré des demandes de citoyenneté canadienne (Réduction de l'arriéré des demandes de citoyenneté) ( <i>poste horizontal</i> ).....	529	.....	529
Initiatives liées à la sécurité publique (sécurité maritime, Initiative sur la frontière intelligente, politique de sécurité nationale) ( <i>poste horizontal</i> ).....	329	.....	329
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) ( <i>poste horizontal</i> ).....	275	.....	275
Activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	198	.....	198
<b>Montant brut</b>	<b>27 928</b>	<b>2 200</b>	<b>30 128</b>
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	23 000	.....	23 000
<b>Montant net</b>	<b>4 928</b>	<b>2 200</b>	<b>7 128</b>

### Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
<b>Contributions</b>		
<i>Droit et orientation</i>		
Contributions aux provinces à l'appui des substituts du procureur général liés aux équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés financiers.....	2 200 000	.....

## Commission canadienne des droits de la personne

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des droits de la personne demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 10</b>
Fonds affectés à la participation à des causes de parité salariale devant le Tribunal canadien des droits de la personne et les cours .....	<b>1 800</b>

## JUSTICE

### Tribunal canadien des droits de la personne

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal canadien des droits de la personne demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 15</b>
Fonds affectés à la gestion et à la coordination des causes de parité salariale devant le Tribunal canadien des droits de la personne .....	615
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontale</i> ) .....	188
<b>Montant net</b>	<b>803</b>

---

### Commissaire à la magistrature fédérale

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissaire à la magistrature fédérale demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 20</b>	<b>Crédit 25</b>	<b>Total</b>
Soutien administratif à la Commission d'examen de la rémunération des juges .....	394	. . . . .	394
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontale</i> ) .....	273	27	300
<b>Montant net</b>	<b>667</b>	<b>27</b>	<b>694</b>

---

### Service administratif des tribunaux judiciaires

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service administratif des tribunaux judiciaires demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 30</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontale</i> ) .....	<b>2 226</b>

---



## JUSTICE

### Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

#### Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada

---

##### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 45</b>
Fonds pour remplir les obligations législatives relatives à la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> * .....	5 962
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	478
<b>Montant net</b>	<b>6 440</b>

---

##### Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b>Contributions</b>		
<i>Protection des renseignements personnels (secteur privé)</i>		
Contributions à l'appui de la recherche et de la promotion de la protection des renseignements personnels.....	<b>500 000</b>	.....

---

\* L'avance de fonds d'un montant de 3 024 296 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Des renseignements additionnels à cet égard se trouvent à la section Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor, au début de ce document.

## Cour suprême du Canada

---

##### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Cour suprême du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 50</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	<b>928</b>

---



# PARLEMENT

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit		
<b>Sénat</b>					
1	Dépenses du Programme.....	45 514 450	.....	.....	45 514 450
(L)	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires, et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	22 380 850	.....	.....	22 380 850
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	5 657 200	.....	.....	5 657 200
	Total de l'organisme .....	73 552 500	.....	.....	73 552 500
<b>Chambre des communes</b>					
5a	Chambre des communes – Dépenses du Programme ...	212 498 020	.....	<b>15 844 507</b>	228 342 527
(L)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	102 377 823	.....	<b>4 385 337</b>	106 763 160
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	31 687 001	.....	.....	31 687 001
	Total de l'organisme .....	346 562 844	.....	<b>20 229 844</b>	366 792 688
<b>Bibliothèque du Parlement</b>					
10	Dépenses du Programme.....	26 066 000	.....	.....	26 066 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	4 372 000	.....	.....	4 372 000
	Total de l'organisme .....	30 438 000	.....	.....	30 438 000
<b>Commissariat à l'éthique</b>					
12a	Commissariat à l'éthique – Dépenses du Programme ..	.....	.....	<b>3 718 700</b>	3 718 700
	Total de l'organisme .....	.....	.....	<b>3 718 700</b>	3 718 700
	Total du portefeuille.....	450 553 344	.....	<b>23 948 544</b>	474 501 888

Nota : Le décret C.P. 2004-0655 fixe au 17 mai 2004 la date d'entrée en vigueur des articles 4 à 37 de la *Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (conseiller sénatorial en éthique et commissaire à l'éthique) et certaines lois en conséquence.*

## PARLEMENT

### Chambre des communes

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 5</u>	<u>Législatif</u>	<u>Total</u>
La Chambre des communes demande des fonds pour les postes suivants :			
Coûts de fonctionnement supplémentaires .....	15 845	.....	15 845
 (L) Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires .....	.....	4 385	4 385
	<b>15 845</b>	<b>4 385</b>	<b>20 230</b>

---

### Commissariat à l'éthique

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Commissariat à l'éthique demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 12</u>
Fonds pour l'installation et le fonctionnement du nouveau commissariat à l'éthique* .....	<b>3 719</b>

\* L'avance de fonds d'un montant de 3 718 700 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce programme. Des renseignements additionnels à cet égard se trouvent à la section Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor, au début de ce document.

# PATRIMOINE CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement...	233 221 000	(2 706 000)	9 147 571	239 662 571
5a Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	866 013 000	.....	93 381 746	959 394 746
(L) Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	1 030 000	.....	.....	1 030 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> .....	637 000	.....	.....	637 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents.....	182 000	.....	.....	182 000
(L) Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	25 944 000	.....	.....	25 944 000
Total budgétaire .....	1 127 096 970	(2 706 000)	102 529 317	1 226 920 287
L10 Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i> .....	10 000	.....	.....	10 000
Total du Ministère.....	1 127 106 970	(2 706 000)	102 529 317	1 226 930 287
<b>Conseil des Arts du Canada</b>				
15a Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi.....	151 031 250	.....	(120 000)	150 911 250
Total de l'organisme .....	151 031 250	.....	(120 000)	150 911 250
<b>Société Radio-Canada</b>				
20a Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement .....	927 442 000	.....	(8 000 000)	919 442 000
25 Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement .....	4 000 000	.....	.....	4 000 000
30 Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital.....	102 869 000	.....	.....	102 869 000
Total de l'organisme .....	1 034 311 000	.....	(8 000 000)	1 026 311 000
<b>Musée canadien des civilisations</b>				
35a Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	94 736 000	.....	1 598 750	96 334 750
Total de l'organisme .....	94 736 000	.....	1 598 750	96 334 750
<b>Musée canadien de la nature</b>				
40a Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	61 122 000	.....	(100 000)	61 022 000
Total de l'organisme .....	61 122 000	.....	(100 000)	61 022 000

\* Voir la note au bas de la page 178.

# PATRIMOINE CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>				
45a Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme.....	1	.....	<b>500 000</b>	500 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	6 120 000	.....	.....	6 120 000
Total de l'organisme .....	6 120 001	.....	<b>500 000</b>	6 620 001
<b>Bibliothèque et Archives du Canada</b>				
46a Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenses les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 36 797 250 \$ du crédit 50 (Archives nationales du Canada) et de 26 454 000 \$ du crédit 90 (Bibliothèque nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	.....	<b>63 251 250</b>	<b>7 700 617</b>	70 951 867
Total de l'organisme .....	.....	<b>63 251 250</b>	<b>7 700 617</b>	70 951 867
<b>Archives nationales du Canada</b>				
50a Archives nationales du Canada – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à du matériel archivistique et à sa reproduction .....	49 063 000	<b>(36 797 250)</b>	.....	12 265 750
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	6 831 000	.....	.....	6 831 000
Total de l'organisme .....	55 894 000	<b>(36 797 250)</b>	.....	19 096 750
<b>Société du Centre national des Arts</b>				
55a Paiements à la Société du Centre national des Arts.....	31 497 000	.....	<b>800 000</b>	32 297 000
Total de l'organisme .....	31 497 000	.....	<b>800 000</b>	32 297 000
<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>				
60a Commission des champs de bataille nationaux – Dépenses du Programme.....	6 864 000	.....	<b>106 248</b>	6 970 248
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1 (1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	423 000	.....	.....	423 000
Total de l'organisme .....	8 687 000	.....	<b>106 248</b>	8 793 248

\* Voir la note au bas de la page 178.

# PATRIMOINE CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Commission de la capitale nationale</b>				
65a Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement .....	67 178 000	.....	(500 000)	66 678 000
70 Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital.....	64 393 000	.....	.....	64 393 000
Total de l'organisme .....	131 571 000	.....	(500 000)	131 071 000
<b>Office national du film</b>				
75a Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	63 672 000	.....	2 889 031	66 561 031
(L) Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	10 000	.....	.....	10 000
Total de l'organisme .....	63 682 000	.....	2 889 031	66 571 031
<b>Musée des beaux-arts du Canada</b>				
80a Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	36 585 000	.....	(400 000)	36 185 000
85 Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
Total de l'organisme .....	44 585 000	.....	(400 000)	44 185 000
<b>Bibliothèque nationale</b>				
90a Bibliothèque nationale – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses.....	35 272 000	(26 454 000)	.....	8 818 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	5 295 000	.....	.....	5 295 000
Total de l'organisme .....	40 567 000	(26 454 000)	.....	14 113 000
<b>Musée national des sciences et de la technologie</b>				
95a Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	29 653 000	.....	149 094	29 802 094
Total de l'organisme .....	29 653 000	.....	149 094	29 802 094
<b>Commission de la fonction publique</b>				
100a Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme.....	128 351 000	(49 094 500)	3 729 063	82 985 563
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	19 145 000	.....	.....	19 145 000
(L) Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel.....	(87 000)	.....	.....	(87 000)
Total de l'organisme .....	147 409 000	(49 094 500)	3 729 063	102 043 563
<b>Commission des relations de travail dans la fonction publique</b>				
105a Commission des relations de travail dans la fonction publique – Dépenses du Programme.....	5 523 000	.....	3 300 670	8 823 670
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	832 000	.....	.....	832 000
Total de l'organisme .....	6 355 000	.....	3 300 670	9 655 670

\* Voir la note au bas de la page 178.

# PATRIMOINE CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Tribunal de la dotation de la fonction publique</b>				
107a Tribunal de la dotation de la fonction publique –				
Dépenses du Programme.....	.....	.....	<b>693 930</b>	693 930
Total de l'organisme.....	.....	.....	<b>693 930</b>	693 930
<b>Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice</b>				
110a Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice –				
Dépenses de fonctionnement.....	11 623 000	.....	<b>15 565</b>	11 638 565
115 Subventions.....	10 750 000	.....	.....	10 750 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 480 000	.....	.....	1 480 000
Total de l'organisme.....	23 853 000	.....	<b>15 565</b>	23 868 565
<b>Téléfilm Canada</b>				
120a Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> .....	129 674 000	.....	<b>(1 400 000)</b>	128 274 000
Total de l'organisme.....	129 674 000	.....	<b>(1 400 000)</b>	128 274 000
<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>3 187 854 221</b>	<b>(51 800 500)</b>	<b>113 492 285</b>	<b>3 249 546 006</b>

Nota : Les montants des crédits négatifs de la colonne «Nouveau crédit» sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans l'annexe 1 proposée du projet de loi de crédits.

\* En vertu du décret C.P. 2003-2088, transfert, du ministère du Patrimoine canadien au ministère du Développement des ressources humaines (Développement social) de la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique au sein du ministère du Patrimoine canadien connu sous le nom de Direction des affaires du secteur bénévole et communautaire (2 414 000 \$).

Le décret C.P. 2004-0731 fixe au 21 mai 2004 la date d'entrée en vigueur de divers articles de la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*, y compris la création de Bibliothèque et Archives Canada à la suite de la fusion des Archives nationales du Canada (36 797 250 \$) et de la Bibliothèque nationale du Canada (26 454 000 \$).

En vertu du décret C.P. 2003-2081, transfert, du ministre du Patrimoine canadien au ministre de l'Environnement de la responsabilité à l'égard de l'Agence Parcs Canada (292 000 \$).

En vertu des décrets C.P. 2004-0367 et C.P. 2004-0368, transfert, de la Commission de la fonction publique à l'École de la fonction publique du Canada, de la responsabilité des secteurs de la Commission connus sous les noms de Formation linguistique Canada et de Services intégrés au sein de la Direction générale des programmes d'apprentissage et de perfectionnement (29 597 200 \$).

En vertu des décrets C.P. 2004-0369 et C.P. 2004-0370, transfert de divers secteurs de la Commission de la fonction publique à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada (19 497 300 \$).

Le décret C.P. 2003-1808 fixe au 20 novembre 2003 la date d'entrée en vigueur de divers articles de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*. Les dispositions de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* comprenaient la création du Tribunal de la dotation de la fonction publique.



# PATRIMOINE CANADIEN

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds supplémentaires pour améliorer dans le domaine du sport au Canada le développement, l'excellence et la participation.....	6 617	53 000	59 617
Fonds supplémentaires pour le Fonds canadien de télévision afin de promouvoir la production d'émissions de télévision typiquement canadiennes de haute qualité.....	169	37 331	37 500
Remboursement à Patrimoine canadien provenant des organismes du portefeuille pour leur contribution à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement*.....	17 200	.....	17 200
Contribution au Conseil de l'unité canadienne pour le Centre de recherche et d'information sur le Canada.....	181	4 300	4 481
Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux.....	.....	3 000	3 000
Fonds pour des initiatives de prévention du racisme ( <i>poste horizontale</i> ).....	1 602	.....	1 602
Subvention au Conseil de l'unité canadienne à l'appui du projet Les Canadiens en Europe.....	.....	1 386	1 386
Nouvelle subvention à TV5 Monde à l'appui de la distribution de services de radiodiffusion.....	.....	1 200	1 200
Fonds provisoires pour rédiger la réponse au jugement rendu par la Cour suprême du Canada dans l'affaire <i>R. c. Powley</i> afin de financer la recherche, les discussions multilatérales et l'établissement de la capacité des organisations de Métis ( <i>poste horizontale</i> ).....	62	896	958
Fonds supplémentaires à l'appui des Centres de services bilingues au Manitoba.....	350	.....	350
Contribution au Centre d'avancement et de leadership en développement économique communautaire de la Huronie (CALDECH), un organisme sans but lucratif, afin de répondre aux besoins à court terme des francophones du comté de Simcoe (Ontario).....	.....	100	100
<b>Montant brut</b>	<b>26 181</b>	<b>101 213</b>	<b>127 394</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	17 033	7 832	24 865
<b>Montant net</b>	<b>9 148</b>	<b>93 381</b>	<b>102 529</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 17 032 993 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de virements à Bibliothèque et Archives nationales du Canada (5 478 892 \$), à la Société Radio-Canada (2 000 000 \$), au Musée canadien des civilisations (1 998 750 \$), au Musée national des sciences et de la technologie (149 094 \$), à l'Office national du film (1 767 750 \$), à Industrie (1 000 000 \$), à Anciens Combattants (1 150 000 \$), à la Société du Centre national des Arts (300 000 \$) et à l'Agence Parcs Canada (509 687 \$) pour promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation, dans le cadre de la Stratégie relative au contenu culturel canadien diffusé sur Internet; un virement au Secrétariat du Conseil du Trésor afin d'appuyer le Conseil national Traverser les frontières, un forum pour favoriser une gouvernance plus inclusive et la transformation des services gouvernementaux, des processus opérationnels et d'établissement de rapports (25 000 \$); un virement à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec pour l'initiative Culture Montréal (50 000 \$), un virement à la Société du Centre national des Arts pour le festival Scène albertaine (800 000 \$) et un virement à Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) pour le coût des opérations à l'étranger (1 803 820 \$) .

**Crédit 5** : Des fonds autorisés de 7 832 186 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de virements au Conseil des Arts du Canada (950 000 \$), à Téléfilm Canada (400 000 \$), à l'Office national du film (365 000 \$), à Industrie (313 000 \$), à Citoyenneté et Immigration (187 289 \$), à la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (150 500 \$), à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (81 250 \$), à Pêches et Océans (75 000 \$), à Agriculture et Agroalimentaire (73 370 \$) et à Santé Canada (44 277 \$) pour le financement lié au développement des communautés minoritaires de langue officielle; un virement à Citoyenneté et Immigrations pour le centre Métropolis (37 500 \$); un virement à Citoyenneté et Immigration pour l'initiative Passages vers le Canada (125 000 \$); un virement au Conseil des Arts du Canada pour la Commission internationale du théâtre francophone (230 000 \$) et des virements au Conseil des Arts du Canada (200 000 \$), à Téléfilm Canada (200 000 \$), à l'Office national du film (200 000 \$) pour aider les jeunes des communautés ethnoculturelles et autochtones à se tailler une place dans le secteur de l'audiovisuel (initiative Décléc); des fonds de 4 200 000 \$ sont disponibles en raison de la diminution des besoins en contributions.

\* Dans le Budget principal des dépenses de 2004-2005, le Ministère a assumé la contribution à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement des organismes faisant partie de son portefeuille. Dans le présent budget supplémentaire des dépenses, cette contribution est inscrite au budget de chacun des organismes du portefeuille et comptabilisée à leurs crédits respectifs.

# PATRIMOINE CANADIEN

## Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Développement culturel et patrimoine</i>		
Subventions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales et à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine canadien :		
Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux .....	3 000 000	.....
Subvention à TV5 Monde .....	1 200 000	.....
	<b>4 200 000</b>	<b>.....</b>
<i>Identité canadienne</i>		
Subventions au Programme d'aide aux athlètes.....	5 200 000	.....
Subvention au Conseil de l'unité canadienne à l'appui du projet Les Canadiens en Europe ..	1 386 000	.....
	<b>6 586 000</b>	<b>.....</b>
<b>Total des subventions brutes</b>	<b>10 786 000</b>	<b>.....</b>
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Développement culturel et patrimoine</i>		
Contributions aux Fonds canadien de télévision.....	<b>37 331 000</b>	<b>.....</b>
<i>Identité canadienne</i>		
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle.....	100 000	.....
Contributions à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communications autochtones, à des centres d'amitié autochtones et à des associations représentant expressément des centres d'amitié autochtones.....	896 932	.....
Contributions pour le programme de soutien au sport.....	43 300 000	.....
Contributions pour le programme d'accueil des Jeux.....	4 500 000	.....
Contribution à l'appui du Programme d'information et de recherche sur le Canada.....	4 300 000	.....
	<b>53 096 932</b>	<b>.....</b>
<b>Total des contributions brutes</b>	<b>90 427 932</b>	<b>.....</b>
<b>Total des paiements de transfert bruts</b>	<b>101 213 932</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles .....</i>	7 832 186	.....
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>93 381 746</b>	<b>.....</b>

## PATRIMOINE CANADIEN

### Conseil des Arts du Canada

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil des Arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 15</b>
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	950
Fonds à l'appui de la création et de la distribution de productions théâtrales au sein des pays de la Francophonie (Commission internationale du théâtre francophone).....	230
Fonds pour aider les jeunes des communautés ethnoculturelles et autochtones à se tailler une place dans le secteur de l'audiovisuel (initiative Déclic) ( <i>poste horizontal</i> ).....	200
<b>Montant brut</b>	<b>1 380</b>
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement* .....	1 500
<b>Montant net</b>	<b>(120)</b>

\* La contribution à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement est fournie à titre d'information seulement.

## Société Radio-Canada

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société Radio-Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 20</b>
Activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) ( <i>poste horizontal</i> ).....	2 000
<b>Montant brut</b>	<b>2 000</b>
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement* .....	10 000
<b>Montant net</b>	<b>(8 000)</b>

\* La contribution à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement est fournie à titre d'information seulement.

## Musée canadien des civilisations

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien des civilisations demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 35</b>
Activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 999
<b>Montant brut</b>	<b>1 999</b>
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement .....	400
<b>Montant net</b>	<b>1 599</b>

**PATRIMOINE CANADIEN**  
**Musée canadien de la nature**

---

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Musée canadien de la nature – <i>Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés</i>	<b>Crédit 40</b>
Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement* .....	<b>(100)</b>

\*La contribution à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement est fournie à titre d'information seulement.

**Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes**

---

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 45</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	<b>500</b>

**PATRIMOINE CANADIEN**  
**Bibliothèque et Archives du Canada**

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Bibliothèque et Archives du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 46</b>
Fusion des Archives nationales du Canada et de la Bibliothèque nationale du Canada.....	63 251
Activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) ( <i>poste horizontal</i> ).....	5 479
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ).....	2 695
Acquisition, traitement et entreposage des documents personnels et politiques du très honorable Jean Chrétien.....	652
<b>Montant brut</b>	<b>72 077</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	625
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	63 251
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	500
<b>Montant net</b>	<b>7 701</b>

**Explication des fonds disponibles**

**Crédit 46** : Des fonds autorisés de 63 876 250 \$ sont disponibles, soit un montant de 625 000 \$ à même le crédit en raison d'un manque à gagner relatif à la collecte des frais d'utilisation et un montant de 63 251 250 \$ qui provient de la fusion des Archives nationales du Canada et de la Bibliothèque nationale du Canada.

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Législatif</b>
<b>Subventions</b>		
<i>Services, sensibilisation et appui</i>		
Conseil canadien des archives.....	450 000	.....
<i>Collections Canadiana et Services d'accès</i>		
Système international de données sur les publications en série.....	18 750	.....
<i>Administration de la Bibliothèque et des directions</i>		
Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques.....	8 250	.....
<b>Total des subventions</b>	<b>477 000</b>	<b>.....</b>
<b>Contributions</b>		
<i>Services, sensibilisation et appui</i>		
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services.....	1 684 100	.....
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation.....	375 000	.....
<b>Total des contributions</b>	<b>2 059 100</b>	<b>.....</b>
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>2 536 100</b>	<b>.....</b>

## PATRIMOINE CANADIEN

### Société du Centre national des Arts

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société du Centre national des Arts demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 55</b>
Fonds pour l'élaboration du festival Scène albertaine qui présente les meilleurs éléments du théâtre, de la musique et de la danse de l'Alberta.....	1 000
Activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) ( <i>poste horizontal</i> ).....	300
<b>Montant brut</b>	<b>1 300</b>
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement .....	500
<b>Montant net</b>	<b>800</b>

---

### Commission des champs de bataille nationaux

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des champs de bataille nationaux demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 60</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	106

---

### Commission de la capitale nationale

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la capitale nationale – <i>Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés</i>	<b>Crédit 65</b>
Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement*.....	<b>(500)</b>

\*La contribution à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement est fournie à titre d'information seulement.

## PATRIMOINE CANADIEN

### Office national du film

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national du film demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 75</b>
Activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 768
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 056
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	365
Fonds pour aider les jeunes des communautés ethnoculturelles et autochtones à se tailler une place dans le secteur de l'audiovisuel (initiative Décllic) ( <i>poste horizontal</i> ).....	200
<b>Montant brut</b>	<b>3 389</b>
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement .....	500
<b>Montant net</b>	<b>2 889</b>

---

### Musée des beaux-arts du Canada

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée des beaux-arts du Canada – <i>Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés</i>	<b>Crédit 80</b>
Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement*.....	<b>(400)</b>

\*La contribution à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement est fournie à titre d'information seulement.

### Musée national des sciences et de la technologie

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée national des sciences et de la technologie demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 95</b>
Activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) ( <i>poste horizontal</i> ).....	<b>149</b>

---

## PATRIMOINE CANADIEN

### Commission de la fonction publique

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 100</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	3 885
Fonds consacrés à la traduction des décisions quasi judiciaires qui est exigée dans la cause <i>R. c. Devinat</i> .....	444
<b>Montant brut</b>	<b>4 329</b>
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement .....	600
<b>Montant net</b>	<b>3 729</b>

---

### Commission des relations de travail dans la fonction publique

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des relations de travail dans la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 105</b>
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale ( <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> ) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	2 040
Fonds supplémentaires pour pallier les tensions liées à la charge de travail relative aux processus de négociation collective et d'arbitrage* .....	969
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	292
<b>Montant net</b>	<b>3 301</b>

---

\* L'avance de fonds d'un montant de 534 000 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Des renseignements additionnels à cet égard se trouvent à la section Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor, au début de ce document.

### Tribunal de la dotation de la fonction publique

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal de la dotation de la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 107</b>
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale ( <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> ) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	694

---



**PATRIMOINE CANADIEN**  
**Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice**

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Condition féminine – Le Bureau de la coordonnatrice demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 110</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	216
<b>Montant brut</b>	<b>216</b>
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement .....	200
<b>Montant net</b>	<b>16</b>

**Téléfilm Canada**

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Téléfilm Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 120</b>
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	400
Fonds pour aider les jeunes des communautés ethnoculturelles et autochtones à se tailler une place dans le secteur de l'audiovisuel (initiative Décllic) ( <i>poste horizontal</i> ).....	200
<b>Montant brut</b>	<b>600</b>
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement* .....	2 000
<b>Montant net</b>	<b>(1 400)</b>

\* La contribution à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement est fournie à titre d'information seulement.



# PÊCHES ET OCÉANS

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
1a Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement.....	1 034 426 000	.....	<b>47 704 656</b>	1 082 130 656
5a Pêches et Océans – Dépenses en capital.....	206 838 000	.....	<b>3 505 000</b>	210 343 000
10a Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	107 477 000	.....	<b>33 041 466</b>	140 518 466
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	121 988 000	.....	.....	121 988 000
<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>1 470 798 970</b>	<b>.....</b>	<b>84 251 122</b>	<b>1 555 050 092</b>

## PÊCHES ET OCÉANS

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :				
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontale</i> ) .....	28 623	.....	.....	28 623
Paievements aux Premières nations dans le cadre d'un programme de licences de pêche, de navires et d'attirail de pêche afin de leur donner accès au pêches de l'Atlantique. ....	.....	.....	23 513	23 513
Initiatives liées à la sécurité publique (sécurité maritime, Initiative sur la frontière intelligente, politique de sécurité nationale) ( <i>poste horizontale</i> ).....	15 720	3 000	.....	18 720
Activités visant à atténuer l'incidence de la surpêche étrangère dans l'océan Atlantique ( <i>poste horizontale</i> ) .....	11 325	.....	.....	11 325
Fonds à l'appui de la conception, de la réalisation et de la mise en œuvre en cours d'un programme pour soutenir les groupes autochtones dans les activités de gestion des pêches et des ressources marines. ....	895	.....	6 975	7 870
Fonds pour le projet de gazoduc dans le Nord des Territoires du Nord-Ouest (Secrétariat du projet de gaz du Nord et Projet de gazoduc dans les Territoires du Nord-Ouest) ( <i>poste horizontale</i> )....	3 170	.....	.....	3 170
Paievements à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans* .....	.....	.....	2 357	2 357
Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés ( <i>poste horizontale</i> ).....	1 277	.....	.....	1 277
Réinvestissement des produits de la vente de biens immobiliers afin de répondre aux nouvelles normes de sécurité et environnementales .....	1 251	.....	.....	1 251
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle ( <i>poste horizontale</i> ).....	645	.....	.....	645
Investissement en capital associé à la construction des installations de Bella Bella en Colombie-Britannique .....	.....	345	.....	345
Fonds liés à la ratification par le Canada d'un cadre juridique exhaustif régissant les espaces marins, leurs utilisations et leurs ressources (Convention des Nations Unies sur le droit de la mer) ( <i>poste horizontale</i> ).....	293	.....	.....	293
Ressources additionnelles pour appuyer les négociations fédérales en vue d'une entente cadre avec les Mi'kmaq et les Malécites de l'Î.-P.-É. et du Québec ainsi que les négociations préliminaires de traités progressifs ( <i>poste horizontale</i> ).....	201	.....	.....	201
Activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada ( <i>poste horizontale</i> ).....	.....	160	.....	160
Fonds pour poursuivre la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuvialuits ( <i>poste horizontale</i> ).....	7	.....	121	128
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) ( <i>poste horizontale</i> ) .....	113	.....	.....	113
Fonds provisoires pour rédiger la réponse au jugement rendu par la Cour suprême du Canada dans l'affaire <i>R. c. Powley</i> afin de financer la recherche, les discussions multilatérales et l'établissement de la capacité des organisations de Métis ( <i>poste horizontale</i> ).....	83	.....	.....	83
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontale</i> ).....	.....	.....	75	75
<b>Montant brut</b>	<b>63 603</b>	<b>3 505</b>	<b>33 041</b>	<b>100 149</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 898	.....	.....	2 898
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	13 000	.....	.....	13 000
<b>Montant net</b>	<b>47 705</b>	<b>3 505</b>	<b>33 041</b>	<b>84 251</b>

\* L'avance de fonds d'un montant de 86 000 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Des renseignements additionnels à cet égard se trouvent à la section Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor, au début de ce document.

# PÊCHES ET OCÉANS

## Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 2 898 380 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du réaligement des ressources pour adresser les besoins supplémentaires en subventions et en contributions (2 473 380 \$) et d'un transfert à l'Agence Parcs Canada pour l'aménagement et la reconstruction du Havre-Saint-Pierre (425 000 \$).

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Sciences halieutiques et océaniques</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans ( <i>Les fonds d'un montant de 86 000 \$ affectés à une partie de ce poste proviennent du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor</i> ).....	97 000	.....
<i>Hydrographie</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	30 100	.....
<i>Gestion des pêches</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	25 000	.....
<b>Total des subventions</b>	<b>152 100</b>	<b>.....</b>
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Sciences halieutiques et océaniques</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	2 205 250	.....
<i>Gestion des pêches</i>		
Contributions en vertu du Programme d'accès aux pêches .....	23 513 116	.....
Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques .....	6 000 000	.....
Contributions en vertu du Programme de gestion autochtone de l'habitat dans les régions intérieures .....	975 000	.....
Contributions en vertu de la convention définitive des Inuvialuits pour la protection de l'exploitation de la faune aux titres des propriétés sur les terres, de la gestion des ressources et du développement économique et social.....	121 000	.....
	<b>30 609 116</b>	<b>.....</b>
<i>Politiques et services internes</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	75 000	.....
<b>Total des contributions</b>	<b>32 889 366</b>	<b>.....</b>
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>33 041 466</b>	<b>.....</b>



# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement.....	258 702 000	.....	<b>22 930 675</b>	281 632 675
5a Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	719 887 000	<b>35 000 000</b>	<b>44 126 403</b>	799 013 403
(L) Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	250 100 000	.....	.....	250 100 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> .....	500 000	.....	.....	500 000
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> .....	18 900 000	.....	.....	18 900 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	75 400 000	.....	.....	75 400 000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..	79 800 000	.....	.....	79 800 000
(L) Subventions aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du règlement sur les subventions canadiennes pour l'épargne-études de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i> .....	385 000 000	.....	.....	385 000 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État.....	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie et de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région.....	22 000	.....	.....	22 000
(L) Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique .....	145 000	.....	.....	145 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands .....	51 000 000	.....	.....	51 000 000

\* Voir la note au bas de la page 194.

# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
(L) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	12 500 000	.....	.....	12 500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	141 291 000	.....	.....	141 291 000
Total budgétaire .....	1 993 421 940	<b>35 000 000</b>	<b>67 057 078</b>	2 095 479 018
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	1 254 700 000	.....	.....	1 254 700 000
Total du Ministère.....	3 248 121 940	<b>35 000 000</b>	<b>67 057 078</b>	3 350 179 018
<b>Conseil canadien des relations industrielles</b>				
10a Conseil canadien des relations industrielles – Dépenses du Programme.....	10 547 000	.....	<b>1 225 596</b>	11 772 596
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	1 673 000	.....	.....	1 673 000
Total de l'organisme .....	12 220 000	.....	<b>1 225 596</b>	13 445 596
<b>Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs</b>				
15 Dépenses du Programme.....	1 665 000	.....	.....	1 665 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	175 000	.....	.....	175 000
Total de l'organisme .....	1 840 000	.....	.....	1 840 000
<b>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</b>				
20a Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail – Dépenses du Programme.....	4 032 000	.....	<b>180 876</b>	4 212 876
Total de l'organisme .....	4 032 000	.....	<b>180 876</b>	4 212 876
Total du portefeuille.....	3 266 213 940	<b>35 000 000</b>	<b>68 463 550</b>	3 369 677 490

\* En vertu du décret C.P. 2004-0165, transfert, du ministre des Transports au ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, des attributions relatives à l'accord de contribution conclu entre le Canada, l'Ontario, la ville de Toronto et la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto (35 000 000 \$) .



# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert de l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto en raison de la restructuration du gouvernement .....	.....	35 000	35 000
Fonds pour aider les organismes autochtones à concevoir et à dispenser des programmes liés au marché du travail et au perfectionnement des compétences afin d'aider les Autochtones à se préparer à travailler, puis à trouver, à obtenir et à conserver un emploi enrichissant et durable .....	2 500	22 500	25 000
Fonds pour promouvoir le développement socioéconomique des communautés minoritaires de langue officielle ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 120	8 899	10 019
Fonds pour mettre au point et améliorer les processus d'évaluation et de reconnaissance des titres de compétences étrangers, afin d'améliorer l'accès au marché du travail canadien dans des postes et des secteurs ciblés aux personnes formées à l'étranger ( <i>poste horizontal</i> ).....	934	7 727	8 661
Réalignement des ressources entre Développement social et Ressources humaines et Développement des compétences .....	8 600	.....	8 600
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	7 764	.....	7 764
Fonds pour mettre à l'essai des approches innovatrices destinées à réintégrer, dans un emploi durable, les travailleurs déplacés âgés entre 55 et 64 ans ou à maintenir en situation d'emploi ceux qui sont menacés d'être déplacés (Initiative des projets pilotes pour les travailleurs âgés) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	455	5 000	5 455
Fonds pour des initiatives de prévention du racisme ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 951	.....	1 951
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 917	.....	1 917
Subventions à des institutions internationales du domaine du travail pour faire face aux répercussions de la mondialisation sur le travail.....	.....	1 000	1 000
Subventions à des organismes nationaux et internationaux pour de l'assistance technique et la coopération internationale dans le domaine du travail* .....	.....	900	900
Contributions liées aux initiatives internationales du Canada ayant trait au domaine du travail .....	.....	300	300
<b>Montant brut</b>	<b>25 241</b>	<b>81 326</b>	<b>106 567</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	110	2 200	2 310
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	35 000	35 000
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	2 200	.....	2 200
<b>Montant net</b>	<b>22 931</b>	<b>44 126</b>	<b>67 057</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 110 000 \$ sont disponibles à même le crédit : 25 000 \$ en raison du virement au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le Conseil national Traverser les frontières et 85 000 \$ en raison du virement à Citoyenneté et Immigration pour le projet Metropolis – Centres d'excellence sur les questions relatives à l'immigration.

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 37 200 000 \$ sont disponibles : 2 200 000 \$ à même le crédit en raison de la diminution des besoins en contributions et 35 000 000 \$ du crédit 10 (Transports) en raison du transfert de l'initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.

\* L'avance de fonds d'un montant de 475 876 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Des renseignements additionnels à cet égard se trouvent à la section Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor, au début de ce document.

# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Travail</i>		
Subventions à des institutions internationales du domaine du travail pour faire face aux répercussions de la mondialisation sur le travail .....	1 000 000	.....
Subventions à des organismes nationaux et internationaux pour de l'assistance technique et la coopération internationale dans le domaine du travail ( <i>L'avance de fonds d'un montant de 475 876 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer une partie de ce poste</i> ).....	900 000	.....
<b>Total des subventions brutes</b>	<b>1 900 000</b>	<b>.....</b>
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Programmes d'emploi</i>		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien .....	27 500 000	.....
Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle.....	8 000 000	.....
	<b>35 500 000</b>	<b>.....</b>
<i>Compétences professionnelles</i>		
Contributions aux conseils sectoriels, conseils intersectoriels, consortiums nationaux, gouvernements provinciaux/territoriaux, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, établissements de santé publics, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps et associations ad hoc, afin de soutenir le développement et l'amélioration des processus et outils d'évaluation et de reconnaissance des titres de compétences étrangers. ....	7 727 000	.....
<i>Apprentissage</i>		
Contributions aux secteurs bénévoles, à des organisations professionnelles, à des universités et des établissements d'enseignement postsecondaire et aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation.....	899 403	.....
<i>Travail</i>		
Contributions à des entreprises et des organisations syndicales et sans but lucratif canadiennes pour favoriser le dialogue social et les activités de coopération au Canada liées aux initiatives internationales du Canada ayant trait au domaine du travail .....	300 000	.....
<i>Soutien aux politiques, aux programmes et à la prestation des services</i>		
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	35 000 000	.....
<b>Total des contributions brutes</b>	<b>79 426 403</b>	<b>.....</b>
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>81 326 403</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles .....</i>	<i>37 200 000</i>	<i>.....</i>
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>44 126 403</b>	<b>.....</b>

## RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

### Conseil canadien des relations industrielles

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil canadien des relations industrielles demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 10</b>
Coûts supplémentaires liés à la nomination d'un nouveau président, d'un autre vice-président et de membres à temps partiel .....	686
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	540
<b>Montant net</b>	<b>1 226</b>

---

### Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 20</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	181

---



# RESSOURCES NATURELLES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement..	578 862 000	.....	<b>40 230 015</b>	619 092 015
5a Ressources naturelles – Dépenses en capital .....	12 680 000	.....	<b>21 278</b>	12 701 278
10a Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	289 775 000	.....	<b>1 357 000</b>	291 132 000
(L) Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	58 373 000	.....	.....	58 373 000
(L) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse.....	1 635 000	.....	.....	1 635 000
(L) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve .....	1 426 000	.....	.....	1 426 000
(L) Contribution à l'Office Canada - Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers .....	3 600 000	.....	.....	3 600 000
(L) Contribution à l'Office Canada - Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers .....	2 500 000	.....	.....	2 500 000
(L) Paiements au compte des revenus extracôtiers de la Nouvelle-Écosse .....	30 000 000	.....	.....	30 000 000
(L) Paiements au Fonds terre-neuvien des revenus provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers .....	116 360 000	.....	.....	116 360 000
(L) Fonds renouvelable de Géomatique Canada.....	(2 356 000)	.....	.....	(2 356 000)
Total du Ministère.....	1 092 924 970	.....	<b>41 608 293</b>	1 134 533 263
<b>Énergie atomique du Canada limitée</b>				
15a Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	127 838 000	.....	<b>35 000 000</b>	162 838 000
Total de l'organisme .....	127 838 000	.....	<b>35 000 000</b>	162 838 000
<b>Commission canadienne de sûreté nucléaire</b>				
20a Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme.....	57 414 000	.....	<b>9 229 200</b>	66 643 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	7 961 000	.....	.....	7 961 000
Total de l'organisme .....	65 375 000	.....	<b>9 229 200</b>	74 604 200
<b>Société de développement du Cap-Breton</b>				
25 Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital .....	60 205 000	.....	.....	60 205 000
Total de l'organisme .....	60 205 000	.....	.....	60 205 000

# RESSOURCES NATURELLES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
<b>Office national de l'énergie</b>				
30a Office national de l'énergie – Dépenses du Programme.....	30 528 000	.....	<b>3 272 550</b>	33 800 550
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	5 007 000	.....	.....	5 007 000
Total de l'organisme .....	35 535 000	.....	<b>3 272 550</b>	38 807 550
<b>Administration du pipe-line du Nord</b>				
35a Administration du pipe-line du Nord – Dépenses du Programme.....	1 252 000	.....	<b>62 600</b>	1 314 600
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	111 000	.....	.....	111 000
Total de l'organisme .....	1 363 000	.....	<b>62 600</b>	1 425 600
<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>1 383 240 970</b>	<b>.....</b>	<b>89 172 643</b>	<b>1 472 413 613</b>

# RESSOURCES NATURELLES

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :				
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	23 398	.....	.....	23 398
Activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	15 462	.....	1 207	16 669
Fonds pour le projet de gazoduc dans le Nord des Territoires du Nord-Ouest (Secrétariat du projet de gaz du Nord et Projet de gazoduc dans les Territoires du Nord-Ouest) ( <i>poste horizontal</i> )....	2 939	.....	.....	2 939
Subvention à des professeurs d'universités canadiennes pour la recherche liée à la viabilité et à la compétitivité du secteur forestier .....	.....	.....	700	700
Fonds liés à la ratification par le Canada d'un cadre juridique exhaustif régissant les espaces marins, leurs utilisations et leurs ressources (Convention des Nations Unies sur le droit de la mer) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	240	.....	.....	240
Contribution à l'Institut de l'amiante pour favoriser la mise en application internationale de l'utilisation sécuritaire et responsable de l'amiante chrysotile .....	.....	.....	150	150
Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés ( <i>poste horizontal</i> ) .....	133	.....	.....	133
Coût d'exploitation et d'entretien, paiement en remplacement d'impôts et coûts de recapitalisation associés au complexe du Centre canadien de la technologie des minéraux et de l'énergie à Ottawa (Ontario) .....	36	21	.....	57
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	56	.....	.....	56
Ressources additionnelles pour appuyer les négociations fédérales en vue d'une entente cadre avec les Mi'kmaq et les Malécites de l'Î.-P.-É. et du Québec ainsi que les négociations préliminaires de traités progressifs ( <i>poste horizontal</i> ) .....	49	.....	.....	49
Produit net de la vente d'une station forestière expérimentale à Wasa Lake (Colombie-Britannique) et d'une station de radiophare à Williams Lake (Colombie-Britannique) .....	40	.....	.....	40
<b>Montant brut</b>	<b>42 353</b>	<b>21</b>	<b>2 057</b>	<b>44 431</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	2 123	.....	700	2 823
<b>Montant net</b>	<b>40 230</b>	<b>21</b>	<b>1 357</b>	<b>41 608</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 2 122 731 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du virement de 1 042 600 \$ à la Gendarmerie royale du Canada, de 685 000 \$ au Conseil national de recherches du Canada, de 160 000 \$ à Pêches et Océans Canada, de 100 200 \$ à Environnement Canada, de 80 000 \$ à Service correctionnel Canada, 30 431 \$ à l'Agence Parcs Canada et de 24 500 \$ à Agriculture et Agroalimentaire Canada pour les activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada.

**Crédit 10** : Des fonds autorisés de 700 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contributions.

# RESSOURCES NATURELLES

## Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Diffusion de l'information et établissement d'un consensus</i>		
Subventions à des professeurs d'universités canadiennes pour la recherche liée à la viabilité et à la compétitivité du secteur forestier .....	<b>700 000</b>	.....
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Avantages économiques et sociaux</i>		
Contribution à l'institut de l'amiante pour favoriser la mise en application internationale de l'utilisation sécuritaire et responsable de l'amiante chrysotile .....	<b>150 000</b>	.....
<i>Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux</i>		
Contributions à l'appui des obligations internationales relatives à l'établissement des rapports sur le secteur forestier .....	<b>1 207 000</b>	.....
<b>Total des contributions brutes</b>	<b>1 357 000</b>	.....
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>2 057 000</b>	.....
<i>Moins : Fonds disponibles .....</i>	<i>700 000</i>	<i>.....</i>
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>1 357 000</b>	.....

## Énergie atomique du Canada limitée

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Énergie atomique du Canada limitée demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 15</b>
Fonds pour la mise au point d'un nouveau réacteur nucléaire avancé qui servira à produire de l'énergie et qui pourrait être vendu au Canada et à d'autres pays (Réacteur CANDU avancé) .....	<b>35 000</b>



## RESSOURCES NATURELLES

### Commission canadienne de sûreté nucléaire

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne de sûreté nucléaire demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 20</b>
Fonds pour examiner la conception proposée par Énergie atomique du Canada Limitée pour un nouveau réacteur nucléaire servant à produire de l'énergie.....	4 600
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	2 629
Fonds pour une génératrice de secours pour maintenir les activités en cas de panne d'électricité dans l'immeuble du ministère de la rue Slater à Ottawa (Ontario) .....	2 000
<b>Montant net</b>	<b>9 229</b>

---

### Office national de l'énergie

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national de l'énergie demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 30</b>
Fonds pour le projet de gazoduc dans le Nord des Territoires du Nord-Ouest (Secrétariat du projet de gaz du Nord et Projet de gazoduc dans les Territoires du Nord-Ouest) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 770
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 503
<b>Montant net</b>	<b>3 273</b>

---

### Administration du pipe-line du Nord

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Administration du pipe-line du Nord demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 35</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	63

---



# SANTÉ

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Santé – Dépenses de fonctionnement .....	1 702 403 130	.....	<b>141 424 024</b>	1 843 827 154
5a Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	1 343 777 900	.....	<b>28 328 962</b>	1 372 106 862
(L) Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	120 049 000	.....	.....	120 049 000
Total du Ministère.....	3 166 300 000	.....	<b>169 752 986</b>	3 336 052 986
<b>Instituts de recherche en santé du Canada</b>				
10a Instituts de recherche en santé du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 294 999 \$ du crédit 15 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	36 162 000	<b>294 999</b>	<b>5 588 072</b>	42 045 071
15a Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses .....	711 274 000	<b>(294 999)</b>	<b>1</b>	710 979 002
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	4 166 000	.....	.....	4 166 000
Total de l'organisme .....	751 602 000	.....	<b>5 588 073</b>	757 190 073
<b>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</b>				
20a Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses – Dépenses du Programme .....	3 065 000	.....	<b>234 028</b>	3 299 028
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	517 000	.....	.....	517 000
Total de l'organisme .....	3 582 000	.....	<b>234 028</b>	3 816 028
<b>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés</b>				
25a Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés – Dépenses du Programme .....	4 636 000	.....	<b>50 000</b>	4 686 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	665 000	.....	.....	665 000
Total de l'organisme .....	5 301 000	.....	<b>50 000</b>	5 351 000
Total du portefeuille.....	3 926 785 000	.....	<b>175 625 087</b>	4 102 410 087

# SANTÉ

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Santé demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds supplémentaires afin de corriger les lacunes en santé publique et pour jeter les bases pour la création de l'Agence canadienne de la santé publique .....	72 625	3 100	75 725
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	46 300	.....	46 300
Prolongation d'une année des programmes existants de promotion de la santé (Stratégie canadienne sur le diabète et Programme de prévention, de soutien et de recherche pour l'hépatite C).....	14 320	24 490	38 810
Fonds pour les initiatives liées à l'Accord de 2003 des premiers ministres (Conseil de la santé, Stratégie en matière de ressources humaines en santé et Supplément de Santé des territoires)* .....	4 448	20 271	24 719
Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés ( <i>poste horizontal</i> ) .....	5 427	.....	5 427
Fonds pour offrir des programmes et des services fédéraux à deux communautés innues du Labrador, dont des services de santé et des services de police communautaire (Stratégie globale de guérison des Innus du Labrador) ( <i>poste horizontal</i> ).....	2 291	2 802	5 093
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 850	.....	1 850
Fonds pour des initiatives sur les questions de développement durable d'importance mondiale ( <i>poste horizontal</i> ) .....	155	.....	155
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) ( <i>poste horizontal</i> ).....	56	.....	56
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	44	44
<b>Montant brut</b>	<b>147 472</b>	<b>50 707</b>	<b>198 179</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 299	22 378	24 677
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	3 749	.....	3 749
<b>Montant net</b>	<b>141 424</b>	<b>28 329</b>	<b>169 753</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 2 299 150 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des virements de 2 274 150 \$ à d'autres ministères pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) et de 25 000 \$ au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada pour appuyer le Conseil national Traverser les frontières.

**Crédit 5** : Des fonds autorisés de 22 378 722 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contributions au montant de 20 578 722 \$ et de 1 800 000 \$ en raison du virement aux Instituts de recherche en santé du Canada pour mener des recherches dans le cadre du Programme de recherche communautaire sur le VIH/sida.

\* L'avance de fonds d'un montant de 3 099 450 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Des renseignements additionnels à cet égard se trouvent à la section Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor, au début de ce document.

**SANTÉ**  
**Ministère**

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Politique en matière de soins de santé</i>		
Programme de subventions de partenariat entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé.....	1 424 862	.....
Subvention pour le Supplément de santé des Territoires du Nord-Ouest à l'Accord de 2003 des premiers ministres.....	1 111 000	.....
Subvention pour le Supplément de santé du Nunavut à l'Accord de 2003 des premiers ministres .....	1 111 000	.....
Subvention pour le Supplément de santé du Yukon à l'Accord de 2003 des premiers ministres .....	1 111 000	.....
Subvention au Conseil de la santé au Canada ( <i>Les fonds d'un montant de 3 099 450 \$ affectés à une partie de ce poste proviennent du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor</i> ) .....	4 724 038	.....
	<b>9 481 900</b>	<b>.....</b>
<i>Promotion et protection de la santé</i>		
Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche.....	1 800 000	.....
<b>Total des subventions brutes</b>	<b>11 281 900</b>	<b>.....</b>
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Politique en matière de soins de santé</i>		
Programme de contributions dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé.....	10 789 308	.....
<i>Promotion et protection de la santé</i>		
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche .....	6 734 476	.....
<i>Santé des Premières nations et des Inuits</i>		
Contributions pour les services intégrés de soins de santé communautaire aux collectivités indiennes et inuites.....	2 802 000	.....
Paiement à des bandes indiennes, à des associations ou aux groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé.....	100 000	.....
Contributions pour des projets de promotion et de prévention liés à la santé des Premières nations et des Inuits et pour des projets de développement favorisant la prise en charge des services de santé par les Premières nations et les Inuits .....	19 000 000	.....
	<b>21 902 000</b>	<b>.....</b>
<b>Total des contributions brutes</b>	<b>39 425 784</b>	<b>.....</b>
<b>Total des paiements de transfert bruts</b>	<b>50 707 684</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles .....</i>	<i>22 378 722</i>	<i>.....</i>
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>28 328 962</b>	<b>.....</b>

# SANTÉ

## Instituts de recherche en santé du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 10	Crédit 15	Total
Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :			
Fonds pour promouvoir l'avancement social et économique grâce au financement de la recherche, de la diffusion du savoir et de la commercialisation des initiatives (Stimuler la recherche et l'innovation) ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 880	36 500	38 380
Réalignement des ressources pour pallier les tensions en cours d'exercice liées aux travaux préparatoires visant à préciser des initiatives de recherche multidisciplinaires et ciblées.....	2 009	.....	2 009
Fonds supplémentaires pour le Programme de recherche communautaire sur le VIH/sida.....	389	1 385	1 774
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 605	.....	1 605
<b>Montant brut</b>	<b>5 883</b>	<b>37 885</b>	<b>43 768</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	1 885	1 885
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	295	.....	295
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	.....	36 000	36 000
<b>Montant net</b>	<b>5 588</b>	<b>.....</b>	<b>5 588</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 10** : Des fonds autorisés de 294 999 \$ sont disponibles du crédit 15 en raison du virement du crédit 15 au crédit 10 pour le réalignement des ressources pour pallier les tensions en cours d'exercice liées aux travaux préparatoires visant à préciser des initiatives de recherche multidisciplinaires et ciblées.

**Crédit 15** : Des fonds autorisés de 1 885 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du virement du crédit 15 au crédit 10 pour le réalignement des ressources pour pallier les tensions en cours d'exercice liées aux travaux préparatoires visant à préciser des initiatives de recherche multidisciplinaires et ciblées.

### Paievements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
<b>Subventions</b>		
<i>Création et application de nouveaux savoirs pour améliorer la santé</i>		
Subventions pour les projets de recherche et le soutien au personnel .....	37 885 000	.....
<b>Total des paievements de transfert bruts</b>	<b>37 885 000</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles</i> .....	37 884 999	.....
<b>Paievements de transfert nets</b>	<b>1</b>	<b>.....</b>

# SANTÉ

## Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 20</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontale</i> ) .....	128
Fonds supplémentaires pour rembourser les droits perçus au cours des années précédentes pour des demandes qui n'ont plus cours maintenant .....	106
<b>Montant net</b>	<b>234</b>

---

## Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 25</b>
Fonds supplémentaires afin d'harmoniser la rémunération des membres du Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés conformément aux lignes directrices du Conseil privé .....	50

---





# SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Solliciteur général – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 26 900 000 \$ du crédit 5 (Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)) et de 985 498 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	100 944 400	27 885 498	375 067	129 204 965
5a Solliciteur général – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 675 000 \$ du crédit 5 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....	301 792 600	(26 225 000)	1	275 567 601
(L) générale – Traitement et allocation pour automobile ..	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	11 209 000	.....	.....	11 209 000
Total du Ministère.....	414 015 970	1 660 498	375 068	416 051 536
<b>Agence des services frontaliers du Canada</b>				
10a Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 239 050 000 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	546 584 000	239 050 000	21 132 739	806 766 739
15a Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 930 985 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits 1 pour 2004-2005</i> .....	23 349 000	11 930 985	1	35 279 986
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	96 813 000	.....	.....	96 813 000
Total de l'organisme .....	666 746 000	250 980 985	21 132 740	938 859 725
<b>Centre canadien des armes à feu</b>				
20 Dépenses de fonctionnement .....	82 080 000	.....	.....	82 080 000
25 Contributions .....	14 500 000	.....	.....	14 500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	3 688 000	.....	.....	3 688 000
Total de l'organisme .....	100 268 000	.....	.....	100 268 000
<b>Service canadien du renseignement de sécurité</b>				
30a Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme.....	269 911 000	.....	11 517 676	281 428 676
Total de l'organisme .....	269 911 000	.....	11 517 676	281 428 676

\* Voir la note au bas de la page 213.

# SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Service correctionnel</b>				
35a Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles –				
Dépenses de fonctionnement .....	1 261 053 742	.....	<b>42 595 641</b>	1 303 649 383
40 Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital .....	136 712 000	.....	.....	136 712 000
(L) Pensions et autres avantages sociaux des employés .....	201 000	.....	.....	201 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	173 221 159	.....	.....	173 221 159
(L) Fonds renouvelable .....	83 600	.....	.....	83 600
Total de l'organisme .....	1 571 271 501	.....	<b>42 595 641</b>	1 613 867 142
<b>Commission nationale des libérations conditionnelles</b>				
45a Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme et contributions.....	29 076 000	.....	<b>6 347 890</b>	35 423 890
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	4 772 000	.....	.....	4 772 000
Total de l'organisme .....	33 848 000	.....	<b>6 347 890</b>	40 195 890
<b>Bureau de l'enquêteur correctionnel</b>				
50a Bureau de l'enquêteur correctionnel – Dépenses du Programme.....	2 558 000	.....	<b>128 150</b>	2 686 150
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	388 000	.....	.....	388 000
Total de l'organisme .....	2 946 000	.....	<b>128 150</b>	3 074 150
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>				
55a Application de la loi – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice .....	1 231 710 000	.....	<b>101 382 592</b>	1 333 092 592
60a Application de la loi – Dépenses en capital .....	196 334 000	.....	<b>13 750 450</b>	210 084 450
65 Subventions et contributions.....	37 424 880	.....	.....	37 424 880
(L) Pensions et autres prestations des employés – Membres de la .....	306 374 047	.....	.....	306 374 047
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	46 256 915	.....	.....	46 256 915
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R., 1970 ch. R-10) .....	23 000 000	.....	.....	23 000 000
Total de l'organisme .....	1 841 099 842	.....	<b>115 133 042</b>	1 956 232 884
<b>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada</b>				
70a Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme.....	769 000	.....	<b>38 350</b>	807 350
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	115 000	.....	.....	115 000
Total de l'organisme .....	884 000	.....	<b>38 350</b>	922 350

\* Voir la note au bas de la page 213.

# SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada</b>				
75a Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme.....	4 177 000	.....	<b>208 050</b>	4 385 050
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	558 000	.....	.....	558 000
Total de l'organisme .....	4 735 000	.....	<b>208 050</b>	4 943 050
Total du .....	4 905 725 313	<b>252 641 483</b>	<b>197 476 607</b>	5 355 843 403

\* En vertu du décret C.P. 2003-2087, transfert, du ministère de la Justice au ministère du Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) de la responsabilité du Centre national de prévention du crime (1 660 498 \$) .

En vertu du décret C.P. 2003-2064, transfert de la responsabilité du programme des douanes de l'Agence des douanes et du revenu du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada (250 980 985 \$) .

# SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) demande des fonds pour les postes suivants :

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Réalignement des ressources pour rembourser à la GRC les coûts des services de police offerts aux Premières nations .....	15 000	.....	15 000
Fonds pour accroître la sécurité publique grâce au partage de renseignements de sécurité et à des systèmes.....	7 720	.....	7 720
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	3 917	.....	3 917
Transfert de la responsabilité du Centre national de prévention du crime du ministère de la Justice en raison de la restructuration du gouvernement.....	985	675	1 660
Fonds pour mettre en place des mesures visant à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle sur ( <i>poste horizontal</i> ) .....	170	700	870
Fonds pour exploiter et tenir à jour une banque nationale de données génétiques sur les auteurs de crimes graves ( <i>poste horizontal</i> ).....	270	.....	270
Fonds pour enquêter et entamer des poursuites en cas de fraude dans les marchés financiers (Équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés financiers) ( <i>poste horizontal</i> ).....	198	.....	198
<b>Montant brut</b>	<b>28 260</b>	<b>1 375</b>	<b>29 635</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	700	700
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	15 285	675	15 960
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	12 600	.....	12 600
<b>Montant net</b>	<b>375</b>	<b>.....</b>	<b>375</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 27 885 495 \$ sont disponibles : 29 900 000 \$ à partir du crédit 5 en raison d'une diminution des besoins en contributions (14 300 000 \$) et des diminutions liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement (12 600 000 \$) et 985 498 \$ à partir du crédit 1 (Justice) en raison du transfert de la responsabilité du Centre national de prévention du crime à la suite de la restructuration du gouvernement annoncée le 12 décembre 2003.

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 1 375 000 \$ sont disponibles : 700 000 \$ à même le crédit en raison de la diminution des contributions et 675 000 \$ à partir du crédit 5 (Justice) en raison du transfert de la responsabilité du Centre national de prévention du crime à la suite de la restructuration du gouvernement annoncée le 12 décembre 2003.

### Paievements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
<b>Contributions</b>		
<i>Conseils à la générale dans ses fonctions d'orientation des organismes, de gestion du portefeuille et de leadership national au niveau des politiques</i>		
Paievements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles de la générale .....	700 000	.....
<i>Centre national de prévention du crime</i>		
Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres.....	675 000	.....
<b>Total des paievements de transfert bruts</b>	<b>1 375 000</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles</i> .....	1 375 000	.....
<b>Paievements de transfert nets</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>

# SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

## Agence des services frontaliers du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 10	Crédit 15	Total
Transfert de la responsabilité liée aux opérations douanières de l'Agence des douanes et du revenu du Canada en raison de la restructuration du gouvernement .....	239 050	11 931	250 981
Fonds pour appuyer les efforts du Canada qui doit prendre des mesures concernant les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres actes répréhensibles (Stratégie du Canada en matière de crimes de guerre) ( <i>poste horizontal</i> ).....	8 355	.....	8 355
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	8 030	.....	8 030
Fonds pour les opérations douanières .....	4 478	.....	4 478
Initiatives liées à la sécurité publique (sécurité maritime, Initiative sur la frontière intelligente, politique de sécurité nationale) ( <i>poste horizontal</i> ).....	228	.....	228
Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés ( <i>poste horizontal</i> ).....	42	.....	42
<b>Montant brut</b>	<b>260 183</b>	<b>11 931</b>	<b>272 114</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	239 050	11 931	250 981
<b>Montant net</b>	<b>21 133</b>	<b>.....</b>	<b>21 133</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 10** : Des fonds autorisés de 239 050 000 \$ sont disponibles du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) en raison du transfert de la responsabilité du programmes des douanes de l'Agence des douanes et du revenu du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada à la suite de la restructuration du gouvernement annoncée le 12 décembre 2003.

**Crédit 15** : Des fonds autorisés de 11 930 985 \$ sont disponibles du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) en raison du transfert de la responsabilité du programmes des douanes de l'Agence des douanes et du revenu du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada à la suite de la restructuration du gouvernement annoncée le 12 décembre 2003.

## Service canadien du renseignement de sécurité

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 30
Coûts de fonctionnement supplémentaires .....	11 518

# SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

## Service correctionnel

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 35</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	26 301
Fonds pour répondre aux besoins de connectivité du système de gestion des délinquants pour les partenaires du secteur de la justice pénale.....	15 000
Utilisation d'installations fédérales au Nouveau-Brunswick pour loger des délinquants provinciaux .....	847
Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés ( <i>poste horizontal</i> ).....	368
Activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	80
<b>Montant net</b>	<b>42 596</b>

---

## Commission nationale des libérations conditionnelles

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission nationale des libérations conditionnelles demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 45</b>
Fonds supplémentaires pour gérer l'accumulation des demandes de réhabilitation, maintenir en poste des membres à temps partiel de la Commission et pour les besoins en technologie de l'information.....	4 930
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 418
<b>Montant net</b>	<b>6 348</b>

---

## Bureau de l'enquêteur correctionnel

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 50</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	128

---

# SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

## Gendarmerie royale du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 55	Crédit 60	Total
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	65 602	.....	65 602
Fonds pour enquêter et entamer des poursuites en cas de fraude dans les marchés financiers (Équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés financiers) ( <i>poste horizontal</i> ).....	14 213	.....	14 213
Fonds pour exploiter et tenir à jour une banque nationale de données génétiques sur les auteurs de crimes graves ( <i>poste horizontal</i> ).....	11 083	.....	11 083
Fonds pour un système de communication mobile pour la police et la construction d'installations d'entraînement au Polygone de Connaught .....	.....	10 447	10 447
Fonds pour mettre en place des mesures visant à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet ( <i>poste horizontal</i> ).....	4 604	1 526	6 130
Fonds pour mener des enquêtes dans le cas d'activités de blanchiment d'argent, pour les prévenir et pour intenter des poursuites ( <i>poste horizontal</i> ).....	4 412	117	4 529
Fonds pour des missions de protection à Ottawa.....	2 200	.....	2 200
Initiatives liées à la sécurité publique (sécurité maritime, Initiative sur la frontière intelligente, politique de sécurité nationale) ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 695	418	2 113
Activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	.....	1 042	1 042
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle ( <i>poste horizontal</i> ).....	709	.....	709
Fonds pour appuyer les efforts du Canada qui doit prendre des mesures concernant les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres actes répréhensibles (Stratégie du Canada en matière de crimes de guerre) ( <i>poste horizontal</i> ).....	579	.....	579
Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés ( <i>poste horizontal</i> ).....	313	.....	313
Fonds pour la vérification de casiers judiciaires liée à des demandes de réhabilitation..	218	.....	218
Fonds pour offrir des programmes et des services fédéraux à deux communautés innues du Labrador, dont des services de santé et des services de police communautaire (Stratégie globale de guérison des Innus du Labrador) ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	200	200
Fonds supplémentaires pour gérer l'arriéré des demandes de citoyenneté canadienne (Réduction de l'arriéré des demandes de citoyenneté) ( <i>poste horizontal</i> ).....	155	.....	155
<b>Montant brut</b>	<b>105 783</b>	<b>13 750</b>	<b>119 533</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	4 000	.....	4 000
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	400	.....	400
<b>Montant net</b>	<b>101 383</b>	<b>13 750</b>	<b>115 133</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 55** : Des fonds autorisés de 4 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un virement au Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) pour accroître la sécurité publique grâce au partage de renseignements de sécurité et à l'interopérabilité des systèmes.

**SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)**

**Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada**

---

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 70</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	<b>38</b>

---

**Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada**

---

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

La Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 75</b>
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	<b>208</b>

---



# TRANSPORTS

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Transports – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 49 435 389 \$ du crédit 10 (Transports) <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....	213 861 000	<b>47 415 389</b>	<b>1</b>	261 276 390
5a Transports – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 612 999 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....	60 210 000	<b>5 612 999</b>	<b>1</b>	65 823 000
10a Transports – Contributions .....	531 216 000	<b>(92 000 000)</b>	.....	439 216 000
15 Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. ....	32 077 000	.....	.....	32 077 000
20a Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la Société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 951 612 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> .....	27 607 000	<b>1 951 612</b>	<b>43 348 388</b>	72 907 000
25 Paiements à VIA Rail Canada Inc. ....	191 301 000	.....	.....	191 301 000
30a Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital .....	466 499 000	.....	<b>37 176 000</b>	503 675 000
(L) Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont.....	3 300 000	.....	.....	3 300 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	67 372 000	.....	.....	67 372 000
(L) Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> .....	1 900 000	.....	.....	1 900 000
(L) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> .....	51 800 000	.....	.....	51 800 000
<b>Total du Ministère</b> .....	<b>1 647 212 970</b>	<b>(37 020 000)</b>	<b>80 524 390</b>	<b>1 690 717 360</b>

\* Voir la note au bas de la page 220.

# TRANSPORTS

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
<b>Office des transports du Canada</b>				
35a Office des transports du Canada – Dépenses du Programme.....	21 215 000	.....	<b>3 336 600</b>	24 551 600
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	3 496 000	.....	.....	3 496 000
Total de l'organisme .....	24 711 000	.....	<b>3 336 600</b>	28 047 600
<b>Tribunal d'appel des transports du Canada</b>				
40 Dépenses du Programme.....	1 173 000	.....	.....	1 173 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	140 000	.....	.....	140 000
Total de l'organisme .....	1 313 000	.....	.....	1 313 000
<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>1 673 236 970</b>	<b>(37 020 000)</b>	<b>83 860 990</b>	<b>1 720 077 960</b>

\* En vertu du décret C.P. 2004-0165, transfert, du ministre des Transports au ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, des attributions relatives à l'accord de contribution conclu entre le Canada, l'Ontario, la ville de Toronto et la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto (35 000 000 \$) .

En vertu du décret C.P. 2004-0026, transfert, du ministre des Transports au ministre du Revenu national du secteur du Secrétariat des sociétés d'État ayant trait à la Monnaie royale canadienne et à la Société canadienne des postes (711 000 \$) .

En vertu du décret C.P. 2004-0027, transfert, du ministre des Transports au ministre de l'Environnement, du secteur du Secrétariat des sociétés d'État ayant trait à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à la Société immobilière du Canada limitée et à la Queens Quay West Land Corporation. Par la suite, en vertu du décret C.P. 2004-0323, transfert de ce secteur du ministre de l'Environnement au Bureau de l'infrastructure du Canada (1 309 000 \$) .

# TRANSPORTS

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transports demande des fonds pour les postes suivants :				
Coûts de fonctionnement supplémentaires pour compenser les pertes liées au report des revenus de location en raison du montant accordé au programme d'aide à court terme destiné aux autorités aéroportuaires.....	40 600	.....	.....	40 600
Programme de contributions pour les besoins de fonctionnement, en capital et en fonds de démarrage pour les services régionaux et éloignés de transport ferroviaire voyageurs.....	.....	.....	18 700	18 700
Initiatives liées à la sécurité publique (sécurité maritime, Initiative sur la frontière intelligente, politique de sécurité nationale) ( <i>poste horizontal</i> ).....	3 686	1 500	5 000	10 186
Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés ( <i>poste horizontal</i> ).....	7 606	.....	.....	7 606
Report du budget de fonds en capital.....	.....	4 113	.....	4 113
Fonds supplémentaires pour mener des projets de recherche sur les choix modaux relatifs au transport ferroviaire voyageurs et marchandises afin d'appuyer les décisions à venir en matière de politiques gouvernementales.....	500	.....	.....	500
Fonds à l'appui des besoins de fonctionnement supplémentaires pour mettre en œuvre les projets fédéraux d'infrastructure dans la municipalité régionale de York dans le cadre du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique.....	139	.....	.....	139
<b>Montant brut</b>	<b>52 531</b>	<b>5 613</b>	<b>23 700</b>	<b>81 844</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 096	.....	23 700	26 796
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	49 435	5 613	.....	55 048
<b>Montant net</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>

	Crédit 20	Crédit 30	Total
Transports demande des fonds pour les postes suivants :			
Augmentation des versements à Marine Atlantique S.C.C. pour les besoins de fonctionnement*.....	45 300	.....	45 300
Augmentation des versements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses en capital liées au système détecteur d'explosifs et à sa mise en œuvre.....	.....	37 176	37 176
<b>Montant brut</b>	<b>45 300</b>	<b>37 176</b>	<b>82 476</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	1 952	.....	1 952
<b>Montant net</b>	<b>43 348</b>	<b>37 176</b>	<b>80 524</b>
			<b>80 524</b>

\* L'avance de fonds d'un montant de 35 000 000 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Des renseignements additionnels à cet égard se trouvent à la section Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor, au début de ce document.

# TRANSPORTS

## Ministère

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 52 531 389 \$ sont disponibles : 3 096 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du virement à l'Office de transport du Canada pour compenser pour l'augmentation des responsabilités assumées par l'organisme (2 648 000 \$) et des virements à Pêches et Océans (200 000 \$) et à l'Agence canadienne des services frontaliers (248 000 \$) relatifs aux initiatives liées à la sécurité publique; 49 435 389 \$ sont disponibles à même le crédit 10 (Transports) en raison de la diminution des besoins en contributions à la suite du transfert de la responsabilité à l'égard du projet de revitalisation du secteur riverain de Toronto au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences.

**Crédit 5** : Des fonds autorisés de 5 612 999 \$ sont disponibles à partir du crédit 10 (Transports) en raison de la diminution des besoins en contributions à la suite du transfert de la responsabilité à l'égard du projet de revitalisation du secteur riverain de Toronto au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences.

**Crédit 10** : Des fonds autorisés de 23 700 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en contributions à la suite du transfert de la responsabilité à l'égard du projet de revitalisation du secteur riverain de Toronto au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences.

**Crédit 20** : Des fonds autorisés de 1 951 612 \$ sont disponibles à partir du crédit 10 (Transports) en raison de la diminution des besoins en contributions à la suite du transfert de la responsabilité à l'égard du projet de revitalisation du secteur riverain de Toronto au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Politiques</i>		
Programme de contributions pour les besoins de fonctionnement, en capital et en fond de démarrage pour les services régionaux et éloignés de transport ferroviaire voyageurs .....	<b>18 700 000</b>	.....
<i>Sécurité et sûreté</i>		
Programme de contributions pour la sûreté maritime.....	<b>5 000 000</b>	.....
<b>Total des paiements de transfert bruts</b>	<b>23 700 000</b>	.....
<i>Moins : Fonds disponibles .....</i>	23 700 000	.....
<b>Paiements de transfert nets</b>	.....	.....

## Office des transports du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<b>Crédit 35</b>
Fonds à l'appui de la mise en œuvre du programme de restructuration de l'industrie du transport aérien.....	2 173
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 164
<b>Montant net</b>	<b>3 337</b>

# TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
<b>Ministère</b>				
1a Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 21 278 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	2 033 689 000	<b>21 278</b>	<b>213 146 422</b>	2 246 856 700
5a Services gouvernementaux – Dépenses en capital.....	304 789 000	<b>(21 278)</b>	.....	304 767 722
10a Services gouvernementaux – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	5 761 002	.....	<b>2 450 000</b>	8 211 002
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile .....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	79 631 000	.....	.....	79 631 000
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers .....	(11 888 000)	.....	.....	(11 888 000)
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada .....	(1 100 000)	.....	.....	(1 100 000)
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de la Production de défense.....	.....	.....	.....	.....
Total du Ministère.....	2 410 951 972	.....	<b>215 596 422</b>	2 626 548 394
Total du portefeuille.....	2 410 951 972	.....	<b>215 596 422</b>	2 626 548 394

# TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 10</u>	<u>Total</u>
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) ( <i>poste horizontal</i> ).....	113 513	.....	113 513
Fonds à l'appui d'activités et de programmes de communication, dont la ligne 1 800 O-Canada, les Éditions du gouvernement du Canada, la Gazette du Canada et le Programme des expositions rurales (à la suite de la fin des activités de Communication Canada) ( <i>poste horizontal</i> ).....	64 943	2 450	67 393
Report du budget de fonctionnement ( <i>poste horizontal</i> ).....	36 765	.....	36 765
Fonds pour l'achat d'une licence pour le Système de gestion des dossiers, des documents et de l'information pour le gouvernement du Canada.....	4 000	.....	4 000
Fonds consacrés à la préparation et à la mise en application des modifications apportées au logiciel du Système de paie de la fonction publique.....	1 982	.....	1 982
<b>Montant brut</b>	<b>221 203</b>	<b>2 450</b>	<b>223 653</b>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	36	.....	36
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	21	.....	21
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	8 000	.....	8 000
<b>Montant net</b>	<b>213 146</b>	<b>2 450</b>	<b>215 596</b>

### Explication des fonds disponibles

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 35 658 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du transfert à Ressources naturelles Canada pour les activités permanentes du Centre canadien de la technologie des minéraux et de l'énergie et de 21 278 \$ du crédit 5 en raison d'une diminution des besoins en capital.

### Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Services d'information du gouvernement</i>		
Subventions à l'appui des activités et des projets visant une meilleure compréhension et valorisation de l'identité canadienne et une prise de conscience sociale.....	<b>1 000 000</b>	.....
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Services d'information du gouvernement</i>		
Contributions à l'appui des activités et des projets visant une meilleure compréhension et valorisation de l'identité canadienne et une prise de conscience sociale.....	<b>1 450 000</b>	.....
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>2 450 000</b>	<b>.....</b>